



Institut Méditerranéen de l'Eau

REVUE DE PRESSE N°8

Décembre 2020

LA MEDITERRANEE : HOT-SPOT DES DEREGLEMENTS CLIMATIQUES



Institut Méditerranéen de l'Eau

18-20 avenue Robert Schuman – 13002 Marseille (France)

Tél : +33 4 91 59 87 77 – Fax : +33 4 91 59 87 78 – Email : info@ime-eau.org



www.ime-eau.org

Linked in www.linkedin.com/in/ime-institut-méditerranéen-de-l-eau-7b1b55201

Sommaire

Editorial spécial : Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau	6
1. Eau et climat	8
Post de Nicolas D. Lorne : webinaire du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) sur le financement mixte pour l'eau et le climat (LinkedIn)	9
Niveau de la mer, réchauffement, sécheresse : les populations autour de la Méditerranée "en danger" selon un rapport	10
Vers la mise en place d'une politique de sécurité et de défense résistante au changement climatique : une feuille de route pour l'action de l'UE (EU Neighbours)	11
Les catastrophes naturelles ont coûté 76 milliards de dollars aux assureurs en 2020, selon Swiss Re (La Tribune)	12
The link between sanitation and climate change (Think-Tank Re-sources).....	13
Covid-19 : et si la météo prévoyait l'évolution de l'épidémie ? (Le Journal du Dimanche)	14
Water and Sanitation – Building Climate Change Resilience (Think-Tank Re-Sources)	15
First Mediterranean Assessment Report: Climate and Environmental Change in the Mediterranean Basin (MedECC).....	16
Newsroom: Prof. Selmin Burak, IME member, Lead Author in "water" chapter of the 1 st Mediterranean Assessment Report (MedECC).....	17
Policy brief : Le Maroc à l'épreuve du changement climatique, situation, impacts et politiques de réponse dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture (DEPF)	19
Journée "Ressources en eau et changement climatique" (GREC SUD).....	20
2. Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)	21
Cycl'Eau Toulouse passe en mode virtuel les 13 et 14 janvier 2021 (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)	22
Le projet MENAWARA, financé par l'UE, organise une réunion entre les acteurs de l'eau en Palestine (EU Neighbours)	23
MAROC : L'ONEE désigné une nouvelle fois centre collaborateur de l'OMS 2020-2024	24
Saur transforme son activité Eau France (Environnement Magazine).....	25
ALGERIE : Vers le lancement d'un programme supplémentaire des ressources en eau pour 2021 (APS.DZ)	26
Plan de relance de l'Eau : peut-on vraiment se réjouir ? (Environnement Magazine)	27
Pour la première fois, on spéculé en Bourse sur l'eau (Agence Ecofin).....	28
4ème webinaire organisé par la FAO en partenariat avec l'IME sur le thème « Les dernières avancées et technologies performantes en matière de traitement et de stockage de l'eau »	29

Le Parlement européen approuve la révision de la directive relative à l'eau potable (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)	32
H2O : l'eau, la vie et nous (Think-Tank Re-sources).....	33
TUNISIE - Moez Allaoui : Nouvelle loi sur l'eau au parlement tunisien (LinkedIn)	34
ALGERIE - Alger : un budget de 3 milliards DA alloué au secteur de l'eau (APS.DZ).....	35
Vergnet Hydro innove avec une pompe à bras « très grande profondeur » (jusqu'à 100 mètres) pour l'Afrique rurale	36
AFRIQUE DU NORD : les disponibilités en eau douce ont chuté de 30 % selon la FAO (Afrik21)	37
Franck Galland : Le Maroc s'est doté d'une infrastructure hydraulique de grande qualité mais qui doit être réévaluée en permanence (Think-Tank Re-Sources)	38
Saur : Collectivités – Comment mettre en place le diagnostic permanent ? (Blog Saur)	40
Se former à la gestion de crise en cas de pollution de l'eau (Environnement Magazine)	41
Le compteur d'eau : un élément clé d'une bonne gestion du réseau d'eau ! (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)	42
3. Sécurité hydrique	43
ALGERIE : Le ministre des ressources en eau Arezki Berraki s'enquiert de la mise en œuvre des mesures d'urgence arrêtées (APS.DZ)	44
ALGERIE – Mostaganem : apport de 8 millions m3 d'eau pour les barrages (APS.DZ)	46
4. Ecosystème et biodiversité	47
Une plate-forme scientifique sur la cartographie des sols en Afrique (Commodafrica.com)	48
MAROC : Averda inaugure une usine de traitement des déchets à Tanger (Afrik21).....	49
Un budget de relance pour l'OFB en 2021 (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)	50
Le groupe BRL, acteur engagé pour une agriculture durable (Midi Libre / Le Monde Nouveau).....	51
La Banque européenne pour la reconstruction et le développement et l'UE aident SolarizEgypt à promouvoir les panneaux solaires en toiture en Égypte (EU Neighbours).....	52
MAROC : la Commission chargée du climat et de la biodiversité est opérationnelle (Afrik21).....	53
Eau et milieux aquatiques : les chiffres clés 2020 (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)	54
Le calendrier du Congrès mondial de la nature est fixé (Environnement Magazine).....	55
La Banque européenne pour la reconstruction et le développement et le Fonds vert pour le climat stimulent l'économie verte et les chaînes de valeur au Maroc (EU Neighbours)	56
Lancement de la plateforme digitale du dialogue des deux rives (EU Neighbours)	57
PFE : La politique française de gestion des ressources en eau et de la biodiversité aquatique	58
Eau, Biodiversité, Paysage (LinkedIn).....	59
DRIVER : Journée d'échanges et retours d'expériences (LinkedIn).....	60
5. Eau et énergie	61
TUNISIE : 132 M€ de KfW pour la gestion des eaux de pluie et l'efficacité énergétique (Afrik21)	62
6. Ressources en eau non conventionnelles	63
TUNISIE : L'ONAS lance le projet d'extension de la station d'épuration de Sud Méliane (Afrik21)	64
ALGERIE - Stress hydrique : lancement d'un programme d'urgence (Horizons)	65

ÉGYPTÉ : Le Caire mise sur des usines de dessalement fonctionnant aux énergies vertes (Afrik21)	67
Et si le plastique du futur provenait des boues d'épuration et des eaux usées ? (La Dépêche).....	68
Aéris, station nouvelle génération à Cagnes-sur-Mer (Tribuca.net).....	69
7. Eau et pandémie	70
Méditerranée du Futur « de la peste au Covid-19 », une journée de débat sur les pandémies (Madeinmarseille)	71
Un jour en reconfinement avec : Olivier Eloy, directeur général d'Eloy Water (Environnement Magazine) ..	72
Les marins-pompier traquent le virus dans les eaux usées de toute la région (Gomet).....	73
L'agence de l'eau Rhin-Meuse lance un appel à manifestation d'intérêt « Eau et Santé » (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances).....	74
Activités conjointes UPM-IME sur la Task Force WASH - 2ème webinaire sur les réponses de l'UPM au COVID-19 : Nexus Eau et Santé Publique – Rapport politique.....	75
Post de Franck Galland, Président de Environmental Emergency & Security Services : COVID-19 En premières lignes : Veolia face à la crise (LinkedIn).....	76
8. Coopération avec UPM et autres partenaires	77
5eme Forum Régional de l'Union pour la Méditerranée : Les Ministres des Affaires étrangères définissent les domaines prioritaires pour renforcer la coopération et l'intégration régionale euro-méditerranéenne (EU Neighbours)	78
La Journée internationale de la Méditerranée est née (EU Neighbours)	79
Mare latinu : La Corse attendue pour la 1ère journée internationale de la méditerranée de 2021 (France Bleu)	80
Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE : « Il est important plus que jamais de construire un agenda commun » lors du 25 ^{ème} anniversaire du Processus de Barcelone (LeMatin.ma)	81
"L'unité et le rassemblement des Méditerranéens sont plus que jamais nécessaires" (Econostrum).....	82
L'avenir des emplois dans le secteur de l'eau : opportunités pour les jeunes dans la région méditerranéenne après la crise de la COVID-19 (EU Neighbours).....	84
Edition spéciale N°13 – WWC Members news.....	85
25 ans après : comment les jeunes perçoivent-ils le processus de Barcelone ? (EU Neighbours)	88
Sénégal – 9ème Forum mondial de l'eau : le Secrétariat exécutif appuyé par l'OMVS (VivAfrik).....	89
Vers la tenue d'un sommet africain en prélude au 9ème Forum mondial de l'eau (VivAfrik)	90
Jean-Luc Ivaldi, nouveau Directeur Général de la Société du Canal de Provence (SCP).....	91
Forum mondial de l'eau-Dakar 2022 : Réfléchir à des solutions adaptées pour résoudre les problèmes d'eau et d'assainissement (Pressecotedivoire.ci)	92
L'AVITEM et l'IME joignent leurs expertises (Econostrum).....	94
Vers un nouveau plan d'action stratégique de développement urbain de l'UpM pour 2040 (EU Neighbours).....	95
Conseil d'Administration et Assemblée Générale Ordinaire de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)	96
Appel à projets franco-marocain 2019-2021 - Troisième tranche (Diplomatie.gouv.fr)	97
Un atelier de l'UpM traite du rôle de la diplomatie scientifique dans la région méditerranéenne (EU Neighbours).....	98

La relance du secteur touristique méditerranéen offre l'occasion de s'engager vers un tourisme durable (Econostrum) 99

CMI new report 2020: Enhancing Mediterranean Integration 103

Chambre de Commerce Franco-Arabe, CCFA Paris : Newsletter spécial cinquantenaire (LinkedIn)..... 104

BRL en Bolivie (LinkedIn) 105

Post de Didier Réault, Vice-président « Mer, Littoral, Cycle de l'Eau, GEMAPI » à Aix-Marseille Provence Métropole sur l'association Les Amis des Marais du Vigueirat (LinkedIn)..... 106

Union pour la Méditerranée : Newsletter 2020..... 107

Editorial spécial : Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau



DEMAIN LA MEDITERRANEE

La Méditerranée est malade, malade de ses conflits armés, malade de sa surpopulation, malade de ses pollutions, terrestre et marine. Malade du stress hydrique. Et depuis un an, s'y ajoute le lourd tribut payé à la pandémie qui ravage le monde.

Berceau des civilisations, témoin des mutations du monde moderne, elle incarne aujourd'hui l'inquiétude des peuples devant le futur de la planète.

Sécurité, développement, partage, sont au cœur de ces inquiétudes autant que le désespoir d'une jeunesse volontaire et généreuse. Tous ensemble, à l'Est comme à l'Ouest, au Sud comme au Nord, sur chacune des rives de ce bassin, de notre bassin, nous devons apporter les réponses à ces désirs légitime.

La Méditerranée est une, elle est unique. Elle doit être unanime pour donner un caractère équitable et concret à ces réponses qu'attendent les populations.

Les solutions pour l'eau, l'air, l'énergie, l'alimentation, la santé et l'éducation sont les conditions nécessaires à un développement partagé et durable.

Apporter la sécurité de l'eau est la raison d'être de l'Institut Méditerranéen de l'Eau.

Concilier les besoins de l'Homme et le respect du milieu naturel, tel sera le sens et l'objectif du **4^{ème} Forum Méditerranéen de l'Eau** que nous organisons ensemble à **Malte en décembre 2021** sur la route du **9^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Dakar en mars 2022**.

Rassemblons-nous pour y porter les réponses qui contribueront à changer la vie quotidienne de nos concitoyens.

Belle année 2021 à tous.

Loïc Fauchon

Président du Conseil Mondial de l'Eau

(version anglaise)



TOMORROW THE MEDITERRANEAN

The Mediterranean is suffering. It is suffering from its armed conflicts, suffering from its overpopulation, suffering from land and sea pollution. Suffering also from water stress. And for the past year, the world pandemic has added a ravaging burden.

Cradle of civilizations, witness of the mutations of the modern world, it embodies today the anxiety of the people in front of the future of the planet.

Security, development and sharing are at the heart of these concerns as much as the despair expressed by a voluntary and generous youth. All together, in the East as well as in the West, in the South as well as in the North, on both shores of this basin, of our basin, we must bring the answers to these legitimate desires.

The Mediterranean is one, it is unique. It must be unanimous in order to give a fair and concrete character to these answers that the populations expect.

Solutions for water, air, energy, food, health and education are the necessary conditions for shared and sustainable development.

Providing water security is the “raison-d’être” of the Mediterranean Water Institute.

Reconciling the needs of mankind and respect for the natural environment will be the purpose and objective of the **4th Mediterranean Water Forum** that we are organizing together in **Malta next December 2021** on the road to the **9th World Water Forum in Dakar in March 2022.**

Let us come together to bring the answers that will contribute to changing the daily life of our fellow citizens.

Happy New Year 2021 to all.

Loïc Fauchon

President of the World Water Council

1. Eau et climat

Post de Nicolas D. Lorne : webinaire du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) sur le financement mixte pour l'eau et le climat (LinkedIn)

1^{er} décembre 2020

The image shows a LinkedIn post by Nicolas D. Lorne. On the left is his profile picture and name, with the text 'Nicolas D. Lorne' and 'Scaling-up sustainable solutions for the water nexus sectors'. The main post text reads: 'BLENDED FINANCE for Water & Climate When theory meets practice'. Below this is a translation note: 'Notez cette traduction · 🌐' and the French text: 'FINANCEMENT MIXTE pour l'eau et le climat Quand la théorie rencontre la pratique' with a link to the webinar. The bottom part of the post is a video player showing a slide with logos of partners (fwp pfe, gef, safisana, AFD, The Nature Conservancy, 100 FONTAINES, CONVERGENCE, Waterpreneurs, OECD) and a list of speakers: Marie-Laure Vercambre, Ghislain Dominique, Julien Ancelet, Aart van den Beukel, Sophie Trémolet, Clément Franoux, Regina Rossmann, Almotaz Abedi, Brieux Michoud, and Christian Severin.

Retrouvez ce webinaire en replay sur youtube : <https://youtu.be/nZoMg35LRoE>

Niveau de la mer, réchauffement, sécheresse : les populations autour de la Méditerranée "en danger" selon un rapport

La Méditerranée se réchauffe 20% plus vite que la moyenne mondiale. Les prévisions les plus pessimistes envisagent une augmentation du niveau de la mer de 2,5m d'ici 2100. Un rapport pointe les "dangers" encourus par les populations.

03/12/2020



Selon le dernier Rapport sur l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée, les phénomènes météorologiques extrêmes vont se multiplier dans la zone. • © PASCAL POCHARD-CASABIANCA / AFP

[Haute-Corse Plaine orientale](#)

"70% de la population méditerranéenne vit en zone urbaine et essentiellement en zone côtière", rappelle François Guerquin, directeur de Plan Bleu, un organisme travaillant au sein du Programme de l'ONU pour l'environnement et du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM, regroupant les 21 pays riverains et l'Union européenne). Pour France 3 Corse ViaStella, il revient sur les conclusions du "[Rapport sur l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée](#)" (RED 2020), publié tous les dix ans environ. Pour lui, "*l'avenir de la Méditerranée est à un point de bascule.*"

Un réchauffement 20% plus rapide que la moyenne mondiale

Le rapport souligne par exemple que la zone se réchauffe "20% plus rapidement que la moyenne mondiale", que ce soit la température ambiante ou celle de l'eau.

L'une des conséquences de constat, c'est l'augmentation du niveau de la mer : "*La mer monte à un rythme accéléré de 2,6 à 2,9 mm par an, ce qui implique une augmentation de 0,43 m à 2,5 m d'ici 2100.*"

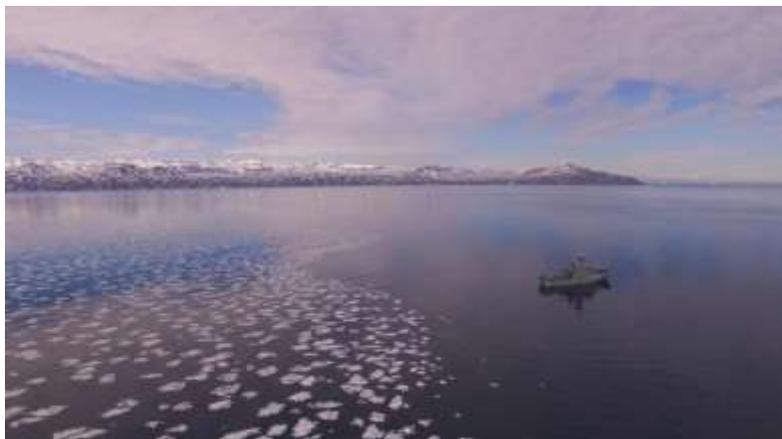
La mer monte à "un rythme accéléré"

Les conséquences seront lourdes pour les populations côtières, bien sûr, mais aussi pour la biodiversité avec une salinisation des zones humides et des sols. Sur la carte des risques côtiers, on voit que la côte orientale de la Corse est particulièrement exposée.

Lire la suite : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/corse/haute-corse/cote-orientale/niveau-mer-rechauffement-secheresse-populations-autour-mediterranee-danger-rapport-1901642.html>

Vers la mise en place d'une politique de sécurité et de défense résistante au changement climatique : une feuille de route pour l'action de l'UE (EU Neighbours)

15-12-2020



Copyright: EEAS

L'événement virtuel « Changement climatique, défense et gestion des crises : de la réflexion à l'action », qui s'est tenu le 11 décembre, a permis de discuter des implications du changement climatique sur la gestion des crises et la défense de l'UE afin d'apporter des solutions et de favoriser la coopération. L'événement, qui était co-organisé par l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE) et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), a rassemblé un large éventail d'acteurs, dont les institutions et organes de l'UE, des représentants des États membres de l'UE, des pays partenaires et des organisations internationales, des universités et des industries.

Dans son discours inaugural, le Haut représentant/vice-président Josep Borrell a présenté la feuille de route sur le changement climatique et la défense.

Cette feuille de route recense les moyens concrets dont dispose l'UE pour mieux se préparer aux nouveaux défis en matière de sécurité engendrés par le changement climatique. Parmi les actions concrètes qu'elle propose, la feuille de route permet à l'UE et à ses États membres de tirer parti des moyens existants en vue d'établir une coopération et des synergies avec les organisations partenaires pertinentes, notamment les Nations Unies et l'OTAN, ainsi qu'avec les pays partenaires, tout en soulignant le rôle de premier plan que joue l'UE à l'échelle mondiale à cet égard.

Lire le communiqué de presse : https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/90320/towards-climate-proof-security-and-defence-policy-roadmap-eu-action_en

Les catastrophes naturelles ont coûté 76 milliards de dollars aux assureurs en 2020, selon Swiss Re (La Tribune)

19 décembre 2020



Les catastrophes naturelles comme les incendies qui ont dévasté certaines régions des États-Unis et le nombre record d'ouragans dans l'Atlantique ont coûté 76 milliards de dollars (62,52 milliards d'euros) en 2020 au secteur mondial de l'assurance, selon une étude de Swiss Re publiée mardi.

Ces dépenses ont augmenté de 40% par rapport aux 54 milliards de dollars reversés en 2019, tandis que les catastrophes liées à l'homme sont passées de 9 à 7 milliards de dollars cette année, estime le géant suisse de la réassurance.

Swiss Re évalue ainsi les indemnités totales du secteur à 83 milliards de dollars en 2020 contre 63 milliards l'année dernière. "Les pertes ont été causées par un nombre record de violentes tempêtes convectives - orages avec tornades, inondations et grêle - et d'incendies aux États-Unis", a précisé Swiss Re.

En Californie, dans l'Oregon et dans l'État de Washington, plus de 800 incendies ont brûlé près de 6 millions d'hectares, déclenchant des demandes d'indemnisation pour plusieurs milliards de dollars. La succession de tempêtes lors de la saison des ouragans dans l'Atlantique nord a provoqué des demandes d'indemnisation à hauteur de 20 milliards de dollars.

L'assureur cite également les graves inondations survenues dans plusieurs provinces le long du fleuve Yangtze en Chine à partir du mois de mai, qui ont causé des pertes assurées pour près d'environ 2 milliards de dollars.

Le changement climatique devrait aggraver le nombre de ces événements car l'air humide et la hausse des températures créent des conditions météorologiques plus extrêmes, estime l'étude.

"Comme pour le COVID-19, le changement climatique sera un test gigantesque de la résilience mondiale", a déclaré Jérôme Jean Haegeli, économiste en chef du groupe Swiss Re. "Mais si le COVID-19 a une date d'expiration, le changement climatique n'en a pas, et si la reprise économique mondiale n'est pas 'verte' maintenant, les coûts pour la société augmenteront à l'avenir".

Swiss Re a précisé que ses estimations concernant les indemnités des catastrophes excluaient les demandes liées au coronavirus, dont l'évaluation et la comptabilisation prendraient beaucoup plus de temps que la normale.

The link between sanitation and climate change (Think-Tank Resources)

20 décembre 2020



The day has been commemorated since 2001 but in 2013 the United Nations officially declared October 19 as World Toilet Day following a resolution tabled by Singapore to the General Assembly. The Day was originally established by the World Toilet Organisation in 2001 but is now co-ordinated by UN-Water in collaboration with governments and other partners.

It was set aside to recognise the life-saving importance of toilets and sanitation, and raise awareness about the fact that one in three people (2,4 billion) around the world have no safe and sanitary place to go when nature calls.

Instead, many people have no choice but to face the indignity of relieving themselves in the open, where they are exposed to disease, vulnerable to harassment or attack and may contaminate drinking water sources.

According to the UN, World Toilet Day It is about taking action to tackle the global sanitation crisis and achieve Sustainable Development Goal 6 of having water and sanitation for all by 2030.

This year the theme was “Sustainable sanitation and climate change”.

What’s the link between sanitation and climate change?

According to the UN website climate change is accelerating with increased risks of floods, droughts, and rising sea levels thereby threatening sanitation systems – from toilets to septic tanks to treatment plants.

“Floodwater can contaminate wells used for drinking water or flooding might damage toilets and spread human waste into communities and food crops, causing deadly and chronic diseases,” reads a statement on the UN website to commemorate the Day.

Lire la suite : <https://www.thinktank-resources.com/actualites/the-link-between-sanitation-and-climate-change/>

Covid-19 : et si la météo prévoyait l'évolution de l'épidémie ? (Le Journal du Dimanche)

20 décembre 2020

L'analyse croisée des températures et de l'humidité de l'air pourrait faciliter la gestion de la crise.



Un taux d'humidité de l'air élevé et des températures assez basses favorisent la propagation du Sars-CoV-2. Alors que des travaux menés par des chercheurs de Harvard l'ont déjà suggéré, c'est la conclusion d'une étude de la société héraultaise **Predict Services**. Cette filiale de Météo-France, BRL et Airbus spécialisée dans la veille hydrométéorologique a créé un indice baptisé IPTCC (Index Predict de transmissivité climatique du Covid-19), censé caractériser la potentialité de transmission du virus selon la météo. Depuis janvier, des données sont collectées dans 70 stations météo françaises. Après croisement avec d'autres, mondiales, une corrélation entre index IPTCC élevés et pics de contamination est apparue. C'est aussi le cas lors de la deuxième vague.

Quand le taux d'humidité est supérieur à 70% et que les températures sont basses, entre 3 degrés et 15 à 17 degrés, le virus circule beaucoup plus

"Quand le taux d'humidité est supérieur à 70% et que les températures sont basses, entre 3 degrés et 15 à 17 degrés, le virus circule beaucoup plus", précise Alix Roumagnac, président de l'entreprise. Mais quand les températures sont négatives, sa diffusion est freinée car les gouttelettes sur lesquelles il se fixe tombent au sol. Raison pour laquelle, selon lui, l'Allemagne et les pays d'Europe du Nord ont été moins touchés au printemps. Outre la mise en évidence de l'intensité des vagues dans le monde, le modèle explique la multiplication des clusters dans les abattoirs : "Ils sont froids et humides. Les salles sont nettoyées au jet d'eau, qui dissémine les particules infectées."

Des projections pessimistes

L'indice de Predict Services a été évoqué jeudi à *C à vous* par Olivier Véran, qui a demandé une contre-expertise scientifique pour vérifier s'il peut, comme l'assurent ses promoteurs, permettre d'aider au pilotage de la crise. Et pourquoi pas d'envisager des restrictions, ou des levées de contraintes, en fonction des villes, voire des heures de la journée. En attendant l'avis de la Direction générale de la santé et de l'Institut Pasteur, Alix Roumagnac est pessimiste pour le premier trimestre 2021 : "La situation climatique favorisera la circulation du virus au moins jusqu'à fin février. Il faut espérer un printemps précoce et un redoux rapide."

Water and Sanitation – Building Climate Change Resilience (Think-Tank Re-Sources)

21 décembre 2020



The Greenland ice sheet, which is melting at the fastest rate since the end of the last ice age, sums up what we're witnessing worldwide due to climate change. The Northern Hemisphere has just recorded its hottest summer on record, a season that saw almost nine million acres in the American West turned to ash by wildfires.

Devastating droughts and unprecedented heatwaves have kindled famines in Africa and South Asia, while record rainfall drenches Europe and Northern Asia. Climate change is here, and its devastating impacts are accelerating day by day.

The warming planet is the existential threat of our time. Not only does it inflict extreme weather events on communities of people around the world, it also magnifies existing global challenges – from inequities in health, to income inequality to resource competition and national security.

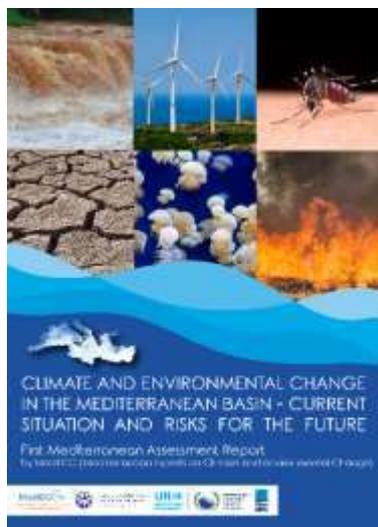
Although it's a global issue, climate change does not affect everyone equally. Low income communities are often the hardest hit. As we work to develop climate resilience, we must lean towards the most vulnerable populations, providing them with the tools and the capital they need to combat the effects of climate change. This will require a bold rethink and reimagining of both the crisis and our response to it.

Access to safe water and sanitation is central to this. UNICEF put it plainly in 2016: "To tackle climate change we need to increase equitable access to sustainable water sources and improved sanitation." The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) special report on global warming reinforced the point, making clear that the extent of climate-change damage will relate to the pre-existing fragility of communities. Increased access to clean water and sanitation in low-income communities allows those most at risk to cope and survive during climate change driven weather events. It also reduces water contamination and the associated disease burden that arises from open defecation during crises. And as the Rockefeller Foundation has argued within their "planetary health" framework, sanitation and waste management are becoming important resource management tools that can lower greenhouse gases, if properly implemented.

Lire la suite : <https://www.thinktank-resources.com/actualites/water-and-sanitation-building-climate-change-resilience/>

First Mediterranean Assessment Report: Climate and Environmental Change in the Mediterranean Basin (MedECC)

23 décembre 2020



Current Situation and Risks for the Future

The First Mediterranean Assessment Report (MAR1) prepared by the independent network of Mediterranean Experts on Climate and environmental Change (MedECC) founded in 2015 is now finished. MedECC assesses the best available scientific knowledge on climate and environmental change and associated risks in the Mediterranean Basin in order to render it accessible to policymakers, stakeholders and citizens.

The report includes a Summary for Policy-makers (SPM), which comprises the key messages of the MAR1. The report has been written by almost 190 scientists from 25 countries, all contributing in individual capacity and without financial compensation. The MedECC coordinators are very grateful for the expertise, rigor and dedication shown by the volunteer Coordinating Lead Authors and Lead Authors, working across scientific disciplines in each chapter of the report, with essential help by the many Contributing Authors.

MedECC Authors and Coordinators want to thank all reviewers for their time and effort. The UNEP/MAP – Barcelona Convention Secretariat, through its Plan Bleu Regional Activity Center, and the Secretariat of the Union for the Mediterranean work in partnership to support MedECC, and to contribute to establish a sound and transparent scientific assessment process. Many other institutions (specified in the “Front matter” and the Annex A of the report) also supported the preparation of this report.

English: https://www.medecc.org/wp-content/uploads/2020/11/MedECC_MAR1_SPM_ENG.pdf

French: https://www.medecc.org/wp-content/uploads/2020/11/MedECC_MAR1_SPM_FR.pdf

Arabic: https://www.medecc.org/wp-content/uploads/2020/11/MedECC_MAR1_SPM_AR.pdf

Newsroom: Prof. Selmin Burak, IME member, Lead Author in “water” chapter of the 1st Mediterranean Assessment Report (MedECC)

2020 NORTH SOUTH PRIZE OF THE COUNCIL OF EUROPE'S LAUREATES



The 2020 Prize is awarded to the International Commission against the Death Penalty and The Network of Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change (MedECC) of the Union for the Mediterranean

On the 13 November the jury of the North-South Prize of the Council of Europe decided to award the 2020 Prize to [the International Commission against the Death Penalty \(ICDP\)](#) and to [the Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change \(MedECC\) network of the Union for the Mediterranean.](#)

The Jury acknowledged the unique contribution of the ICDP during its ten years of existence to the global trend against the death penalty and its key role in the international movement that advocates for its abolition. On the 10th anniversary of the ICDP, the North-South Prize recognizes its contribution, on substance, to the promotion of the most fundamental human right – the right to life; and, on form, to international solidarity and partnership. Twenty-two personalities and twenty-three states from all over the world contribute to the mission of the ICDP with the purpose to act universally for the achievement of this common goal.

On the other side, the Jury recognized as well the work of the Network of Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change (MedECC) of the Union for the Mediterranean, composed by more than six hundred scientists from 35 states from the Mediterranean and Europe. The MedECC network - that elaborated the first-ever scientific assessment on climate and environmental change impact in the Mediterranean basin - constitutes both, a leading example of the potential of collaboration between states and societies to face the challenges of climate change and environmental sustainability, as well as response to the need of scientific and expert cooperation to produce knowledge-based analysis as a sound basis for policy planning. Its work contributes to the promotion of the 1.5 Global Goal of the Paris Agreement in the region. The network also constitutes a concrete example of the vision of the Mediterranean Sea as a shared space of peace, development and human rights, which led to the creation, twenty-five years ago, of the Barcelona Process.

With this decision, the Jury of the North-South Prize of the Council of Europe wishes to single out two universal causes that are inextricably linked to the principles of human rights, democracy and the Rule of Law, which constitute the main values of the Council of Europe. They also highlight the importance of partnership and cooperation in achieving common global challenges.

About the North-South Prize

The [North-South Prize of the Council of Europe](#) is awarded each year since 1995 to two nominees, one from the North and the other from the South who have stood out for their exceptional commitment to promoting North-South solidarity. The candidates, preferably a man and a woman, must have distinguished themselves in the areas of protection of human rights, defence of pluralist democracy, public awareness raising on issues of global interdependence and solidarity. Despite the variety of nationalities and fields of action of those that have received the Prize since its creation, they all have in common a strong commitment to the promotion of North-South partnership.

The [list of previous laureates](#) includes personalities such as Kofi Annan, Simone Veil, His Highness the Aga Khan, Roula Dashti, Souhayr Belhassen, Her Majesty Queen Rania of Jordan, Bob Geldof, Emma Bonino, Danielle Mitterrand, among many others.

Policy brief : Le Maroc à l'épreuve du changement climatique, situation, impacts et politiques de réponse dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture (DEPF)

23 décembre 2020



Conscients des enjeux que soulève le changement climatique pour la soutenabilité de sa trajectoire de développement et l'anticipation des risques induits par cette problématique multidimensionnelle, la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF), l'Agence Française de Développement (AFD), la Direction Générale de la Météorologie (DGM), la Direction de la Recherche et de la Planification de l'Eau (DRPE), la Fondation Initiative AAA, ainsi que l'Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie marine et continentale (IMBE) ont lancé un ambitieux projet d'évaluation des impacts de différents scénarios climatiques sur l'économie marocaine à l'horizon 2050.

Ce projet qui s'appuie sur une adaptation, au contexte marocain, de l'outil de modélisation « General Monetary and Multisectoral Macrodynamics for the Ecological Shift : GEMMES » développé par l'AFD, est conçu selon une démarche entre pairs de co-construction et de mobilisation de l'expertise marocaine, française et internationale. Il s'inscrit dans l'objectif d'éclairer la décision et l'action publiques en matière de formulation, d'accompagnement et d'évaluation de politiques publiques visant à prospecter les réponses appropriées à même de faire face aux effets néfastes du changement climatique sur l'économie nationale.

C'est dans le cadre de ce projet structurant que s'inscrit ce policy Brief qui apporte un éclairage sur la situation du changement climatique au Maroc, ses projections futures et ses impacts en mettant en exergue l'engagement volontariste de notre pays face à cette donne et les réponses stratégiques entreprises particulièrement dans les deux secteurs les plus exposés, en l'occurrence, l'eau et l'agriculture. En outre, ce policy Brief met la lumière sur les bases de la démarche de modélisation des impacts macroéconomique du changement climatique en explicitant les canaux de transmission d'un choc agricole et les deux approches hydro-agricole et macro-économique sous-jacentes.

Journée "Ressources en eau et changement climatique" (GREC SUD)

24 décembre 2020



La journée ressources en eau et changement climatique (initialement prévue le 26 novembre) aura lieu le 4 février 2021, en présentiel, à Manosque (04) - Inscriptions ouvertes. Au cas où la situation sanitaire ne s'améliore pas la date sera maintenue mais l'événement aura lieu sous forme de Webinaire.

Le GREC-SUD, en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et EDF Hydro Méditerranée organise une journée sur les **ressources en eau et changement climatique en région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Quelles perspectives, comment s'adapter ?**

Cette journée, à destination des élus, gestionnaires, techniciens, bureaux d'étude et associations aura pour objectif de faire un bilan des connaissances les plus récentes concernant les effets du changement climatique sur les ressources en eau et les milieux aquatiques ainsi que sur les trajectoires d'adaptation et les questions de gouvernance.

Les échanges seront favorisés pour permettre les questions réponses et faire remonter les besoins à la fois du monde de la recherche, des gestionnaires et des usagers.

Inscription gratuite mais obligatoire sur le site suivant :

https://www.helloasso.com/associations/air-climat/evenements/ressources-en-eau-et-changement-climatique-en-region-provence-alpes-cote-d-azur?_ga=2.19805887.641690304.1608215149-857827960.1607617359

2. Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)

Cycl'Eau Toulouse passe en mode virtuel les 13 et 14 janvier 2021 (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)

1^{er} décembre 2020



Si les organisateurs ont retenu les dates des 23 et 24 mars 2022 pour inaugurer la première édition en présentiel de Cycl'eau Toulouse, l'édition digitale des 13 et 14 janvier 2021 entend offrir une visibilité sur les retours d'expérience et faire émerger l'opportunité de projets territoriaux.

Contexte sanitaire toujours. Le maintien de la première édition de Cycl'eau Toulouse-Occitanie dans son format physique intégral en janvier prochain n'est plus envisageable, indiquent les organisateurs du salon. Pour autant, le travail mené de concert avec les acteurs locaux de la gestion de l'eau, pour organiser cet événement, ayant mis en exergue l'importance d'une mobilisation collective pour soutenir la filière eau sur la métropole Toulousaine et le territoire Occitan, la décision a été prise de maintenir une version compacte en mode virtuel en attendant **LA rencontre territoriale Cycl'eau Toulouse - Occitanie qui se tiendra les 23 et 24 mars 2022.**

Les 13 et 14 janvier 2021, le premier événement 100% digital destiné aux acteurs du territoire occitan, proposera, d'une part, des contenus experts, et d'autre part, un espace d'échange et de réseautage pour les participants.

6 conférences thématiques viseront à informer et partager des retours d'expériences. Des collectivités viendront présenter des projets mis en œuvre sur leurs territoires, et la réussite des partenariats privés/publics. Ces prises de paroles illustrées ont pour ambition de faire bouger les lignes.

Des rendez-vous B to B de 20 minutes permettront de mettre en relation décideurs publics et entreprises privées afin de favoriser l'opportunité de créer des nouveaux partenariats et de soutenir localement la commande publique.

Le projet MENAWARA, financé par l'UE, organise une réunion entre les acteurs de l'eau en Palestine (EU Neighbours)

03-12-2020



Copyright: ENI CBC Med Programme

WeWorld GVC, le partenaire palestinien du projet MENAWARA, a organisé ces derniers jours une réunion entre les acteurs de l'eau en coordination avec l'antenne du ministère de l'Agriculture basée à Naplouse.

Les participants ont convenu de créer une association d'utilisateurs. Au début de l'année prochaine, une réunion sera organisée avec les agriculteurs, afin de définir un calendrier et de discuter de l'élaboration d'une charte interne pour l'association avec le soutien du ministère de l'Agriculture.

Il a également été convenu d'ouvrir le dialogue entre les parties prenantes au niveau des gouvernorats et de préparer des recommandations en accord avec les politiques nationales qui encouragent déjà la réutilisation de l'eau domestique et la réduction de la pression exercée sur cette ressource.

Le projet MENAWARA (Réutilisation des eaux usées non conventionnelles dans l'agriculture des pays méditerranéens) vise à améliorer l'accès à l'eau par le traitement des eaux usées destinées à être réutilisées pour l'irrigation complémentaire, ainsi qu'à renforcer les capacités des institutions publiques, des acteurs non étatiques opérant dans ce secteur, des techniciens et des agriculteurs en Italie, en Espagne, en Palestine, en Jordanie et en Tunisie. Il se poursuivra jusqu'en août 2022 et est doté d'un budget total de 2,4 millions d'euros (contribution de l'UE: 2,2 millions d'euros).

Lire le communiqué de presse : <http://www.enicbcmed.eu/menawara-stakeholder-meeting-palestine>

MAROC: L'ONEE désigné une nouvelle fois centre collaborateur de l'OMS 2020-2024

4 décembre 2020



COMMUNIQUE DE PRESSE

**L'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE)
désigné une nouvelle fois Centre Collaborateur de
l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)**

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) vient de redésigner l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE) en tant que Centre Collaborateur en matière de Formation et de Recherche dans le domaine de l'Eau potable et de l'assainissement pour une nouvelle période de quatre ans d'octobre 2020 à octobre 2024.

La reconnaissance de l'Office en tant que Centre Collaborateur est le résultat d'un processus d'évaluation rigoureux entrepris par l'OMS et qui a porté sur le statut scientifique et technique de l'ONEE, ses relations avec d'autres institutions nationales et internationales et son importance au vu des priorités de l'OMS.

Cette distinction vient couronner les efforts déployés par l'ONEE pour garantir les conditions sanitaires et hygiéniques des populations par la satisfaction de leurs besoins en matière d'alimentation en eau potable en quantité suffisante et en qualité conforme aux standards nationaux et internationaux en particulier ceux de l'OMS, d'une part, et l'intervention active dans le domaine de l'assainissement afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens et préserver l'environnement contre la pollution, d'autre part.

Il y a lieu de rappeler que la première désignation de l'ONEE en tant que Centre Collaborateur de l'OMS remonte à 1994. Depuis lors, l'Office s'est engagé dans le développement des secteurs d'eau potable et d'assainissement par la réalisation de programmes de renforcement des capacités et l'assistance technique au profit des membres de l'OMS.

Saur transforme son activité Eau France (Environnement Magazine)

4 décembre 2020



Saur a annoncé, le 26 novembre dernier, la présentation à l'ensemble des salariés du projet de transformation de son activité Eau France en application de sa feuille de route stratégique déployée en juillet 2020.

« **Défendre l'eau.** » C'est autour de cette mission commune que le groupe Saur a l'ambition « de construire un modèle de création de valeur partagée apte à renforcer sa performance sociale et environnementale ». S'inscrivant dans le cadre de la feuille de route stratégique annoncé en juillet dernier, ce projet implique une évolution de l'entreprise. « L'enjeu de la transition écologique appelle notre groupe à renforcer sa mobilisation pour défendre l'eau. Cela implique de réinventer l'organisation de notre activité Eau France. Notre objectif commun doit être de faire du groupe Saur l'acteur global le plus innovant, le plus responsable et le plus attractif du secteur de l'eau. Nous sommes convaincus que le dialogue social que nous avons mis en place avec nos instances représentatives du personnel est la clé de notre réussite », a déclaré Patrick Blethon, président exécutif de Saur, à l'occasion de la présentation du projet à l'ensemble du personnel.

La feuille de route présentée cet été prévoit une progression du chiffre d'affaires de l'entreprise du 1,5 milliard d'euros actuel à 2 milliards d'ici à 2024. Le renforcement de la compétitivité de l'activité eau en France constitue un de ses piliers avec l'accélération de l'activité dans l'industrie rassemblée dans le pôle industrie, le développement des activités à l'international et la consolidation de l'activité ingénierie, avec le regroupement des filiales Stereau et Cise-TP.

Le renforcement de la compétitivité de l'activité Eau France doit permettre « une plus grande réactivité opérationnelle de l'organisation du groupe, des liens renforcés entre les équipes terrain et support au profit d'une plus grande qualité d'exploitation et de service pour nos clients et le consommateur », explique le groupe Saur. Ce projet se traduirait « par un redéploiement de l'organisation territoriale du groupe », annonce-t-il.

Les centres de pilotage opérationnels (CPO) seraient installés au plus près des territoires et passeraient de onze actuellement à 21. La chaîne de management répondrait à « une nouvelle logique de découpage territorial pour mieux coller aux spécificités de chaque territoire ». Enfin, serait créée une « véritable force de vente » dans le domaine des travaux, « c'est-à-dire des équipes dédiées à l'activité commerciale pour proposer des solutions innovantes qui préservent à la fois la ressource et le patrimoine des territoires », tient à préciser le groupe. « Ce projet de transformation donnerait également lieu à des mesures de réallocation de ressources pour l'activité Eau France, préalable nécessaire afin de retrouver des marges de manœuvre pour renouer avec une croissance durable », souligne Saur.

ALGERIE : Vers le lancement d'un programme supplémentaire des ressources en eau pour 2021 (APS.DZ)

5 décembre 2020



Le Gouvernement œuvre actuellement pour lancer un programme supplémentaire du secteur des ressources en eau au titre de l'exercice 2021 à l'effet de prendre en charge les besoins des citoyens des différentes wilayas du pays, a indiqué samedi à Mascara le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki.

Présidant la mise en service du réseau d'alimentation en eau potable de trois communes de la daïra de Oued El Abtal à partir du barrage de Oued Taht, le ministre a souligné que le Gouvernement étudie actuellement un programme supplémentaire inhérent au secteur des ressources en eau, dont le lancement est prévu en 2021, en vue d'accorder des crédits permettant de traiter les lacunes enregistrées en matière d'eau potable, d'assainissement et d'irrigation agricole.

Des projets ont été récemment réalisés à travers le pays dans le domaine de l'alimentation en eau potable et de la lutte contre les coupures et perturbations, au titre d'un programme urgent, s'ensuivront d'autres opérations susceptibles de remédier aux carences et ainsi assurer une alimentation quotidienne en eau potable, a-t-il déclaré.

Parallèlement, M. Berraki a instruit l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Mascara "à œuvrer avec les autorités de la wilaya pour recouvrer les redevances auprès des différents clients estimés à environ 1,330 milliard DA dans les meilleurs délais pour permettre des investissements à l'effet d'améliorer la qualité de l'eau potable et des prestations au profit des citoyens.

Au passage, le ministre a salué les efforts des responsables du projet d'alimentation de la population des communes d'Ain Frah, Oued El Abtal et Sidi Abdeldjebbar en eau potable et du périmètre agricole "Kechout" en eau d'irrigation agricole à partir du barrage de Oued Taht en s'appuyant sur les compétences nationales, qui ont permis de fournir 4,1 millions de mètres cubes en eau potable et 2 millions m³ d'eaux destinés à l'irrigation agricole.

Lire la suite : <http://www.aps.dz/economie/113776-vers-le-lancement-d-un-programme-supplementaire-des-ressources-en-eau-pour-2021>

Plan de relance de l'Eau : peut-on vraiment se réjouir ? (Environnement Magazine)

7 décembre 2020



Géraud de Saint-Exupéry, PDG de Xylem France, salue les plans d'investissement prévus par les Assises de l'Eau et France Relance, mais s'inquiète de ne pas percevoir les effets de ces investissements sur le terrain. Il appelle les collectivités et les acteurs de l'eau à coopérer pour contribuer à la relance du secteur.

En réponse à la pandémie de Covid-19, et à la crise économique qui en découle, le Gouvernement français a lancé début septembre France Relance, vaste plan de relance et de reconstruction, pour « reprendre notre destin en main et construire la France de 2030 ». À la clé ? 100 milliards d'euros, dont 40 milliards issus de financements de l'Union européenne, injectés dans l'économie et devant, par là-même, contribuer à « accélérer la conversion écologique de notre tissu productif ».

Des aides fléchées en 3 catégories (écologie/cohésion/compétitivité), et une centaine de mesures, couvrant des problématiques variées. Dans le volet écologie-biodiversité, 220 millions d'euros seront ainsi affectés vers l'eau pour « sécuriser les infrastructures de distribution d'eau potable, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales en métropole et dans les outre-mer ».

Une somme conséquente, qui démontre l'appui du Gouvernement à notre filière, mais est-ce suffisant pour se réjouir ?

L'annonce de ce plan s'inscrit dans la continuité des engagements pris par les pouvoirs publics lors des Assises de l'Eau, pour relancer les investissements dans ce secteur. Rappelons qu'en France aujourd'hui, le rendement moyen du réseau d'eau potable est de 79,6%, c'est-à-dire qu'en raison de la vétusté du réseau, 1 litre d'eau potable sur 5 en moyenne se perd quelque part dans les 850.000 kilomètres de nos réseaux d'eau et n'arrive jamais jusqu'au robinet de l'utilisateur !

C'est pour résoudre ce non-sens économique et environnemental que la 1^{ère} séquence des Assises de l'Eau, en 2018, prévoyait déjà 41 milliards d'euros d'investissement sur la période 2019-2024 pour « réduire les fuites d'eau et améliorer la gestion des réseaux, tout en assurant une distribution d'eau de qualité en France ».

Lire la suite : <https://www.environnement-magazine.fr/eau/article/2020/12/07/131367/tribune-plan-relance-eau-peuton-vraiment-rejouir>

Pour la première fois, on spéculé en Bourse sur l'eau (Agence Ecofin)

9 décembre 2020



C'est une première, l'eau devient un produit spéculatif sur un marché financier. En effet, aux USA, des contrats à termes adossés à l'indice *Nasdaq Veles California Water*, s'échangent désormais au Chicago Mercantile Exchange (CME), principale place de marché américaine des contrats à terme.

A la clôture en ce début de semaine, le titre financier vendu sous le ticket **NQH2O**, clôturait au prix de 496 dollars par pied d'acre (environ 1233,5 m³). Depuis, les contrats à terme pour une livraison en janvier 2021, ont entamé leur progression.

Si ce nouveau titre est censé aider les agriculteurs (occidentaux, essentiellement) à se prémunir d'éventuelles fluctuations du prix de l'eau, il pourrait servir d'indicateur de rareté pour la ressource, dans un contexte de demande toujours en hausse, de dérèglement climatique, et d'accentuation des appétits mondiaux (notamment pour alimenter l'agriculture intensive, très vorace en eau).

L'or bleu devient, en effet, de plus en plus précieux et rare à l'échelle de la planète. Si l'Afrique connaît plusieurs foyers traditionnels de stress hydrique (Sahel et Corne, notamment), il en va de même dans certaines parties de l'Amérique latine (au Mexique et au nord-est du Brésil), et dans des régions très peuplées d'Asie, en Chine et en Inde.

Notons par ailleurs que le continent africain possède une des plus importantes réserves en eau du monde, mais manque d'infrastructures pour sa distribution et son assainissement. A titre d'exemple, son sous-sol recèle 660 000 kilomètres cubes de réserves, 100 fois plus que la quantité d'eau en surface. De quoi susciter de nouvelles convoitises ou prédatations, dans un contexte de raréfaction progressive au niveau mondial.



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



4ème webinaire organisé par la FAO en partenariat avec l'IME sur le thème « Les dernières avancées et technologies performantes en matière de traitement et de stockage de l'eau »

16 décembre 2020



FAO WEBINAR SERIES

for improved regional cooperation between countries in the field of non-conventional water reuse for agricultural development

Introduction

The Near East and North Africa region has the lowest reserves of freshwater resources in the world. Water availability has been decreasing by two thirds over the last 40 years. Due to this growing water scarcity, impacts of climate change, and increasing water demands, the region is expected to experience economic losses estimated at 6 -14% of GDP by 2050. By that time, 60% more freshwater resources will be needed to satisfy the growing global demand for food.

In this context and within the framework of the Regional Water Scarcity Initiative (WSI), FAO and its partners are continuing to support - more than ever before - countries in the region in addressing their most pressing challenges: assessing food and water security for sustainable economic and social development. To prevent acute water shortages, the use of non-conventional¹ water resources for agricultural production is emerging as a priority for most countries.

¹ Rainwater storage, desalination, treated wastewater

So far, the potential of non-conventional water resources remains untapped. The role of these resources in strengthening water security in the region is undervalued. Indeed, countries in the region have different levels and potential of use of these resources.

Within this framework, FAO and its partners - ICBA, IWMI, WHO, and IME - joined forces to organize a webinar series for improved regional cooperation between countries in the field of non-conventional water reuse for agricultural development. These webinars will enhance knowledge and information on the safe use of treated wastewater and drainage water in agriculture. Some of them will focus on policy dialogue for strategies and initiatives promoting non-conventional water reuse in the region.

As the new paradigm of transforming the wastewater treatment plants from waste producers to a new source of valuable assets and energy is progressing, impelled by new technologies and sound governance schemes. The importance of considering fundamental concepts referred to circular economy and optimization of the natural resources in the water use cycle since the design phase of the water project becomes more and more important.

Discussion questions

Compared to the three previous webinars, the webinar #4 will focus on technical aspects covering the whole chain: *collection, treatment, storage up to the reuse of non-conventional water* with an integrated approach that involves all stakeholders for safe and productive reuse of treated wastewater and drainage water to boost agricultural production. It will be articulated around case studies presenting the new technologies and latest advances in the field with emphasis on quality control and for use mainly in agriculture such as : treatment of brackish water for agricultural irrigation, tertiary treatment of urban wastewater for use in agricultural irrigation, tertiary treatment of industrial wastewater for its reintroduction into the process, industrial uses for the production of water...etc.

This webinar #4 will be discussing on the latest advances in the full-scale reuse of treated wastewater and the drainage water around the NENA region and the world.

The following questions will be discussed:

- ✓ *How to build a sustainable reuse project in the rapid evolution of the regulatory context?*
- ✓ *How to manage complex interdisciplinary tasks in a REUSE project?*
- ✓ *How to take into account and evaluate social aspects and acceptability?*
- ✓ *What are currently, the technological key points in an irrigation REUSE project?*
- ✓ *How emerging pollutants (chemicals, EDCs, medicines, microplastics, ...) and bacterial or virus contamination have to be controlled in a REUSE project?*

Audience

Webinar #4 is designed for national multidisciplinary teams, including policymakers and stakeholders from Ministries of agriculture, water, environment and health and other authorities, research and development sectors, civil societies, and private sector entities involved and interested in the non-conventional water sector.

Keynote Speaker



Mr Nicolas Condom is President and founder of Ecofilae, a leading company providing support services to industrial companies and local authorities for the implementation of water and waste recovery projects. As a committed player and aware of global issues, Nicolas' expertise, inherited from 20 years of experience in wastewater reuse, is recognized at the international level. He is developing a service activity on the "Water Reuse" and is setting up the first French training courses on the subject. He is an expert in French and European regulatory working groups.

Panelists

	<p>Mr. Thierry Jalabert is a senior engineer with more than 20 years of experience in sanitation and water quality. He began his career in 1990 as a Calculation and Methods Engineer, then Project Manager of the Master Plan for the Distribution of Drinking Water in Safi, Morocco. He joined Société des Eaux de Marseille (SEM) in 1994 as Head of the Environment and Waste Division. More recently, Mr Jalabert was Technical Advisor to the International Department of SEM.</p> <p>As an expert in sanitation and water quality, Mr Jalabert has acquired a wide range of skills in terms of studies and assistance to project owners, advice and organisation, master plans and operational assistance.</p>
	<p>Mr. Valentin Veiga is a senior mechanical engineer with more than 20 years of dedicated experience in water treatment plants and pipeline water projects. He has worked in the design, construction, and commissioning of large water international EPC projects, with a wide international experience in countries like Saudi Arabia, India, Mexico, Perú, EAU, China, Argelia or Chile. Since 2012, he is Head of the Water Treatment and Pipping Section of TYPESA, one of the largest Civil Engineering Consultancy Companies in Spain, where he has worked in the design and construction supervision of relevant international projects especially in seawater desalination plants and wastewater treatment plants.</p>
	<p>Ms. Bilge Alpaslan Kocamemi is an Associate Professor in Department of Environmental Engineering at Marmara University in Istanbul, Turkey. She received her B.S and M.S degree in Environmental Engineering from Marmara University and Ph.D in Environmental Technology from Boğaziçi University in Istanbul, Turkey. Her research interests lie in the area of biological wastewater treatment with focus on nitrogen and phosphorus removal from sewage.</p> <p>She is the scientific advisor to a project group conducting a SARS-CoV-2 surveillance work in wastewater nationwide as per the instructions from the Turkish Ministry of Agriculture and Forestry. She is also a member of COVID-19 Scientific Committee of Turkish Ministry of Agriculture and Forestry.</p>
	<p>Mr. Matthijs Plijnaar has a bc. degree in Communications and European Studies. Since 2013 he has been working in the water technology industry as project manager in various European driven innovation projects. In June 2020 Matthijs started working for the Netherlands Water Partnership as project manager water technology to support innovation in the Dutch water technology industry.</p>

Pour plus d'informations sur les présentations des panélistes, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat Général de l'IME (info@ime-eau.org)

Le Parlement européen approuve la révision de la directive relative à l'eau potable (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)

17 décembre 2020



Les eurodéputés ont adopté le 16 décembre la révision de la directive relative à l'eau potable qui introduit des nouvelles normes de qualité applicables à l'eau destinée à la consommation humaine et des exigences en matière d'hygiène applicables aux matériaux entrant en contact avec l'eau potable.

La nouvelle directive garantira un accès plus sûr à l'eau pour tous les Européens. Dans le même temps, elle garantira les normes les plus élevées au monde pour l'eau potable, conformément à l'ambition «zéro pollution» pour un environnement exempt de substances toxiques, annoncée dans le pacte vert pour l'Europe, indique le communiqué de presse de la Commission européenne. Elle se fonde sur la proposition présentée par la Commission en février 2018, dans le prolongement direct de la toute première initiative citoyenne européenne Right2Water à avoir abouti.

M. Virginijus Sinkevičius, commissaire chargé de l'environnement, des océans et de la pêche, a déclaré à cet égard : « *L'accès à une eau potable et à un assainissement plus sûr est un droit humain fondamental. La crise sanitaire actuelle nous a rendus encore plus conscients de son importance vitale. L'approbation de la directive aujourd'hui par le Parlement envoie un message fort d'engagement en faveur d'une eau du robinet plus sûre pour tous les Européens* ».

Le texte approuvé, qui s'appuie sur les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé en matière de normes de sécurité pour l'eau potable, comprend des dispositions visant à contrôler non seulement l'eau du robinet, mais aussi les sources d'eau potable et les systèmes de distribution, afin de réduire au minimum le risque d'effets néfastes de la pollution sur la santé humaine et les ressources en eau. À la suite de l'approbation par le Parlement européen, la directive révisée relative à l'eau potable est désormais adoptée.

H2O : l'eau, la vie et nous (Think-Tank Re-sources)

18 décembre 2020



En trois épisodes, cette série passionnante présente un panorama du rôle de l'eau dans nos civilisations et des dangers qui menacent une planète de moins en moins bleue. Cette première partie remonte aux origines de son apparition sur Terre et en recense les manifestations les plus étonnantes.

Depuis 4,5 milliards d'années, toute forme de vie est liée à l'eau. Cette première partie remonte aux origines de son apparition sur Terre et en recense les manifestations les plus étonnantes, telles les rivières volantes d'Amazonie ou les migrations des libellules traversant les océans à sa recherche. Pourtant, "l'or bleu" est en danger, tant l'assèchement des nappes, les sécheresses, les pollutions et les incendies se multiplient. Mais dans certaines régions, il reste des raisons d'espérer avec, par exemple, la reviviscence des plantes : une étonnante séquence en time-lapse visualise ainsi la vitesse à laquelle un désert refleurit après seulement quelques gouttes de pluie.

"L'or bleu" se raréfie

L'homme finira-t-il par périr de son avidité ? Dans dix ans, nos besoins en eau douce dépasseront de 40 % ce que la Terre est en mesure de nous fournir. L'espoir que cessent les spirales de la surexploitation et de la pollution, amplifiées par le réchauffement climatique, s'amenuise de jour en jour. Alarmiste sans s'interdire de mettre en lumière des initiatives positives, cette série documentaire retrace l'histoire de l'humanité au travers de son rapport à "l'or bleu". Du bassin du Congo à l'Amazonie en passant par l'Australie ou l'Arizona, des images étourdissantes rendent palpable la diversité des formes de cette molécule vitale et de ses bienfaits incalculables. La présence de l'eau sur Terre ne doit plus être considérée comme un bien acquis et définitif : tel est le message à faire circuler, à fort débit, par ce film aux confluences de toutes les réflexions.

Regarder les 3 épisodes en vidéo :

Pulsations | H2O : l'eau, la vie et nous (Episode 1) | ARTE : <https://youtu.be/ollWrREweFo>

Civilisations | H2O : l'eau, la vie et nous (Episode 2) | ARTE : <https://youtu.be/LWpm3i1kmX4>

L'Urgence | H2O : l'eau, la vie et nous (Episode 3) | ARTE : <https://youtu.be/aedzxQd0lx4>

TUNISIE - Moez Allaoui : Nouvelle loi sur l'eau au parlement tunisien (LinkedIn)

19 décembre 2020



Moez Allaoui
Senior Legal Adviser - Water resources management
2 sets. • 5

Starting the debates on the new Water Act in the Tunisian parliament. We have worked hard to propose a draft law including the principles of integrated water resources management, the recognition of the human right to sanitation, the regulation of water services and many other innovative concepts.

[Notez cette traduction](#) • 🌐

Début des débats sur la nouvelle loi sur l'eau au parlement tunisien. Nous avons travaillé dur pour proposer un projet de loi comprenant les principes de gestion intégrée des ressources en eau, la reconnaissance du droit de l'homme à l'assainissement, la réglementation des services d'eau et de nombreux autres concepts innovants.



ALGERIE - Alger : un budget de 3 milliards DA alloué au secteur de l'eau (APS.DZ)

21 décembre 2020



Une enveloppe financière de 3 milliards DA a été allouée durant l'année 2020 par la wilaya d'Alger au soutien du stockage de l'eau et à la prévention des maladies hydriques, a indiqué lundi le wali d'Alger, Youcef Cherfa.

S'exprimant en marge d'une visite d'inspection et de travail effectuée par le ministre des Ressources en eau, Arezki Barraki, le wali d'Alger a précisé que l'eau constitue un chapitre "prioritaire" dans le plan d'action de la wilaya et représente un taux de 35% dans le budget d'équipement de l'exercice 2020.

S'agissant de l'enveloppe financière allouée pour ce secteur, il a affirmé que celle-ci a permis de lancer la réalisation de projets de stations de dessalement de l'eau de mer, un moyen "efficace", a-t-il mentionné, pour remédier au problème de manque de pluviométrie.

Dans ce contexte, M. Cherfa a précisé que les habitants de la capitale ont besoin d'un volume de 275.000 m³ pour satisfaire leurs besoins quotidiens en eau potable.

Le plan d'action de la wilaya d'Alger prévoit, notamment, la réparation des fuites sur le réseau de distribution de l'eau, ce qui va permettre de récupérer jusqu'à 30.000 m³/j, a-t-il fait savoir.

Néanmoins, les interventions sur le réseau peuvent engendrer des coupures "indispensables" d'approvisionnement en eau potable, parfois au niveau de plusieurs communes, de 4 à 10 jours selon la nature des travaux, a signalé le Wali d'Alger.

Vergnet Hydro innove avec une pompe à bras « très grande profondeur » (jusqu'à 100 mètres) pour l'Afrique rurale

21 décembre 2020



Le marché des pompes à motricité humaine demeure un marché dynamique

S'appuyant toujours sur la **transmission hydraulique** inventée par son fondateur en 1975, utilisée quotidiennement sur désormais plus de 110 000 points d'eau en Afrique Subsaharienne, l'entreprise VERGNET HYDRO innove en ajoutant une pompe à bras « très grande profondeur » (jusqu'à 100 mètres) à sa gamme de pompes à motricité humaine (PMH) : la MPV100. « **Le marché des PMH demeure un marché dynamique, sur lequel de nouveaux besoins s'expriment.** Nous avons identifié cette niche et notre bureau d'études a su concrétiser ce projet », s'enthousiasme **Thierry BARBOTTE**, Directeur Général de VERGNET HYDRO.

La MPV100 est conçue pour être actionnée par deux individus. **Son design garantit aux utilisateurs une posture et des mouvements ergonomiques.** Le bureau d'études de VERGNET HYDRO a dessiné son premier modèle en 2016, réalisé des essais sur des prototypes en 2017 et rodé la MPV100 sur le terrain, dans des conditions d'utilisation communautaire standard, à travers **5 démonstrateurs en Côte d'Ivoire de 2018 à 2020.** « *Les performances de ce nouveau produit sont hors normes. Nous nous sommes donc accordé du temps pour l'éprouver. Nous mettons aujourd'hui sur le marché un produit de grande robustesse* », précise **Stéphane DELAMARE**, Directeur Technique de VERGNET HYDRO.

Lire la suite : <https://www.vergnet-hydro.com/vh/eau-potable-vergnet-hydro-innove-pompe-bras-tres-grande-profondeur-mpv100/>

AFRIQUE DU NORD : les disponibilités en eau douce ont chuté de 30 % selon la FAO (Afrik21)

23 décembre 2020



L'édition 2020 du rapport de la FAO sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture présente de nouvelles estimations sur l'étendue du phénomène de la rareté de l'eau dans l'agriculture irriguée, sur les pénuries d'eau dans l'agriculture pluviale, et sur le nombre de personnes touchées. Il en ressort que les ressources en eau douce ont diminué de 30 % au cours de ces 20 dernières années en Afrique du Nord.

Le stress hydrique n'a jamais été aussi préoccupant en Afrique, et plus particulièrement en Afrique du Nord. Dans cette région au territoire majoritairement aride, les disponibilités en eau douce par habitant ont baissé de plus de 30 % pendant les 20 dernières années. Le volume moyen d'eau par personne et par an atteint à peine 1 000 m³, un seuil en dessous duquel la rareté de l'eau est généralement considérée comme étant grave. Ces nouvelles données sont contenues dans le dernier rapport du fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur « la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 2020 ».

Cette chute des ressources en eau douce est liée en partie aux effets du changement climatique, notamment concernant la rareté des précipitations. Le rapport pointe également du doigt la hausse des revenus et l'urbanisation, qui ont entraîné une augmentation de la demande en eau dans l'industrie, le secteur énergétique et les services. Les changements opérés ces dernières années dans les modes d'alimentation ne sont pas en reste. Ceux-ci se traduisent par une plus grande consommation de denrées dont la production exige plus d'eau (la viande et les produits laitiers).

Lire la suite : <https://www.afrik21.africa/afrique-du-nord-les-disponibilites-en-eau-douce-ont-chute-de-30-selon-la-fao/>

Franck Galland : Le Maroc s'est doté d'une infrastructure hydraulique de grande qualité mais qui doit être réévaluée en permanence (Think-Tank Re-Sources)

24 décembre 2020



Franck Galland est diplômé en affaires internationales de l'Ecole supérieure de commerce de Marseille. Il est actuellement considéré comme l'un des meilleurs experts français des questions sécuritaires liées aux ressources en eau. Il est l'auteur de trois ouvrages importants : Le Grand Jeu : Chroniques géopolitiques de l'eau, publié chez CNRS Editions en mars 2014, Eau & conflictualités, publié aux Editions Choiseul en janvier 2012 et L'eau : géopolitique, enjeux, stratégies, publié chez CNRS Editions en septembre 2008. Il a également écrit pour différentes revues de relations internationales et de défense. Dans cet entretien accordé à Libé, il évoque la **géopolitique de l'eau et la gestion du Maroc de cette ressource.**

Libé : L'eau devient de plus en plus rare. Pourrait-elle entraîner des guerres dans des régions du monde ?

Franck Galland : Clairement, j'ai évoqué la diagonale de la soif qui part de la bande sahélo-saharienne jusqu'au Nord-Est de la Chine, malheureusement sur des situations de stress aiguës dans des zones, très déstabilisées politiquement et sécuritairement. A l'évidence, en cas de conflits de forte intensité, de guerres civiles, les infrastructures vitales en matière d'électricité et d'assainissement sont aussi des victimes et au final, ce sont les populations qui sont touchées ainsi que les établissements sensibles comme les hôpitaux. Je suis particulièrement inquiet de cette grande diagonale. Mais le Maroc est exclu de cette zone.

Pourquoi le Maroc est-il exclu de cette zone ?

Sa Majesté Hassan II, paix à son âme, a eu cette vision stratégique qu'il avait exprimée à la fin des années 60, en 1967 pour être précis, avec le programme de construction des grands barrages. Trente ans après, le Maroc qui partait de pas grand-chose, s'est doté d'une infrastructure hydraulique de grande qualité, qui doit être en permanence réévaluée, car le Maroc, malheureusement, comme beaucoup de pays du Sud de la Méditerranée, est confronté au changement climatique. Nicolas Stern, grand économiste, disait que le changement climatique s'exprime en température mais se traduit en eau, à cause de l'évaporation. Dans cette grande diagonale de la soif, le Maroc est l'un des rares pays qui, par sa stabilité, la vision éclairée de son Roi Mohammed VI, continue dans cette logique d'ambition hydraulique et s'en sort plutôt admirablement. Mais il faut faire éminemment attention à ce que le changement climatique ne vienne pas anéantir les objectifs stratégiques qui ont été ceux du Maroc.

Ce pays aura tout intérêt à continuer à faire ce qu'il a très bien fait grâce au partenariat public-privé et au recours à des ressources en eau alternatives avec le dessalement et demain la réutilisation des eaux usées et puis le couple solaire et eau potable. Aujourd'hui, on a besoin de 2 KW pour produire 1 m³ d'eau dessalée. Donc, il faut de l'énergie pour l'eau.

Vous avez parlé de plusieurs régions où il y a des menaces de conflit. Quelle en est la cause ? Il y a des causes de rareté due à une surexposition, une sur demande de l'agriculture. Ces pays utilisent 90% des ressources en eau pour l'agriculture. Prenez un pays comme le Yémen qui, même avant le conflit qui le frappe, manquait considérablement d'eau, alors que dans les années 60 et 70, on appelait le Yémen « l'Arabie felix » c'est-à-dire l'Arabie heureuse, l'Arabie verte car il y avait des techniques ancestrales d'irrigation. Le problème est que 90% de l'eau utilisée avant le conflit était à vocation agricole. Et donc voilà un pays qui avait de l'eau qui la gérait bien, mais qui depuis 30 ans utilisait son eau pour produire du kat. Autour de Sanaa, la capitale yéménite, vous n'avez plus d'eau. Ce qu'il y avait dans les nappes a été surexploité, surpompé. Manque de gouvernance, manque de vision, manque d'investissement de maintenance, manque de projet. On a préféré donner la priorité à l'achat d'armes, aux téléphones portables, et aujourd'hui, il n'y a plus d'eau dans ce pays.

Vous avez présenté le fleuve du Sénégal comme un modèle de gestion frontalière de l'eau. Pourquoi ?

C'est grâce à la vision du chef d'Etat sénégalais Léopold Sédar Senghor. En 1972, il a créé une instance de dialogue, à savoir l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Cette institution regroupe le Mali, la Guinée, la Mauritanie, le Sénégal avec un financement commun d'infrastructures : barrages, stations de pompage, partage de la ressource, de données scientifiques. C'est une réussite politique mais surtout une réussite technique et financière. Il faut vraiment que ce type d'initiatives s'étende. Il y a 3 ans, l'OMVS a donné naissance à une petite sœur : l'organisation de la mise en valeur du fleuve Gambie. Espérons que l'OMVG saura suivre la même trajectoire que sa grande sœur. Espérons que l'initiative de l'OMVS fleurisse ailleurs.

Cela peut-il être un exemple pour la crise entre l'Ethiopie et l'Egypte ?

A l'évidence, j'en parlais avec l'ambassadeur d'Ethiopie qui participe au Forum de la paix de la Normandie. J'ai été l'un des premiers à en parler dès 2004. L'ambassadeur d'Ethiopie a raison, l'énergie produite par ce barrage doit être partagée.

L'Ethiopie est-elle en mesure d'accepter ce partage ?

Il y a une décision politique derrière, c'est clair, je comprends l'Egypte et le Soudan. Aujourd'hui, on ne peut plus se satisfaire des solutions passées. Il faut rentrer dans le 21ème siècle, se donner la capacité des 40 prochaines années, avec des projets de partage électrique et de la ressource en eau. Ces pays-là sont-ils prêts ? Ils ne sont pas encore prêts, sinon, ils n'auraient pas besoin de médiation internationale qui a échoué pour le moment.

(Source : Libération)

Saur : Collectivités – Comment mettre en place le diagnostic permanent ? (Blog Saur)

26 décembre 2020

Avant la fin de l'année 2021, les collectivités de plus de 10 000 équivalents habitants devront satisfaire à une nouvelle obligation réglementaire. Dans ce cadre, pas de place à l'improvisation. Pour mettre en œuvre le diagnostic permanent de leur système d'assainissement, elles devront suivre quelques étapes clés.

Pour permettre aux collectivités de connaître en continu le fonctionnement et l'état structurel de leurs systèmes d'assainissement, le ministère de la Transition écologique et solidaire appelle à la mise en œuvre d'un diagnostic permanent sur les systèmes d'assainissement supérieurs ou égaux à 10 000 équivalents habitants d'ici au 31 décembre 2021. Mettre en place cette démarche inédite demande de la méthode.

Pour assurer la pertinence de la démarche, l'attention devra avant tout se porter sur la gestion et valorisation des données existantes. La cartographie, la télégestion et les données patrimoniales sont les trois bases de données sur lesquelles s'appuient aujourd'hui les exploitants. Pour fiabiliser la démarche du diagnostic permanent, elles devront être complètes, propres et cohérentes. Cela implique la mise en œuvre de tout un système de gestion de la donnée, inhérent au diagnostic. Acquisition, fiabilisation, vérification de la pertinence, capitalisation et analyse des données disponibles en sont les principaux fondements. Le chantier est conséquent.

Des données et des outils au service du diagnostic permanent

Pour assurer un bon diagnostic permanent, il est important de définir des règles de dénomination des ouvrages et d'acquisition des données. Par exemple, une mise en cohérence doit être réalisée entre les bases de données de plusieurs exploitants pouvant coexister sur une même collectivité.

La seconde étape du diagnostic permanent vise à améliorer la fiabilité des données en provenance des capteurs. La fiabilisation est d'autant plus importante en assainissement qu'un capteur peut fréquemment être encrassé : présence de graisses, de lingettes, etc. La fiabilisation des données consiste, entre autres, à définir des procédures d'entretien, de nettoyage, d'étalonnage, de vérification des capteurs et de l'état des remontées.

Une troisième étape fait intervenir des outils qui s'appuient sur ces données cohérentes et fiabilisées. Des outils qui peuvent s'appliquer au besoin sur différentes mailles du système d'assainissement. Ils permettent de capitaliser les données existantes, de réaliser des analyses simples destinées à évaluer de manière objective, un large éventail de risques. Ils assurent ainsi à la collectivité une vision globale et objective de ses systèmes de collecte. Le tout, sans surcoût majeur pour la collectivité.

Lire la suite : <https://blog.saur.com/collectivites-mettre-en-oeuvre-diagnostic-permanent>

Se former à la gestion de crise en cas de pollution de l'eau (Environnement Magazine)

28 décembre 2020



Le Cedre, l'IMT Mines d'Alès, (ES)² et le réseau Aqua Sûreté s'associent pour proposer une formation sur la gestion de crise en cas de pollution de l'eau. La première édition se déroulera sur le campus de l'IMT Mines Alès, en mars 2021 à Alès (30).

Le Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre), l'IMT Mines d'Alès, (ES)² (Environmental Emergency & Security Services), un cabinet d'ingénierie-conseil spécialisé dans l'accompagnement à la gestion de crise des collectivités locales et les gestionnaires d'infrastructures liées à l'eau, et le réseau Aqua Sûreté se sont associés pour proposer une formation de trois jours centrée sur la gestion des crises pollution-ressources. La première édition se déroulera sur le campus de l'IMT Mines Alès, du mercredi 10 au vendredi 12 mars 2021, à Alès (30).

« Si des formations en gestion des crises d'exploitation existent, aucune n'est véritablement centrée sur la réponse aux pollutions de la ressource en eau, expliquent les partenaires. C'est précisément pour répondre à ce besoin, et permettre aux différents acteurs (opérateurs, collectivités, administrations, responsables sûreté et gestion de crise, sapeurs-pompiers, ...) de monter en compétences opérationnelles », que ce stage est proposé.

S'appuyant sur des retours d'expérience de crises liées à des pollutions de la ressource ou de réseaux de distribution d'eau, la formation comprend à la fois des cours théoriques et pratiques. Des praticiens du Cedre, de l'IMT Mines Alès, d'(ES)², de services départementaux d'incendie et de secours (Sdis), de services de l'État et des médias interviendront. Ce stage se clôturera par un exercice de crise grandeur nature, afin de permettre aux stagiaires de synthétiser les enseignements acquis. La capacité d'accueil est de 24 personnes au maximum.

Contact pour renseignements et inscription : contact@cedre.fr

Le compteur d'eau : un élément clé d'une bonne gestion du réseau d'eau ! (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)

30 décembre 2020



Pour 6 milliards de m³ d'eau distribués chaque année en France, il y a 35 millions de compteurs en fonctionnement en 2020. A l'échelle d'une collectivité de 50.000 habitants, c'est 17.000 compteurs installés. C'est dire l'importance du parc de compteurs dans le patrimoine d'une collectivité !

Les compteurs permettent de garantir que la consommation de chaque abonné est mesurée et facturée de manière « juste » (à l'intérieur des seuils de tolérance) et d'assurer en conséquence le financement du service de l'eau. Ils servent aussi à dimensionner les moyens de production au plus juste, au regard des volumes consommés ; sécurisant ainsi l'approvisionnement en eau de chacun. Ils permettent aussi de prélever au plus juste et de préserver le milieu naturel, ainsi que de réduire l'impact du service sur l'environnement, en participant à la localisation des fuites.

Avec suez, une gestion patrimoniale des compteurs adaptée à chaque collectivité apporte la garantie d'investir au bon endroit et au bon moment

Grâce à l'expertise du CTCM, une stratégie de gestion et de renouvellement des compteurs pertinente et adaptée aux spécificités de chaque collectivité peut être mise en œuvre par les équipes de SUEZ. Tout comme le patrimoine réseau, les compteurs vieillissent. Il faut donc les contrôler régulièrement et les remplacer, dans le cadre d'une véritable stratégie de renouvellement.

Cette dernière est basée sur des critères de qualifications qui garantissent la robustesse et donc la longévité des compteurs (en adéquation avec les conditions d'utilisation) ; et sur un suivi précis de l'évolution de leur performance métrologique et du taux de non-conformité réglementaire.

Prolonger de manière abusive des compteurs identifiés comme moins performants sans les remplacer entraînerait un risque de comptage erroné, avec très souvent un sous comptage de l'eau consommée, et par conséquent, une perte de recette pour le service de l'eau de la collectivité.

Lire la suite : <https://www.revue-ein.com/actualite/le-compteur-d-eau-un-element-cle-d-une-bonne-gestion-du-reseau-d-eau>

3. Sécurité hydrique

ALGERIE : Le ministre des ressources en eau Arezki Berraki s'enquiert de la mise en œuvre des mesures d'urgence arrêtées (APS.DZ)

30 novembre 2020

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki s'est enquit, dimanche à Alger, de la mise en œuvre sur le terrain des mesures d'urgence prises lors du dernier Conseil ministériel tenu sous la présidence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable (AEP) l'année prochaine.



Lors d'une réunion d'évaluation tenue en visioconférence avec les directeurs de wilayas et les directeurs de wilayas déléguées, en présence des cadres du ministère, M. Berraki a insisté sur la nécessaire préparation en permanence pour couvrir la demande à travers l'exploitation des eaux souterraines tout au long de l'année.

Soulignant que cette réunion s'inscrit dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité des mesures d'urgences arrêtées lors du Conseil et de leur mise en œuvre sur le terrain au niveau local, le ministre a rappelé qu'elle avait permis de "se faire une idée sur l'approvisionnement en eau potable et les eaux d'irrigation agricole à travers toutes les wilayas dans le cadre d'une action anticipative et en préparation de l'année 2021, au regard du déficit pluviométrique et de la baisse du niveau des barrages enregistrés durant l'année en cours".

Ce programme d'urgence, a-t-il précisé, garantit la continuité de l'AEP dans toutes les wilayas à travers le recours aux eaux souterraines, d'autant que 20 barrages approvisionnant 18 wilayas ont enregistré "une baisse inquiétante", a ajouté le ministre.

A titre d'exemple, M. Berraki a cité la wilaya d'Alger, qui a bénéficié d'un programme de réalisation de 70 puits de 200 à 400 mètres de profondeur pour l'approvisionnement en eau potable en cas de persistance de la baisse du niveau des barrages, sachant qu'elle compte à hauteur de 50% sur les eaux de surface.

Actuellement, 40 forages sont en cours dans les communes de la capitale, à l'instar de Rouiba, Baraki, Dar El Beida (El Hamiz), Zéralda (Mazafran), Chéraga et Ain Benian, a fait savoir M. Berraki.

La date fixée pour l'achèvement des travaux au niveau des wilayas du pays est février 2021 avec la réception progressive de ces puits, qui seront exploités en cas de panne sur le réseau de distribution ou de déficit pluviométrique.

Ces mesures d'urgence ont été prises pour faire face à une faible pluviométrie durant le prochain hiver à partir d'un "pessimiste" scénario basé sur les prévisions des services météorologiques les mois derniers.

Le ministre s'est félicité, à ce propos, de la pluviométrie enregistrée ces deux derniers jours.

Le taux de remplissage des barrages à 39%

A la faveur de ces précipitations, quelque 21 millions m³/jour ont été enregistrés au niveau des barrages, a fait savoir M. Berraki qui a indiqué, en s'appuyant sur les BMS, que les pluies se poursuivront jusqu'à la semaine prochaine.

Après avoir estimé le taux de remplissage des barrages à 39%, le ministre a affirmé les eaux pluviales qui profiteront considérablement aux barrages seront enregistrées aux mois de février et mars, selon les études statistiques et hydrologiques réalisées les 20 dernières années.

Les pluies actuelles sont bénéfiques pour l'agriculture en termes d'irrigation de plusieurs récoltes ce qui atténue la pression sur les barrages, a ajouté le ministre.

Un groupe de travail interministériel s'attelle à la mise en place d'un programme complémentaire pour la prise en charge des besoins en eau de tous les secteurs, à l'instar de l'industrie, l'agriculture et les services, lequel sera soumis au Premier ministre en vue d'arrêter les décisions adéquates pour prendre en charge l'approvisionnement en eau au profit de tous les secteurs.

En réponse à une question sur le problème des fuites d'eau, notamment non visibles et non détectées, le ministre a fait état de l'existence de près de 500 micro entreprises sous contrat avec l'ADE et près de 40 autres travaillant avec la SEAAL, qui se conforment à un programme hebdomadaire au niveau des wilayas qui est soumis à l'évaluation périodique.

Dans la seule wilaya d'Alger, un volume de quelque 15.000 m³/jour a été récupéré durant les derniers jours, a fait savoir M. Baraki, soulignant la poursuite de l'opération pour résorber autant que possible ces fuites et éliminer les perturbations dans l'AEP, et ce, en application des recommandations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Le ministre a déploré, dans ce sens, plusieurs perturbations enregistrées l'été dernier en raison de "déficit, volontaire ou involontaire, dans la gestion, et qui a été traité par des changements radicaux au niveau de l'administration".

Dans le même contexte, le ministre a appelé les cadres à veiller obligatoirement à la réalisation des forages de manière urgente et à l'élimination des fuites, tout en bannissant tout ce qui est de nature à alourdir les procédures administratives et constituer des entraves pour les opérateurs.

Il a plaidé, par ailleurs, pour l'utilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation agricole.

ALGERIE – Mostaganem : apport de 8 millions m³ d'eau pour les barrages (APS.DZ)

13 décembre 2020



Les dernières précipitations ont renforcé les trois barrages (Chelliff, Kerada et Kramis) de la wilaya de Mostaganem par un apport de 8 millions de mètres cubes d'eau, a-t-on appris samedi du directeur des ressources en eau, Moussa Lebgaa.

La pluviométrie, enregistrée dans les deux dernières semaines, a dépassé 55 millimètres, augmentant le niveau d'eau du barrage de Oued Chellif de 18 à 24 millions m³, soit 50 pour cent de sa capacité de stockage estimée à 50 millions m³.

Le barrage de Oued Kramis d'une capacité totale de 45 millions m³ a enregistré un apport de plus de 1,6 million m³, après que son niveau a été complètement réduit dans les derniers mois et a été abandonné comme ressource pour approvisionner les habitants des communes-est de la wilaya de Mostaganem et de trois communes de la wilaya de Relizane en août dernier, a-t-on indiqué.

La wilaya s'appuie actuellement en matière d'approvisionnement en eau potable sur la station de dessalement de l'eau de mer de Sonacter (commune de Mostaganem), qui produit 200.000 m³ par jour, le couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), dont la capacité est réduite à 40.000 m³/jour et 15 puits équipés et remis en service dernièrement pour fournir 4 000 m³ /j , selon M. Lebgaa.

La wilaya nécessite toujours 50 000 m³/j pour revenir à la situation normale après que la capacité de production d'eau potable a diminué en raison de la sécheresse et de la baisse de la pluviométrie de 305.000 à 244.000 m³/j actuellement.

4. Ecosystème et biodiversité

Une plate-forme scientifique sur la cartographie des sols en Afrique (Commodafrica.com)

1^{er} décembre 2020



La Fondation OCP et l'université Mohammed VI polytechnique (UMP6P) ont lancé la plate-forme scientifique Restore Africa Soils dédiée au suivi de la cartographie des sols en Afrique avec l'objectif pour les chercheurs africains et les partenaires du groupe OCP de communiquer autour de l'état d'avancement des projets de cartographie des sols lancés conjointement et localement.

« Ce programme permet aux différents interlocuteurs de partager leurs expériences respectives et bonnes pratiques en la matière (Echantillonnage, analyse au laboratoire,) mais aussi d'assurer une continuité dans la formation sur la fertilisation raisonnée, sur les systèmes », indique un communiqué du groupe OCP.

Un lancement qui intervient quelques jours avant la célébration de la journée mondiale des sols par axée cette année sur l'importance que revêt la diversité des sols pour la **production de nourriture, le stockage et la purification de l'eau, le cycle des nutriments, le piégeage du carbone et la création de médicaments.**

MAROC : Averda inaugure une usine de traitement des déchets à Tanger (Afrik21)

2 décembre 2020



Averda Maroc vient de mettre en service une unité de traitement des déchets dans la municipalité de Tanger au nord du royaume chérifien. La filiale d'Averda basée aux Émirats arabes unis inaugure l'installation environ deux ans après sa désignation pour la gestion des déchets à Tanger, pour une période de 20 ans.

Averda Maroc évolue vers son objectif d'améliorer la gestion des déchets à Tanger, une municipalité de plus d'un million d'habitants située au nord du royaume chérifien. La filiale d'Averda basée à Dubai (Émirats arabes unis) vient de mettre en service un centre de traitement des déchets à Tanger. En février 2019, Averda Maroc a été choisie par cette municipalité pour la valorisation de ses déchets. Le contrat, signé de 20 ans, prévoit qu'elle investisse près de 92 millions d'euros (près de 1,1 milliard de dirhams marocains).

« Les déchets collectés dans la ville de Tanger seront stockés et traités dans la nouvelle usine, permettant ainsi d'éviter toute fuite de toxines dans le sol ou la nappe phréatique », indique Averda. Il s'agit de la première phase d'un vaste projet qui sera mis en œuvre à Tanger. L'entreprise envisage de construire un site « ultra-moderne » composé d'une unité de traitement des déchets, un centre de compostage des déchets organiques, un centre de stockage et une unité de récupération du biogaz et de traitement des lixiviats. Une partie du biogaz issu de la valorisation des déchets organiques permettra de produire 3 500 MWh d'électricité par an, nécessaires au fonctionnement des installations.

Chaque année, le Maroc produit six millions de tonnes de déchets, soit une moyenne d'environ 250 kg par habitant et par an. Le projet d'Averda dans la municipalité de Tanger devrait permettre de réduire la quantité de déchets qui se retrouvent dans les rues du royaume situé en Afrique du Nord.

La gestion des déchets à Casablanca

Casablanca a également signé un contrat avec Averda. En juin 2019, la société a été reconduite par la municipalité marocaine pour la gestion de ses déchets. Pour ce nouveau mandat de sept ans, Averda travaillera avec Derichebourg, une entreprise française qui a récemment cédé ses actifs à l'entreprise marocaine Mecomar. La filiale d'Averda s'occupera des arrondissements de Hay Hassani, Ain Chok, Roches noires, Hay Mohammadi, Sidi Bernoussi, et Ain Sebaa. Pour soutenir le travail d'Averda et Mecomar, la municipalité versera chaque année une somme forfaitaire de 85,6 millions d'euros, soit 932 millions de dirhams marocains.

Un budget de relance pour l'OFB en 2021 (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)

7 décembre 2020

Le conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité (OFB) a voté le 26 novembre son budget initial pour 2021. Il s'établit à 516 M€.

Le budget initial pour 2021 est le premier budget initial délibéré par le conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité, suite à l'avis favorable rendu le 18 novembre par sa commission des finances et de l'audit : le budget 2020 de l'OFB avait en effet été arrêté par décision conjointe des ministres.

En recettes, il intègre notamment une augmentation de + 10 M€ en 2021 de la subvention allouée par le ministère de la Transition écologique, hors crédits du plan de relance, et une stabilisation de la contribution des agences de l'eau.

Eau et biodiversité

L'Office bénéficie d'une enveloppe totale de 85 M€ au titre du Plan de relance, dont les engagements s'effectueront en 2021 et en 2022. Ces crédits supplémentaires alloués par l'Etat seront ainsi mobilisés à hauteur :

- de 19 M€ au titre de la restauration écologique, notamment pour financer de nouveaux volets aux programmes « MobBiodiv' » pour les écosystèmes terrestres dégradés et des « Atlas de la biodiversité communale » pour acquérir et partager une meilleure connaissance de la biodiversité des territoires ;
- de 19 M€ au titre des aires protégées, au sein des parcs naturels marins et des autres espaces protégés gérés par l'OFB ;
- et de 47 M€ au titre du plan d'actions Eau en Outre-mer, pour les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les départements et régions d'Outre-mer.

Des interventions à hauteur de 260 M€

Pour 2021, le budget d'intervention de l'OFB progresse de + 39,6 M€ grâce au Plan de relance, tout en consolidant le budget rectificatif voté en 2020 (déjà en hausse de + 19,5 M€ par rapport au budget initial 2020).

Au total, il s'établit à 259,7 M€ en 2021 et inclut notamment :

- un montant total de 53,1 M€ au titre des dispositifs en Outre-mer, dont + 23,1 M€ au titre de la relance ;
- un montant de + 16,5 M€ au titre de la relance en matière de restauration écologique et d'aires protégées ;
- une contribution de l'OFB aux parcs nationaux, portée à 67,5 M€ (+1 M€) ;
- la poursuite d'Ecophyto pour 40 M€ (hors fonctionnement), et de l'écocontribution pour 9,7 M€.

Le groupe BRL, acteur engagé pour une agriculture durable (Midi Libre / Le Monde Nouveau)

8-9 décembre 2020



Le Groupe BRL, partenaire du Monde Nouveau, événement organisé par Midilibre, participera aux Journées Initiatives Vertes qui se tiendront les 8 et 9 décembre prochains. Deux journées de tables rondes 100% Digitales, présentant des initiatives vertueuses sur la ville de demain, la gestion des déchets, l'agriculture de demain et l'alimentation.

Jean- François Blanchet, Directeur Général du Groupe BRL interviendra le Mercredi 9 décembre de 8h30 à 9h45 lors de la Table Ronde sur le thème de l' « agriculture de demain ». De par ses nombreuses actions et projets innovants sur les usages et la préservation des ressources en eau, le Groupe BRL est un acteur engagé dans l'agriculture locale et son adaptation aux effets du dérèglement climatique. Ses filiales Exploitation et Ingénierie s'intéressent de près aux nouveaux besoins des exploitants agricoles, en leur apportant de nouveaux modes de fonctionnements notamment avec des outils digitaux d'aide à la décision permettant un usage raisonné de l'eau. Un défi de taille relevé chaque jour par BRL, concessionnaire du Réseau Hydraulique Régional pour le compte de la Région Occitanie.

LES INITIATIVES VERTES, les 8 et 9 décembre

Un événement
Midi Libre leMonde nouveau En partenariat avec BRL

ET VOUS, COMMENT IMAGINEZ-VOUS L'AGRICULTURE DE DEMAIN ?

Ils nous en parlent
MERCREDI 9 DÉCEMBRE DE 8H30 À 9H45
EN LIVE sur la page facebook Midi Libre et sur www.midilibre.fr

 <p>Véronique Bellon-Maurel Agronome et directrice DigitAg</p>	<ul style="list-style-type: none">• Véronique Bellon-Maurel Agronome, directrice de DigitAg, première femme lauréate du Grand prix IMT-Académie des sciences.• Pascal Thomas Président de Futura Gains / Agriculture verticale• Samuel Masse Vice-Président du Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs	<ul style="list-style-type: none">• Sandra Barantal Chercheuse écologie fonctionnelle des sols : projet de recherche citoyen sur les sols (Paris + métropole Montpellier), notamment sur les enjeux de permaculture.• Jean-François Blanchet Directeur Général Groupe BRL. Société concessionnaire du réseau hydraulique en Occitanie - Gestion de l'approvisionnement en eau pour l'agriculture.	 <p>Jean-François Blanchet Directeur Général Groupe BRL</p>
--	--	--	---

Midi Libre RÉVEILLE TON QUOTIDIEN!
Pour plus d'informations : www.lemondenuveau.fr

leMonde nouveau Midi Libre L'Agence LA COM EN CIRCUIT COURT

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement et l'UE aident SolarizEgypt à promouvoir les panneaux solaires en toiture en Égypte (EU Neighbours)

11-12-2020



Copyright: EBRD

« Couvrir de panneaux solaires les déserts dorés d'Égypte et libérer leur énorme potentiel énergétique », tel était le rêve de Yaseen Abdel Ghaffar, directeur général de SolarizEgypt, une entreprise qui a mis en place avec succès dans le pays le premier système photovoltaïque en toiture grâce à un accord d'achat d'énergie de privé à privé.

Avec l'aide du Mécanisme de financement de l'économie verte en Égypte de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), soutenu par l'Union européenne, le premier projet à fort impact de SolarizEgypt s'est concrétisé lorsque l'entreprise a reçu une aide pour l'installation d'un système photovoltaïque en toiture pour la société Coca-Cola.

L'appui du Mécanisme de financement de l'économie verte a permis à l'entreprise de bénéficier d'un financement de QNB Al Ahli Bank, l'une des banques partenaires du Mécanisme. Bien que ce système photovoltaïque d'une capacité de production de 1 MW soit installé dans l'usine de Coca-Cola à Sadate City, SolarizEgypt en reste le propriétaire et vend l'électricité produite pour alimenter l'usine, ce qui profite à toutes les parties.

Le Mécanisme de financement de l'économie verte en Égypte a été développé par la BERD et est soutenu par l'UE en coopération avec la Banque européenne d'investissement et l'Agence Française de Développement. Il a apporté un appui à plus de 40 entreprises dans le cadre de la mise en œuvre d'environ 80 projets dans des secteurs aussi divers que le textile, la céramique, l'imprimerie, l'agroalimentaire et l'emballage.

Lire le communiqué de presse : <https://www.ebrd.com/news/2020/ebrd-and-eu-help-solarizegypt-promote-rooftop-solar-panels-in-egypt.html>

MAROC : la Commission chargée du climat et de la biodiversité est opérationnelle (Afrik21)

14 décembre 2020



La performance du Maroc dans la lutte contre le dérèglement climatique devrait davantage s'accroître. Le royaume peut désormais compter sur la contribution supplémentaire de la Commission nationale des changements climatiques et de la diversité biologique. Nouvellement mise en activité, la commission offre un cadre de concertation en vue d'accompagner le gouvernement dans l'atteinte de ses objectifs climatiques.

Le 09 décembre 2020 à Rabat, ministre marocain de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement a présidé une réunion par visioconférence, consacrée au lancement des activités de la Commission nationale des changements climatiques et de la diversité biologique. « Cette commission sera sollicitée périodiquement sur plusieurs sujets en relation avec le changement climatique et la biodiversité », a indiqué le ministre Aziz Rabbah, avant d'appeler les membres de la commission à établir un plan de travail et à une forte adhésion de tous pour l'atteindre les objectifs qui leur ont été assignés.

Pour cette réunion inaugurale, les échanges ont porté sur l'examen du règlement intérieur de la commission et de la version révisée de la contribution déterminée au niveau national (CD2N) du Maroc dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Créée par décret le jeudi 06 février 2020, la Commission nationale des changements climatiques et de la diversité biologique est composée de représentants des autorités gouvernementales, d'établissements publics et d'institutions de recherche sur l'environnement, ainsi que de trois représentants d'organisations de la société civile les plus représentatives, œuvrant dans le domaine des changements climatiques ou de la diversité biologique. Ces membres se concertent afin de coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale relative à la lutte contre le changement climatique et la préservation de la diversité biologique.

Lire la suite : <https://www.afrik21.africa/maroc-la-commission-chargee-du-climat-et-de-la-biodiversite-est-operationnelle/>

Eau et milieux aquatiques : les chiffres clés 2020 (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)

14 décembre 2020



La nouvelle édition des Chiffres clés sur l'eau et les milieux aquatiques coproduite par le Service des données et études statistiques du ministère de la Transition écologique et l'Office français de la biodiversité vient d'être publiée. Elle actualise et enrichit les informations diffusées en 2016 avec de nouveaux indicateurs et de nouvelles sources d'information.

Composante essentielle de tous les êtres vivants, l'eau est aussi un milieu de vie pour certains d'entre eux. Elle circule sans cesse, des précipitations vers les eaux de surface (cours d'eau, rivières, fleuves, lacs, etc.), la végétation (sauvage et agricole), les eaux souterraines (nappes), les mers et les océans. Sous l'effet des activités humaines, elle fait l'objet de nombreuses pollutions susceptibles d'affecter la biodiversité et la santé humaine. Protéger la ressource en eau constitue donc un enjeu majeur.

À partir d'une sélection de 48 indicateurs clés commentés, ce recueil, élaboré par le Service des données et études statistiques (SDES) et l'Office français de la biodiversité (OFB), apporte un éclairage sur les principaux enjeux que représentent l'eau douce et les milieux aquatiques : il présente les pressions quantitatives sur la ressource en eau mobilisée pour satisfaire les besoins des usagers et ceux des écosystèmes aquatiques ; il fait le point sur l'état des rivières, des lacs et des eaux souterraines, et plus globalement sur celui des écosystèmes aquatiques, dont il recense les principales causes de pollution ; enfin, il aborde les dépenses et investissements liés à l'exploitation de la ressource en eau, qu'il s'agisse de la facturation de l'eau, de la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, ou de la préservation des milieux aquatiques.

Ces informations factuelles sont mises en regard de l'opinion des Français sur l'ensemble de ces sujets.

Le document est disponible sur le portail web dédié à l'eau, Eaufrance : <https://www.eaufrance.fr/publications/eau-et-milieux-aquatiques-les-chiffres-cles-edition-2020>

Le calendrier du Congrès mondial de la nature est fixé (Environnement Magazine)

15 décembre 2020



L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a acté les dates du prochain Congrès mondial de la nature. **Il aura lieu à Marseille, du 3 au 11 septembre 2021.**

Prévu en juin 2020, le Congrès mondial de la nature aura bien lieu. L'UICN vient d'annoncer les nouvelles dates de la rencontre pour la préservation de la biodiversité, qui aura lieu à Marseille du 3 au 11 septembre 2021. Les membres de l'UICN se réuniront du 8 au 10 septembre. Huit enjeux devraient rythmer le rendez-vous : les espèces menacées, les écosystèmes, les aires protégées, les solutions fondées sur la nature, la biodiversité en outre-mer, la déforestation importée, l'artificialisation des sols et les alternatives aux pesticides.

En amont du Congrès, **l'UICN avait adopté 109 recommandations** (dont 14 issues du Comité français) afin d'inciter les États à prendre des mesures pour mieux protéger l'environnement.

Pour plus d'informations : <https://www.iucncongress2020.org/fr>

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement et le Fonds vert pour le climat stimulent l'économie verte et les chaînes de valeur au Maroc (EU Neighbours)

23-12-2020



Copyright: EBRD

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), soutenue par le Fonds vert pour le climat (FVC), stimule la compétitivité des petites entreprises et les investissements dans l'économie verte au Maroc en accordant à Bank of Africa (Groupe BMCE) une enveloppe financière globale pouvant atteindre 10 millions d'euros.

La promotion d'économies plus vertes est une priorité pour la BERD. Cette enveloppe, dont 7,5 millions d'euros seront fournis par la BERD et 2,5 millions d'euros par le FVC, sera étendue sous forme de sous-prêts accordés par Bank of Africa et sa filiale de crédit-bail Maghrebail aux PME prévoyant d'investir dans des projets d'efficacité énergétique et d'utilisation rationnelle des ressources et de renforcer leur participation aux chaînes de valeur régionales.

Les solutions vertes déployées aideront les PME à accroître leur compétitivité et à accéder à de nouveaux marchés. Les solutions proposées comprennent l'adoption de technologies vertes qui permettront aux PME marocaines d'améliorer la productivité tout en réduisant leur consommation d'énergie.

Le financement de la BERD s'inscrit dans le cadre du programme « Chaîne de valeur verte » (CVV) au Maroc soutenu par l'UE, le FVC et la République de Corée.

Le Maroc est un membre fondateur de la BERD. Depuis 2012, la Banque a investi près de 2,8 milliards d'euros dans 73 projets dans tout le pays.

Lire le communiqué de presse : <https://www.ebrd.com/news/2020/ebrd-and-gcf-boost-green-economy-and-value-chains-in-morocco.html>

Lancement de la plateforme digitale du dialogue des deux rives (EU Neighbours)

24-12-2020



Copyright: Dialogue of the two shores

La plateforme digitale du dialogue des deux rives est désormais en ligne.

Cette plateforme a la double vocation de :

- promouvoir les projets portés dans le cadre de la dynamique du dialogue des deux rives, et de
- proposer un intranet sécurisé pour le partage d'informations entre porteurs de projet, investisseurs, organisations internationales, et partenaires de l'initiative.

Fruit d'une initiative française, le Dialogue des deux rives a pour objectif de faire émerger un agenda positif et de relancer la dynamique de coopération en Méditerranée, en donnant un rôle central aux propositions de la société civile.

Les projets portés par la société civile sont au cœur de la dynamique d'intégration euro-méditerranéenne du Dialogue des deux rives. Ces projets poursuivent tous un but d'intérêt général, que ce soit dans **les domaines de l'environnement, de l'éducation, de la jeunesse, de la culture, du patrimoine**, etc.

La dynamique de projets du Dialogue des deux rives bénéficie du soutien de plusieurs grandes organisations internationales qui interviennent dans le domaine du développement et de la coopération telles que la Fondation Anna Lindh, la Commission européenne ou l'Union pour la Méditerranée.

Lire le communiqué de presse : <https://www.annalindhfoundation.org/fr/news/la-plateforme-digitale-du-dialogue-des-deux-rives-est-desormais-en-ligne>

PFE : La politique française de gestion des ressources en eau et de la biodiversité aquatique

26 décembre 2020

L'originalité de la gestion des ressources en eau et de la biodiversité aquatique en France est d'agir de manière solidaire à tous les niveaux en intégrant **petit cycle** (eau potable et assainissement) et **grand cycle de l'eau** (gestion des ressources naturelles et de la biodiversité aquatique...). Les bénéfices d'une telle gestion contribuent pleinement à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et à ses 17 ODD.

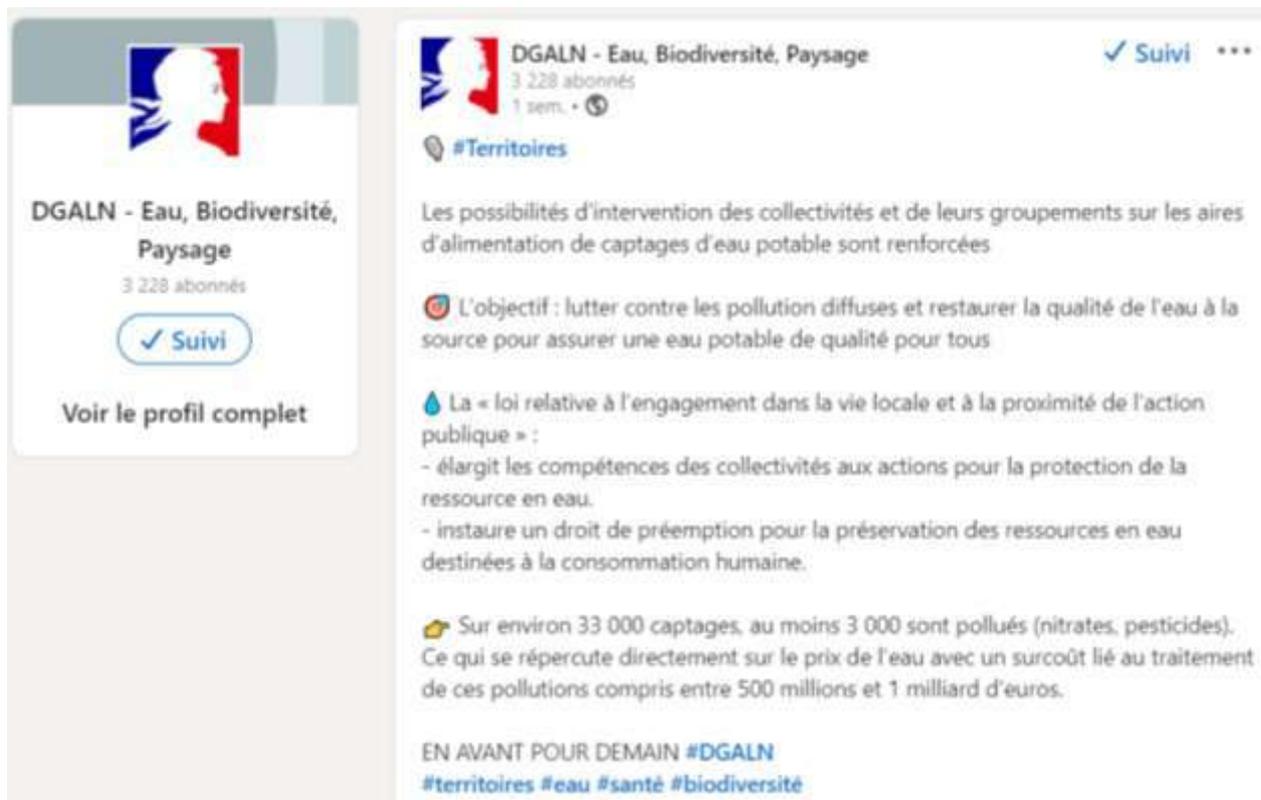
Téléchargez ci-après la publication "**La politique française de gestion des ressources en eau et de la biodiversité aquatique**", réalisée par le PFE et l'Office International de l'Eau avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et solidaire et en partenariat avec les Agences de l'eau, l'AFD, l'Office de l'eau de la Martinique, l'OFB, la FP2E, le MEAE.

https://www.partenariat-francais-eau.fr/wp-content/uploads/2020/12/GEF_FR_double.pdf



Eau, Biodiversité, Paysage (LinkedIn)

26 décembre 2020



DGALN - Eau, Biodiversité, Paysage
3 228 abonnés
Suivi

#Territoires

Les possibilités d'intervention des collectivités et de leurs groupements sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable sont renforcées

🎯 L'objectif : lutter contre les pollutions diffuses et restaurer la qualité de l'eau à la source pour assurer une eau potable de qualité pour tous

💧 La « loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique » :

- élargit les compétences des collectivités aux actions pour la protection de la ressource en eau.
- instaure un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine.

👉 Sur environ 33 000 captages, au moins 3 000 sont pollués (nitrates, pesticides). Ce qui se répercute directement sur le prix de l'eau avec un surcoût lié au traitement de ces pollutions compris entre 500 millions et 1 milliard d'euros.

EN AVANT POUR DEMAIN **#DGALN**
#territoires #eau #santé #biodiversité



#DGALN

23 DÉCEMBRE

CAPTAGES D'EAU POTABLE : DES COMPÉTENCES RENFORCÉES POUR LES COLLECTIVITÉS POUR LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

La priorité Restaurer la qualité de l'eau à la source

Au moins 3 000 captages concernés
Des surcoûts induits entre 500 ME et 1 Milliard d'€

GOVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

DRIVER: Journée d'échanges et retours d'expériences (LinkedIn)

31 décembre 2020

+

+

+

DRIVER

JOURNÉE D'ÉCHANGES ET RETOURS D'EXPÉRIENCES

DRIVER est une démarche de coopération qui associe des chercheurs, des techniciens, des gestionnaires, des institutions et des partenaires financiers. A travers sa dynamique, elle permet le montage de projets, le partage et la valorisation de résultats et une contribution à la définition des politiques de restauration écologique des petits fonds côtiers.

12 JANVIER 2021

Evènement virtuel

REPUBLICQUE FRANÇAISE
Agence de l'eau
ecocem
UNIVERSITE D'ARTS DE CHARENTAUX VIA DUMITIA

ICO
ISLAND COAST OCEAN SOLUTIONS
MARSEILLE 2021

5. Eau et énergie

TUNISIE : 132 M€ de KfW pour la gestion des eaux de pluie et l'efficacité énergétique (Afrik21)

29 décembre 2020



La Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), l'agence allemande de développement signe deux accords de prêt d'une valeur globale de 132 millions d'euros avec les autorités tunisiennes pour la **gestion des eaux de pluie et l'efficacité énergétique** dans les bâtiments publics en Tunisie.

Les accords ont été signés récemment au ministère des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, entre les responsables de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), l'agence allemande de développement et les représentants du ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche (MARHP). La KfW a promis 111 millions d'euros pour la mise en œuvre du Programme de stockage et de protection contre les inondations (SPCI).

Le programme mise en œuvre par le MARHP a pour but de protéger les populations contre les inondations, particulièrement dans le bassin de la Medjerda, une rivière qui prend sa source en Algérie et dont le lit est principalement sur le territoire tunisien. En saison des pluies, les inondations sont amplifiées par le barrage de Sidi Salem qui sert à la production d'électricité (20 MW) et l'irrigation. Ce volet du programme reçoit 5 millions d'euros supplémentaires de la part du gouvernement allemand.

L'efficacité énergétique dans les bâtiments publics

Le Programme de stockage et de protection contre les inondations vise aussi la valorisation des eaux de pluie. Dans le bassin de Medjerda, les eaux de pluie pourront être stockées pour l'irrigation et l'approvisionnement en eau potable. Les responsables de la KfW ont également signé un accord de prêt de 15 millions d'euros avec l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (ANME).

Lire la suite : <https://www.afrik21.africa/tunisie-132-me-de-kfw-pour-la-gestion-des-eaux-de-pluie-et-lefficacite-energetique/>

6. Ressources en eau non conventionnelles

TUNISIE : L'ONAS lance le projet d'extension de la station d'épuration de Sud Méliane (Afrik21)

30 novembre 2020



Le gouvernement tunisien vient de procéder au lancement des travaux de réhabilitation et d'extension de l'usine de traitement des eaux usées de Sud Méliane à Rades. Le projet mis en œuvre par l'Office national de l'assainissement (Onas) est financé par l'Union européenne (UE), la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Agence française de développement (AFD).

C'est y est. Les travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration de Sud Méliane ont commencé. Le projet a été lancé récemment lors d'une tournée de Kamel Doukh, le ministre tunisien de l'Équipement, de l'Habitat et des Infrastructures dans le grand Tunis. C'était en présence de l'ambassadeur de France en Tunisie André Parant et celui de l'Union européenne Marcus Cornaro.

Les travaux de réhabilitation et d'extension en cours devraient porter la capacité de l'usine de traitement des eaux usées de Sud Méliane à 90 000 m³ par jour. Actuellement, la station affiche une capacité de 37 500 m³ par jour. Ces effluents proviennent de la banlieue sud de la capitale Tunis. Les travaux portent également sur la réalisation d'un système de digestion anaérobie des boues de décantation, ainsi que la valorisation en biogaz.

Un projet du programme Depolmed

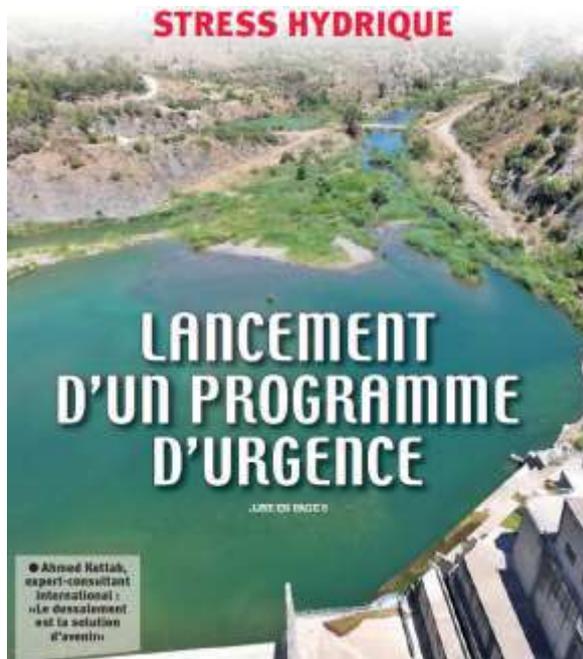
L'Office national de l'assainissement (ONAS) de Tunisie prévoit également le renforcement du système de désodorisation de la station, ainsi que la construction d'un émissaire en mer pour le rejet des eaux usées traitées. La réhabilitation et l'extension de la station d'épuration de Sud Méliane s'inscrivent dans le cadre du programme de dépollution de la Méditerranée (Depolmed).

En Tunisie, le programme permettra la réhabilitation et l'extension de quatre stations d'épuration littorales notamment celle de Sud Méliane, Sousse Nord, Jedaida et Kelibia. L'ONAS construira également 53 stations de pompage et 29 000 boîtes de branchement. L'organisme public assurera aussi la réalisation de 540 km de réseaux de collecte des eaux usées.

Lire la suite : <https://www.afrik21.africa/tunisie-lonas-lance-le-projet-dextension-de-la-station-depuration-de-sud-meliane/>

ALGERIE - Stress hydrique: lancement d'un programme d'urgence (Horizons)

2 décembre 2020



RESSOURCES EN EAU

Khadamet, un nouveau service pour la clientèle

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Barraki, a procédé, hier, au siège de son département, à Alger, au lancement de l'application électronique dénommée Khadamet. Celle-ci est dédiée aux citoyens et aux opérateurs économiques. Il s'agit d'un guichet unique des services relevant du secteur, destiné à faciliter les procédures administratives et à lutter contre la bureaucratie. Plus concrètement, il vise l'amélioration de la qualité du service public, la prise en charge des doléances des consommateurs, la diminution du volume de papier administratif et la réduction des délais dans le traitement des dossiers des opérateurs, notamment l'octroi d'agrément pour les producteurs d'eau minérale. En outre, l'application donnera la possibilité à tout citoyen de suivre la prise en charge effective de ses requêtes, toutes natures confondues. Le portail offre la possibilité aux citoyens de faire une demande de raccordement au réseau d'eau potable et à celui de l'assainissement. Le site est conçu en trois langues, français, arabe et anglais. Pour le ministre, «c'est une première étape qui en appelle d'autres».

■ A. H.

STRESS HYDRIQUE, REMPLISSAGE DES BARRAGES, FACTURES IMPAYÉES

Les explications du ministre

LE MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU a fait le point sur la situation hydrique du pays lors d'une conférence de presse tenue, hier, au siège de son département, à Alger.

S'exprimant en marge du lancement de l'application électronique du guichet unique des services du secteur, Arezki Barraki a estimé qu'il est encore «très prématuré» d'annoncer l'état de catastrophe naturelle sécheresse, en dépit d'un inquiétant déficit pluviométrique. «Il est prématuré de décréter un état de sécheresse. Nous sommes encore au printemps. Nous aurons une idée plus claire et plus précise d'ici au mois de mars», a-t-il soutenu. «Les nouvelles précipitations sont salutaires. Des quantités importantes de pluie ont été enregistrées. Il est tombé l'équivalent de deux mois de pluies», a indiqué le ministre, optimiste. Barraki a ajouté que le gouvernement a pris ses dispositions et anticipé pour s'assurer l'approvisionnement de l'eau potable si la pénurie d'eau venait à persister. «Nous ne voulons pas être mis devant le fait accompli. Un programme d'urgence a été tracé. Il consiste en la réalisation de nouveaux forages pour assurer la continuité de l'approvisionnement en eau potable dans toutes les wilayas du pays, en fonction des eaux souterraines», a-t-il fait savoir. En outre, un groupe de travail ministériel est en train de travailler à l'élaboration d'un programme complémentaire pour assurer l'approvisionnement en eau au profit notamment de l'industrie, l'agricul-



ture et les services. «Le programme en question sera soumis au gouvernement la semaine prochaine», a souligné le ministre. Par la suite, Barraki a rappelé que le taux de remplissage des barrages en exploitation à travers le territoire national a atteint 39% à la faveur des dernières précipitations. Il a précisé que sur les 80 barrages existants, seulement 20 ont un niveau de remplissage égal ou inférieur à 20%.

44 MILLIARDS DE DINARS DE CRÉANCES

Concernant les factures impayées, le représentant du gouvernement a annoncé que les clients ayant cumulé des dettes de plus de 5 millions de centimes doivent impérativement payer leurs fac-

tures. «Nous avons demandé aux institutions d'approvisionnement en eau de ne pas interrompre leur service en raison du non-paiement des factures au moment de la pandémie», a souligné le ministre, rappelant l'établissement d'un planning pour permettre aux abonnés de payer progressivement. Dans ce sens, il a fait savoir que l'ADE détient des créances de 44 milliards de dinars auprès de ses abonnés. Concernant les fuites d'eau, Barraki a indiqué que son département œuvre à résoudre ce problème. Evoquant le cas de la capitale, il a indiqué qu'entre 100 et 150 fuites sont recensées quotidiennement. Reste que, selon lui, la gestion de la ressource s'améliore de jour en jour. Autre problème évoqué, l'envasement des barrages qui touche 14 de ces structures. Dans ce sillage, le ministre a annoncé la production prochaine d'une drague algérienne suivie de deux autres avec un taux d'intégration de 70% pour désenvaser les barrages. En outre, un vaste programme de reboisement est lancé pour prendre en charge progressivement ce phénomène naturel qui est «loin d'être une fatalité».

En plus de l'intérêt accordé à l'exploitation des eaux souterraines à travers la réalisation de plusieurs forages, comme plan d'urgence, le ministre a estimé que le dessalement de l'eau de mer est la voie de l'avenir, annonçant le lancement prochain des travaux de réalisation de quatre nouvelles stations qui s'ajouteront aux 11 réparties sur 9 wilayas côtières ayant une capacité de production totale de 2,1 millions de mètres cubes par jour. Selon lui, le programme futur du secteur prévoit l'approvisionnement des villes côtières en eau dessalée et la consécration de l'eau des barrages aux villes de l'intérieur et à l'irrigation.

■ Amokrane H.

«Le dessalement est la solution d'avenir»

Entretien réalisé par Wassila Ould Hamouda

Dans cet entretien, Ahmed Kettab, expert consultant international et professeur des universités, spécialiste en économie d'eau et en environnement, explique la situation hydrique du pays, soulignant que la production actuelle est en deçà de la demande. Selon cet expert, avec le déficit pluviométrique, l'eau risque d'être de plus en plus rare. D'où la nécessité de prendre des mesures adéquates et rapides en termes d'économie d'eau mais aussi de production. Comme alternative, il mettra en avant le dessalement de l'eau de mer.

L'Algérie connaît actuellement une situation de sécheresse. Quel est le scénario attendu au cas où il y aurait un déficit pluviométrique durant les prochains jours ?

Habituellement, en Algérie, il pleut environ 10 milliards de mètres cubes par an que nous essayons de stocker à travers les 85 barrages pour les utiliser en eau potable, pour l'industrie et en irrigation. Nos barrages ont une capacité de remplissage de 9 milliards de m³. Or, malheureusement, ces quantités d'eau qui tombent, en vue des changements climatiques, ne suffisent pas actuellement. Alors qu'habituellement, nous enregistrons un taux de remplissage atteignant jusqu'à 7 milliards de m³, cette année a été exceptionnelle. Les barrages ne sont remplis aujourd'hui qu'à hauteur de 40%. C'est le taux moyen au niveau national. Ce déficit important constitue un problème de taille parce qu'effectivement, s'il ne pleuvra pas dans les prochains mois, il n'y aura plus d'eau pour l'année 2021. Si, par hasard, il n'y a pas de précipitation d'ici à février-mars, nous allons retomber dans le scénario catastrophe de 2003, année durant laquelle les barrages étaient à sec. Nous allons même importer de l'eau de France. L'Etat est intervenu en achetant des stations de dessalement d'eau et procédé à l'installation de 60 stations mobiles monobloc de 5.000 à 10.000 m³.

Quand est-ce qu'est décrétée la situation de stress hydrique ?

Le stress hydrique, c'est lorsqu'un pays a moins de 1.000 m³ par habitant et par an. L'état d'alerte est décrété lorsque la disponibilité d'eau se situe entre 1.000 et 1.700 m³. En Algérie, en 1962, nous avions 1.500 m³/ha/an. Nous avions 8 millions d'habitants avec 12 milliards de m³ de pluie. En 2020, la donne a changé. Nous sommes à presque 45 millions d'habitants et nous n'avons que 10 milliards m³ de pluie. Ce qui nous donne, du point de vue rapport eau-pluie, un ratio de 300 m³/ha/an. Ce qui fait que nous sommes en stress hydrique. La situation pourrait s'aggraver d'ici à 2025-2030 si les mesures adéquates ne sont pas prises à temps. Nous risquons de descendre à un seuil de 200 m³/ha/an. Au-

jourd'hui, nous sommes convaincus que l'eau de pluie ne suffit plus pour répondre à la demande nationale. Il va falloir trouver des solutions alternatives.

Que préconisez-vous ?

C'est d'abord le dessalement de l'eau de mer. C'est infini. Nous pouvons dessaler autant que nous voulons. Il n'y a pas de problème de quantité comparativement aux précipitations qui se font de plus en plus rares. Nous pouvons produire de l'eau et la transférer. Les entreprises algériennes, publiques et privées, peuvent investir dans ce créneau. Nous pouvons sécuriser à 100% toute la région du Nord avec une profondeur de 300 km vers le Sud par le transfert des eaux de dessalement. Contrairement, à ce que pensent certains, le dessalement n'est pas cher. Il y a trente ans, le mètre cube d'eau dessalée coûtait, en effet, 10 dollars mais avec l'avancée des technologies, il est descendu à 0,5 dollar, soit 50 à 55 DA. Si nous tenons compte de ces chiffres, le prix du mètre cube d'eau transféré du barrage vers la ville dépasse largement celui de l'eau dessalée atteignant jusqu'à 100 DA/m³. Actuellement, la station de dessalement d'Alger propose son eau à 75 DA/m³. A Oran, le mètre cube est cédé à 50 DA. Le dessalement est donc avantageux. C'est, d'ailleurs, la solution future pour le Nord. Pour le Sud, le problème ne se pose pas grâce à la nappe de l'Albien qui contient 40.000 milliards de m³. Il suffit de pomper l'eau et la transférer, ce qui va suffire pour 4.000 ans. Encore faut-il faire les investissements de transfert et de forage et donner les budgets nécessaires. Aussi nous devons traiter les eaux usées et les réutiliser soit pour l'irrigation au profit de l'agriculture, de l'industrie, soit pour les loisirs. Actuellement, nous ne les réutilisons qu'à hauteur de 30% maximum. Il faudrait donc construire des stations d'épuration et rentabiliser ces quantités d'eau que nous pouvons destiner à l'irrigation. Ainsi, nous allons économiser l'eau des barrages et augmenter la part de l'eau potable. L'urgence est de mettre en place un plan stratégique pour l'année 2021. Le gouvernement y travaille et actuellement, il y a une commission qui en est chargée. Il faudrait impérativement sécuriser le pays.

Ne pensez-vous pas qu'il soit nécessaire de mettre en place une politique de gestion durable, notamment en matière d'alimentation en eau potable ?

Il est à noter que l'Algérie a eu recours à la gestion déléguée des ressources en eau avec certains partenaires étrangers (Suez Environnement, Agbar, SEM...) pour les villes d'Alger, Oran,



● Une politique d'économie d'eau s'impose

Constantine. Ainsi, il y a eu création d'entreprises algériennes Seaal pour Alger, Seor pour Oran et Seaco pour Constantine. Ces trois derniers ont donné des résultats discutables. La création de sociétés similaires pour les grandes villes algériennes (Sétif, Blida, Tlemcen...) est fort souhaitable avec une gestion déléguée donnée aux entreprises algériennes privées. De plus, nous avons actuellement de grandes entreprises privées comme les groupes Amenhyd, Chial, Kherbouche... qui peuvent contribuer dans la gestion déléguée et certainement dans beaucoup d'autres domaines, à l'instar du dessalement des eaux, de la gestion des stations de traitement et d'épuration, du transfert des eaux. En cette période difficile, des entreprises privées, tel le groupe Amenhyd qui peut intervenir pour construire rapidement des petites stations de dessalement d'eau de mer pour l'été prochain, a les moyens matériels et humains et aussi surtout la technologie.

La loi sur l'eau remonte à 2005. Faut-il la revoir ?

La loi de 2005 est largement dépassée par le temps. Il va falloir la revoir. Il est temps d'évoquer la question de la tarification. Le prix du m³ est de 9 DA, or le prix réel revient 10 fois plus cher. Il faut expliquer au citoyen et préciser, à travers sa facture, la différence entre ce qu'il paie et le prix réel de sa consommation. Dans le domaine de l'économie d'eau, il y a toute une politique à faire. Outre le problème du gaspillage que nous devons bannir à travers des bonnes pratiques, il faudrait régler également celui des fuites d'eau estimées entre 20 et 40%. Il faut un travail de sensibilisation quant à l'utilisation de l'eau en impliquant les médias, l'école, la mosquée, mais, aussi, il faudrait cibler la subvention, les ressources au même titre que la demande. Il est également nécessaire de rationaliser l'utilisation de l'eau dans le secteur de l'agriculture, grand consommateur d'eau. Cette loi devra donc trouver les mécanismes d'équilibre entre l'offre et la demande.

Est-ce que le H24 est utopique ?

Vous savez chaque année, nous avons un risque de sécheresse. Il faut régler ce problème d'eau de manière définitive et simultanée. L'objectif d'avoir de l'eau H24 n'a pas de sens si le citoyen n'est pas sensibilisé sur la rationalisation de son utilisation. Il faut savoir que la dotation de consommation chez nous est de 180 litres/ha/j alors qu'en Europe elle varie entre 100 et 150 l/ha/j. La différence est énorme. Vu les conditions climatiques, nos ressources nous permettent de donner des quantités d'eau pendant une tranche horaire plus précise en attendant une amélioration.

■ W. O. H.

ÉGYPTE : Le Caire mise sur des usines de dessalement fonctionnant aux énergies vertes (Afrik21)

7 décembre 2020



Le gouvernement égyptien a l'intention d'acquérir de nouvelles usines de dessalement d'eau de mer pour renforcer l'approvisionnement en eau dans le pays. La particularité de ces installations est qu'elles fonctionneront exclusivement grâce aux énergies renouvelables.

Le caractère énergivore des stations de dessalement est l'un des principaux obstacles à l'investissement dans le secteur, pourtant nécessaire dans les pays au climat aride. L'Égypte est engagée depuis plusieurs années dans un plan visant l'exploitation des ressources en eau non conventionnelles, dans un contexte marqué par le stress hydrique qui s'accroît. Le gouvernement égyptien veut désormais construire des usines de dessalement qui fonctionneront avec de l'électricité produite à partir des sources renouvelables.

Selon le Mohamed Shaker, le ministre égyptien de l'Électricité et des Énergies renouvelables qu'il dirige travaille actuellement pour la mise en place d'usines de dessalement fonctionnant avec de l'électricité produite à partir des sources renouvelables, notamment le solaire et l'éolien ; le pays étant devenu l'un des pionniers dans le domaine en Afrique.

Le gouvernement compte s'appuyer sur les entreprises et les sociétés financières privées qui investissent déjà massivement dans les énergies renouvelables. Il pourra également compter sur l'accompagnement de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), l'agence allemande de développement avec qui des consultations sont déjà engagées.

Récemment, le gouvernement égyptien a annoncé son ambition de doter le pays de 19 usines de dessalement de l'eau de mer d'ici à 2022. Pour les 30 prochaines années, les autorités comptent mettre en place 67 usines de dessalement ; un ambitieux plan qui nécessitera un investissement global de 435 milliards de livres égyptiennes [27,4 milliards de dollars]. Cette ambition est conforme à la politique mise en œuvre dans le pays visant à promouvoir l'exploitation des ressources en eau non conventionnelles, à travers le dessalement de l'eau de mer pour le renforcer l'approvisionnement en eau potable, et la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation dans les zones arides, à l'instar de la péninsule du Sinaï.

Et si le plastique du futur provenait des boues d'épuration et des eaux usées ? (La Dépêche)

15/12/2020



Des chercheurs américains viennent de découvrir une méthode peu coûteuse pour produire des bioplastiques à partir de déchets non utilisés et potentiellement polluants. Une chose rendue possible grâce à l'utilisation d'une bactérie trouvée dans les eaux salées des mangroves.

Le sujet de cette étude est parti d'un constat simple : les Etats-Unis produisent sept millions de tonnes de boues d'épuration par an, soit l'équivalent de 2.500 piscines olympiques. Si une partie de ces déchets est réutilisée pour le fumier, voire d'autres types d'épandages, une importante quantité est envoyée en décharge. Après moult essais, une équipe de chercheurs de l'Université A&M du Texas a découvert une méthode efficace et peu coûteuse pour se servir de ces restes de boues d'épuration afin de fabriquer des plastiques biodégradables.

Publiés dans la revue American Chemical Society (ACS) Omega, leurs travaux se basent sur une souche bactérienne trouvée dans les mangroves, la *Zobellella denitrificans* ZD1. Ils se sont aperçus que cette dernière était capable de consommer des boues et des eaux usées pour produire du polyhydroxybutyrate, un polymère biodégradable qui peut servir de substitut au pétrole.

"Le prix des matières premières pour cultiver des bactéries productrices de biopolymères représente 25 à 45% du coût de production total de la fabrication de bioplastique. Ce coût peut assurément être considérablement réduit si nous pouvons exploiter une ressource alternative moins chère et facilement accessible. Nous venons de démontrer qu'il existait un moyen potentiel d'utiliser les boues activées (...) pour fabriquer des plastiques biodégradables", explique le Dr Kung-Hui (Bella) Chu, l'une des principales auteures de l'étude. Non seulement cette trouvaille pourrait permettre de réduire l'impact des déchets sur l'environnement, mais en plus elle offrirait l'opportunité de rendre les coûts des bioplastiques plus compétitifs que les plastiques ordinaires.

Pour parvenir à ce constat, les chercheurs ont choisi la bactérie *Zobellella denitrificans* ZD1, que l'on trouve habituellement dans les eaux salées des mangroves. Ils ont ensuite testé la croissance et la capacité de cette bactérie à produire du polyhydroxybutyrate dans trois conditions : le glycérol pur, le glycérol contenant du sel et des acides gras, et les boues activées par les eaux usées. Ils ont découvert que la bactérie était capable de produire du polyhydroxybutyrate dans les trois cas, même si ce dernier était fabriqué en quantités inférieures dans les boues d'épuration par rapport au glycérol brut. Avec cette découverte, les scientifiques "propos[ent] désormais une méthode peu coûteuse et durable pour fabriquer des bioplastiques et une autre façon de réutiliser les biodéchets dont l'élimination est coûteuse".

Aéris, station nouvelle génération à Cagnes-sur-Mer (Tribuca.net)

23 décembre 2020



Le futur de l'épuration se prépare à Cagnes-sur-Mer, où Veolia a réalisé la toute première station à énergie positive au monde.

La techno est déjà à l'œuvre, alors que les finitions s'achèvent pour Aéris, qui a su se jouer des contraintes, entre autoroute et voie ferrée, derrière l'hippodrome cagnois. Une techno appréciée à sa juste valeur pour la toute première fois ce 15 décembre par un collectif d'industriels locaux rassemblés sous la bannière ATI-CA. Un privilège. Et pour beaucoup une sacrée surprise devant les défis relevés par la structure qui place Cagnes en pointe mondiale sur le volet du traitement des eaux optimisé. Coût total de l'opération siglée Veolia : 110,8M€, exploitation comprise, financés par un pool de collectivités locales rassemblées en syndicat (le SYMISCA, présidé par Louis Nègre, qui réunit Métropole NCA, Saint-Paul de Vence, La Colle-sur-Loup et Villeneuve-Loubet), plus un petit coup de pouce de l'ADEME (à hauteur de 16,8M€).

"L'usine de demain"

"On est au-delà de la vocation d'autonomie en énergie, c'est la première usine, sans doute au monde, à proposer de l'énergie positive, c'est-à-dire qu'elle produit plus que ce qu'elle consomme", synthétise André Maitrejean, responsable du service usine/assainissement pour Veolia Eau 06. Une production incarnée en biogaz qui alimentera à terme l'équivalent de 1.000 logements sur la commune de Cagnes-sur-Mer, pour une production journalière d'environ 150m³.

Côté auto-consommation, on aura misé sur les pompes à chaleur. Et rien ne se perd : les boues, rejets ultimes des eaux usées, sont séchées et transformées en granulats, qui alimenteront les chaudières du cimentier Vicat, dans les Paillons. On pourrait aussi en faire de l'épandage, mais le territoire azuréen ne s'y prête pas. *"Nous ne sommes plus sur un concept de station d'épuration, mais sur le principe d'une usine de revalorisation, toutes les nouvelles usines qui seront construites dans l'avenir seront conçues sur ce modèle."* Et ce n'est qu'un début : *"cette production de biogaz est calquée sur la capacité de l'ouvrage. Nous sommes ici sur un équipement dévolu à 160.000 habitants, c'est une grosse unité."*

L'ancienne usine du boulevard de la Plage, elle, sera transformée en parc paysager. Pour faire fonctionner cette super-structure, une équipe réduite de huit personnes, dévolues à la surveillance et à la maintenance de matériels hi-tech totalement automatisés. *"Ici, il y a un pilote -c'est l'exploitant- avec un équipage de 'mécaniciens'. Dans la continuité de service requise et la qualité du traitement imposée."* Les témoins du jour ont été visiblement impressionnés, les questions ont fusé tout au long de la visite. Une visite qui sera, dès les travaux achevés, proposée aux scolaires, pour parfaire leur culture du développement durable vue par le bout industriel de la lorgnette.

7. Eau et pandémie

Méditerranée du Futur « de la peste au Covid-19 », une journée de débat sur les pandémies (Madeinmarseille)

30 novembre 2020

La 4e édition de Méditerranée du Futur organisé par la Région Sud, se déroulera en version digitale le 1er décembre. Sur le thème : « 1720 – 2020 : de la peste au Covid-19, 300 ans de résistance aux pandémies en Méditerranée », il donnera notamment la parole à Didier Raoult, Directeur de l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée infection, spécialiste des maladies infectieuses et professeur de microbiologie.

Enjeu climatique, jeunesse et innovation puis investissement. Tels étaient les thèmes des précédentes éditions. Au vu de la situation sanitaire qui paralyse le monde, l'acte IV de Méditerranée du Futur sera cette année consacré à la question des pandémies en Méditerranée. Organisé par la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, ce rendez-vous réunit habituellement plus de 1000 participants, parmi des acteurs économiques et publics de haut niveau en provenance de 30 pays différents.

Sur le thème « 1720 – 2020 : de la peste au Covid-19, 300 ans de résistance aux pandémies en Méditerranée », différents échanges se dérouleront tout au long de la journée, entre allocutions, tables rondes, ateliers et colloque. Pour étayer cette thématique avec une focalisation particulière sur la Méditerranée, plusieurs spécialistes et représentants internationaux seront présents autour du Président de Région Renaud Muselier : le Prince Albert II, prince de Monaco, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Nasser Kamel, secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée ainsi que Didier Raoult, directeur de l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection.

Cet événement mettra en lumière l'histoire méditerranéenne, riche de ses expériences pandémiques, et le rôle de Marseille et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans la réflexion et l'action pour y faire face.

Retrouvez toutes les informations sur le site : <https://mediterraneedufutur.com/en/home/>

Un jour en reconfinement avec : Olivier Eloy, directeur général d'Eloy Water (Environnement Magazine)

2 décembre 2020



Alors que, pour tenter d'endiguer la propagation du Covid-19, le gouvernement a ordonné un deuxième confinement, comment les collectivités locales et les entreprises des secteurs de l'environnement traversent-elles cette nouvelle épreuve ? Quelles leçons ont-elles tirées du premier confinement ? Comment envisagent-elles l'avenir désormais ? Environnement-magazine.fr donne aujourd'hui la parole à **Olivier Eloy, directeur général d'Eloy Water, société spécialisée dans le traitement des eaux usées et la récupération des eaux de pluie basée à Sprimont, en Belgique, et fortement implantée sur le marché français.**

Comment avez-vous vécu l'annonce du second confinement ?

Assez sereinement, cela n'a pas été une très grande surprise pour nous. Notre équipe SQE (QSE, ndlr) est continuellement en lien avec les autorités pour s'adapter aux différentes mesures et cela s'imposait d'un point de vue sanitaire. Au niveau de l'organisation de l'entreprise, nous étions prêts également.

Quelles leçons avez-vous tirées du premier confinement ?

Tout d'abord, qu'il est possible de réinventer notre façon de collaborer. Le télétravail a trouvé sa place dans notre organisation. Ensuite que l'entreprise est résiliente, grâce notamment à nos collaborateurs. En très peu de temps et pour suivre la forte demande de nos produits, nous avons pu mettre en place une double coulée. Nous avons traversé cette épreuve tous ensemble. Nous en ressortons plus forts.

Quels sont les principaux obstacles que vous rencontrez ?

L'obstacle principal est la distance. Nous avons besoin de contact, de proximité. "L'entreprise, ça se vit". Ce qui nous manque à tous est de pouvoir partager ensemble les moments clés de l'entreprise.

Comment la crise impacte-t-elle votre activité professionnelle ?

Paradoxalement, la crise "dope" notre activité professionnelle. Notre usine de production tourne désormais 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et cela grâce à la grande capacité d'adaptation de nos équipes.

On a beaucoup parlé de « l'après-Covid » ; comment envisagez-vous l'avenir désormais ?

Déjà, on le regarde avec impatience... Vivement l'après ! Cependant, le Covid n'a en rien impacté les développements futurs de l'entreprise, que ce soit au niveau des nouveaux produits, qui seront lancés en février 2021, ou de notre transition vers un développement durable. La protection de l'environnement reste notre priorité.

Les marins-pompiers traquent le virus dans les eaux usées de toute la région (Gomet)

4 décembre 2020



Les marins-pompiers marseillais ont fait une démonstration de test des eaux usées devant l'hôtel de Région

Depuis plusieurs mois, le bataillon des marins-pompiers de Marseille analysent les eaux usées de Marseille pour suivre l'évolution du virus. Cette technique permet d'anticiper l'apparition de clusters avec six jours d'avance. Lors d'une conférence de presse mercredi 2 décembre, le contre-amiral Patrick Augier, le président de Région, Renaud Muselier et l'adjointe à la santé de la mairie de Marseille, Christine Juste, ont présenté les dernières avancées du travail des marins-pompiers pour lutter contre l'épidémie.

Une baisse confirmée de l'épidémie dans la région

Sur Marseille, le niveau de précision permet par exemple d'avoir une cartographie de la présence du virus par zone. « Cette cartographie réalisée depuis quatre semaines sur le territoire marseillais permet d'observer une baisse constante de la présence du virus dans les eaux usées et d'anticiper les futurs clusters », annonce Renaud Muselier lors de la conférence de presse. Les dernières données (cf. carte ci-dessous) relevées le 1er décembre semblent indiquer un taux plus important dans les quartiers Nord de la ville. Les derniers chiffres de l'ARS confirme le recul de l'épidémie dans la région avec un taux d'incidence tombé à 134 contre 439 il y a deux semaines et un taux de positivité divisé par deux (10%).



Les grandes villes de la région vont tester la technique

L'efficacité du dispositif a convaincu les autorités locales et les élus de l'étendre désormais à la région Provence-Alpes Côte d'Azur. Dans les jours qui viennent, le bataillon des marins-pompiers de Marseille va travailler sur cinq nouvelles intercommunalités : Nice, Toulon, Avignon, Digne-les-Bains et Briançon. « Ce sera un outil essentiel pour éviter un troisième confinement. Nous allons prendre notre destin en main, et nous allons prendre le virus de vitesse », espère Renaud Muselier.

L'agence de l'eau Rhin-Meuse lance un appel à manifestation d'intérêt « Eau et Santé » (L'Eau, l'Industrie, les Nuisances)

14 décembre 2020



Les organismes de recherche sont invités à candidater auprès de l'agence de l'eau avant mars 2021 afin de présenter un **projet de recherche et d'expérimentation sur les risques microbiologiques**. Depuis plusieurs années, **cet enjeu devient crucial avec le réchauffement des eaux qui favorise la présence de bactéries et d'algues toxiques, et résonne d'autant plus dans cette période épidémique que nous traversons.**

Afin d'identifier et approfondir les enjeux sanitaires d'aujourd'hui et de demain, et d'expérimenter des moyens de les prévenir pour réduire leurs impacts, l'agence de l'eau Rhin-Meuse lance une série d'AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) sur la thématique "**Eau et Santé**". Cette première édition porte sur les risques microbiologiques. Une enveloppe d'1 million d'euros sera répartie entre les projets retenus.

L'eau est indispensable à tout être vivant, son usage quotidien fait d'elle un élément déterminant qui a un impact direct sur notre santé et sur celle de l'ensemble des organismes vivants. L'agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite aborder le sujet de la santé avec une vision globale car nous entrons en contact avec l'eau par différents biais : directement bue, ingérée par la consommation d'animaux marins, ou encore contact physique lors de baignade.

Cette approche ne se limitera donc pas uniquement à la santé physique, mais aussi à la prise en compte de l'interface entre les humains, les écosystèmes et les animaux. Avec l'aide des porteurs de projets et des acteurs locaux du bassin Rhin-Meuse, l'agence de l'eau va pouvoir anticiper de futures problématiques et se projeter sur des solutions concrètes pour mieux préparer l'avenir au regard d'un phénomène qui se développe : le réchauffement climatique.

« L'agence de l'eau Rhin-Meuse a fait le choix de valoriser le thème "Eau et Santé" dans le cadre de ce nouvel appel à manifestation. Le lien entre santé et gestion de l'eau est intime. Il est donc de notre responsabilité en tant qu'acteur de la bonne qualité de l'eau dans notre région de prendre connaissance de l'interpellation des scientifiques à ce sujet et d'agir avec des solutions concrètes. Les risques microbiologiques représentent un réel challenge pour nous et c'est pourquoi nous souhaitons raisonner globalement en inscrivant ce rendez-vous récurrent avec le monde scientifique, tout en agissant localement », affirme Marc Hoeltzel, directeur général de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Activités conjointes UPM-IME sur la Task Force WASH - 2ème webinaire sur les réponses de l'UPM au COVID-19 : Nexus Eau et Santé Publique – Rapport politique

15 Décembre 2020



Dans le cadre d'une étude lancée par le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UPM) et suite au 1^{er} webinaire qui s'est tenu le 19 novembre dernier, l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) a été chargé d'organiser un 2^{ème} webinaire sous la forme d'un panel dans le but de poursuivre la discussion sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) dans le contexte de la COVID-19.

L'objectif de cette approche était de **promouvoir quatre projets démonstratifs** pouvant être reproduits dans les pays méditerranéens en matière d'assainissement de l'eau et d'hygiène. Cette démarche vise à faciliter un cadre incitatif, qui réponde plus efficacement aux besoins en matière de services d'assainissement et d'eaux usées (y compris la réutilisation) et de promouvoir les solutions innovantes.

Le programme WASH vise à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, conditions d'une hygiène plus sûre. Pour cela, il faut se référer à la SDG 6.2 : *accès pour tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats.*

Ce webinaire a réuni près de **60 participants** représentant les parties prenantes de la communauté méditerranéenne de l'eau et de l'environnement, organismes et réseaux régionaux, professionnels publics et privés, collectivités locales et territoriales de **11 pays du pourtour méditerranéen** (Allemagne, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Liban, Malte, Maroc, Tunisie, Turquie).

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat Général de l'IME (info@ime-eau.org).

Post de Franck Galland, Président de Environmental Emergency & Security Services : COVID-19 | En premières lignes : Veolia face à la crise (LinkedIn)

31 décembre 2020



The screenshot shows a LinkedIn post by Franck Galland, CEO of Environmental Emergency & Security Services. The post is dated 2 days ago and has been modified. The text of the post is as follows:

À l'heure où 2020 s'achève, ce film chargé d'émotion rendant un bel hommage aux opérateurs de réseaux essentiels à la vie que j'ai le plaisir et l'honneur de servir. Durant le premier confinement, ils ont été en première ligne pour assurer la continuité de services critiques aux populations et aux hôpitaux (distribution d'eau, traitement des eaux usées, collecte de déchets, ...). Ils continuent à répondre présents malgré cette crise sanitaire qui s'éternise. Un profond respect pour eux. Je leur souhaite une belle année 2021, qui, je l'espère, verra un terme définitif à cette situation de crise inédite.

Below the text is a link: <https://lnkd.in/ddeNTdz>. The post has 21 likes and 1 comment.



The screenshot shows a comment by Alain Meyssonier, Directeur général adjoint international et partenariats Eaux de Marseille, posted 2 days ago. The text of the comment is as follows:

L'Institut Méditerranéen de l'Eau est fiers de ses membres opérateurs publics et privés qui œuvrent chaque jour dans l'ombre pour un accès à un service d'eau et d'assainissement de qualité pour le bien être des populations méditerranéennes 🙌🙌🙌

Below the text are the interaction options: "J'aime" (with 1 like), "Répondre", and "Partager".

Regardez la video : <https://youtu.be/m56HGJ2pAds>

8. Coopération avec UPM et autres partenaires

5eme Forum Régional de l'Union pour la Méditerranée : Les Ministres des Affaires étrangères définissent les domaines prioritaires pour renforcer la coopération et l'intégration régionale euro-méditerranéenne (EU Neighbours)

01-12-2020



Copyright: UfM

Le 5eme Forum Régional de l'Union pour la Méditerranée (UpM) s'est tenu le 27 Novembre dernier sous le nom « 25 ans : construire une Méditerranée plus forte ». Consolidé en tant que réunion annuelle des Ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UpM, le Forum Régional a permis de réaffirmer leur engagement envers les principes du Processus de Barcelone et de réitérer leur engagement dans le dialogue et la coopération euro-méditerranéens, ainsi que de mettre en évidence les domaines dans lesquels l'UpM doit redoubler d'efforts pour relever les défis actuels et futurs.

Les Ministres ont convenu de concentrer tout particulièrement les efforts pour l'année à venir vers une intégration plus poussée des économies par la promotion du commerce et des investissements, l'encouragement de l'action en faveur du climat et des modèles de croissance durables, et le soutien à la transformation digitale, tout en maintenant l'accent mis depuis longtemps par l'UpM sur l'émancipation et l'emploi des femmes, en particulier des plus jeunes.

Le Forum Régional a été précédé par la réunion ministérielle UE-Voisinage Sud afin de discuter de la meilleure façon d'avancer ensemble lors du renouvellement du partenariat tel que défini dans le cadre de la politique européenne de voisinage. Une conférence de la société civile a également été organisée virtuellement pour discuter de l'avenir de la coopération de la société civile dans la région et pour présenter la réussite de 25 initiatives par des acteurs de terrain pour promouvoir la coopération euro-méditerranéenne au quotidien.

Lire le communiqué de presse : <https://ufmsecretariat.org/fr/5th-regional-forum-news/>

La Journée internationale de la Méditerranée est née (EU Neighbours)

01-12-2020



Copyright: UfM

Les 42 États membres de l'UpM ont déclaré la « Journée internationale de la Méditerranée » lors du Forum régional de l'UpM d'hier. La cinquième édition du Forum était spéciale, car elle s'est déroulée 25 ans après le lancement du processus de Barcelone.

Coïncidant avec l'anniversaire de la Déclaration de Barcelone de 1995, qui a posé les bases de la création de l'UpM, la création de la « Journée internationale de la Méditerranée » a été déclarée hier par tous les États membres de l'UpM et sera fêtée chaque année le 28 novembre.

L'objectif de cette célébration est de contribuer à la promotion d'une identité méditerranéenne commune et de sensibiliser aux efforts entrepris quotidiennement par les parties prenantes dans toute la région pour renforcer la coopération et l'intégration dans la zone euro-méditerranéenne. La dimension culturelle sera également un élément important car elle sera l'occasion d'organiser des événements, des expositions et des festivals dans toute la région en vue de renforcer les liens entre les deux rives, de promouvoir les échanges et le dialogue interculturels et d'embrasser la diversité de la région.

Le 5e Forum régional de l'Union pour la Méditerranée (UpM) s'est tenu virtuellement sous le titre « 25 ans : construire une Méditerranée plus forte ».

Lire le communiqué de presse : <https://ufmsecretariat.org/fr/international-day-mediterranean-born/>

Mare latinu : La Corse attendue pour la 1ère journée internationale de la méditerranée de 2021 (France Bleu)

2 décembre 2020

Les 42 états membres de l'Union pour la Méditerranée ont déclaré le 28 novembre « journée internationale de la méditerranée ». La Corse au centre de cette méditerranée centre du Monde?



L'Union pour la méditerranée tenait la semaine passée son cinquième Forum Régional dans le cadre du 25ème anniversaire du processus de Barcelone.

Nasser Kamel, le secrétaire général de l'UpM précise ce que représente cette journée du 28 novembre : « Nous célébrerons alors notre histoire commune, notre vécu, notre culture, nos traditions et nos diversité culturelles. Mais il s'agira aussi de travailler sur les problématiques que nous traversons tous, le chômage notamment lié à la crise de la COVID...et évidemment les problématiques en terme de changement climatique, car je rappelle que la méditerranée se réchauffe 20% plus vite que le reste de la planète. Le 28 novembre ce sera, désormais, oui, une journée de réflexion et de célébration à propos de tout ce qui nous unit, mais aussi le renforcement de la coopération régionale dans tous les domaines qui concernent les peuples de méditerranée ».

La Corse : une place dans la préparation de cette journée internationale de la méditerranée ?

La méditerranée est au centre du Monde, et la Corse est au centre de la méditerranée et donc au centre du Monde. La Corse est un lieu avec de nombreuses cultures, beaucoup de diversité, une histoire riche, une histoire purement méditerranéenne. L'île a donc une place centrale dans cette méditerranée du futur. Ce sera une très bonne idée d'inclure la Corse dans notre célébration de l'année prochaine. Lorsque le président de la République Française, avait tenu le sommet du MED7 à Ajaccio, je n'avais hélas pu m'y rendre en raison de la pandémie, mais le choix de la Corse pour cette réunion était assez logique. La réalité géographique et culturelle fait de la Corse une partie intégrante de tout ce qui est méditerranéen. Et tout ce que représente cet espace.

Il reste à présent aux autorités locales d'inscrire la Corse dans la préparation de cette première journée internationale de la méditerranée du 28 novembre prochain.

Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE : « Il est important plus que jamais de construire un agenda commun » lors du 25^{ème} anniversaire du Processus de Barcelone (LeMatin.ma)

2 décembre 2020



Le 25^e anniversaire du Processus de Barcelone coïncide avec une période d'incertitude mondiale sans précédent, relève Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE. De nombreux pays euro-méditerranéens ont été gravement touchés par la pandémie de Covid-19 et tous en subiront les conséquences économiques, comme le soulignent les dernières Perspectives économiques de l'OCDE, ajoute-t-il dans cette tribune exclusive. «Il est maintenant plus important que jamais de construire un agenda commun !» souligne Angel Gurria.

En 1995, les dirigeants visionnaires de l'Union européenne et de communautés méditerranéennes proposaient une initiative audacieuse et résolument tournée vers l'avenir – le Processus de Barcelone – ayant pour objectif de renforcer les liens culturels, économiques et sociaux existant de longue date entre les deux rives de la Méditerranée, combler les divisions et apporter la prospérité dans la région. Cette année, nous célébrons le 25^e anniversaire de cette initiative historique. Pendant que le monde est confronté aux défis du Covid-19 et à la perspective d'un ralentissement économique prolongé, il apparaît clair que notre prospérité future dépendra de notre capacité à travailler ensemble.

En 1995, de nombreux éléments s'opposaient à la coopération euro-méditerranéenne : systèmes politiques différents, grands écarts de PIB entre pays pourtant voisins et une situation géopolitique complexe. Pourtant, il y avait une détermination à trouver un terrain d'entente pour favoriser la paix, la stabilité et la prospérité. Au cours des 25 dernières années, les sociétés méditerranéennes ont connu de profondes transformations, particulièrement en ce qui concerne le rôle des femmes dans la société et l'économie. L'OCDE a accompagné ce processus, en faisant de l'égalité entre les sexes un objectif central de notre organisation afin de promouvoir – avec nos partenaires méditerranéens – la pleine émancipation politique et économique des femmes. Les interactions culturelles, les nouveaux médias et les réseaux sociaux ont transformé nos sociétés. Aujourd'hui, nous pouvons facilement partager des idées, perspectives, films, musique ; nous nous connaissons à des niveaux que nous ne pouvions imaginer en 1995. Les peuples méditerranéens – en particulier les jeunes – partagent des valeurs, une aspiration à vivre en paix et en sécurité, et un espoir pour un environnement prospère et durable.

Lire la suite : <https://lematin.ma/journal/2020/angel-gurria-secretaire-general-locde-important-plus-construire-agenda-commun/348817.html>

"L'unité et le rassemblement des Méditerranéens sont plus que jamais nécessaires" (Econostrum)

3 décembre 2020

Par Karim Amellal, ambassadeur, délégué interministériel à la Méditerranée au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères



(Photo : CC BY-SA 4.0)

25 ans déjà, et un autre monde a remplacé celui dans lequel est né le Processus de Barcelone. Un monde sinon plus sombre, du moins plus inquiétant. Aujourd'hui domine parmi nous, Méditerranéens, l'effroi devant une pandémie mondiale, l'urgence climatique ou un terrorisme qui peut frapper, aveuglément, n'importe lequel d'entre nous.

Dans ce contexte, l'unité et le rassemblement sont plus que jamais nécessaires pour faire face aux défis qui sourdent, aux monstres qui surgissent des ténèbres. Sans coopération, nous ne réussissons pas. C'est ce qui fait la force de l'UpM, née il y a maintenant douze ans. L'Union pour la Méditerranée est à ce jour la seule organisation politique régionale de dialogue et d'échange réunissant l'ensemble des pays riverains aux côtés des États membres de l'Union européenne. Dans le contexte actuel où les tensions s'exacerbent, où les foyers de tumulte se multiplient, ce n'est pas rien !

Héritière du Processus de Barcelone, lancé en 1995 pour renforcer les relations entre l'Europe et les pays de la rive sud de la Méditerranée, l'UpM continue de promouvoir des modalités de coopération concrètes qui s'incarnent dans des projets ambitieux, en particulier dans des domaines comme le changement climatique, l'énergie ou l'économie bleue où les défis, de part et d'autre de la Méditerranée, sont les mêmes et où les solutions proviennent du sud autant sur du nord, de l'est comme de l'ouest.

Importance du dialogue avec les sociétés civiles

Naturellement, compte tenu des tensions qui, hélas, structurent cet espace mais aussi de l'ampleur des sujets et de leur brûlante actualité, cela ne va pas sans difficultés. C'est pourquoi il est essentiel de consolider ces échanges, en particulier autour du développement durable qui constitue une préoccupation majeure, désormais, de l'ensemble des sociétés méditerranéennes. Le numérique, l'entrepreneuriat, les villes et les territoires, la connaissance et la mobilité ou encore l'innovation doivent également structurer les politiques des États dans un dialogue permanent avec les acteurs des sociétés civiles. Dans ce contexte, l'UpM est un acteur important dont le rôle doit être renforcé.

L'échéance de fin novembre 2020 à Barcelone était primordiale à plus d'un titre. D'abord, dans le contexte de la pandémie mondiale que nous connaissons, c'était une occasion indispensable d'échange de vues et de concertation. Mais c'était aussi l'opportunité d'impulser une nouvelle dynamique à la politique de voisinage sud de l'UE, en particulier autour des axes évoqués plus haut. La France plaide pour sa part, avec d'autres, pour que l'instrument européen d'action auprès du voisinage sud soit plus développé, mieux structuré, à l'instar du Partenariat oriental de l'UE.

Enfin, je veux rappeler ici l'importance pour nous du dialogue avec les sociétés civiles, qui était déjà au cœur du Processus de Barcelone, voici vingt-cinq 25 ans. C'est pourquoi, avec nos amis et partenaires du 5+5 et l'Allemagne, nous avons organisé en 2019 le « Sommet des deux rives » qui a constitué un moment fort et original de cet échange continu que nous entretenons avec les acteurs de la société civile. Nous voulons poursuivre ce dialogue autour d'un agenda positif, mais aussi à travers des projets concrets qui en matérialisent l'esprit. Les inquiétudes et les défis qui sourdent de part et d'autre de la Méditerranée doivent susciter des réponses fortes, des actes ambitieux.

L'avenir des emplois dans le secteur de l'eau : opportunités pour les jeunes dans la région méditerranéenne après la crise de la COVID-19 (EU Neighbours)

08-12-2020



Copyright: UfM

L'Union pour la Méditerranée (UpM) encourage l'engagement et le leadership des jeunes dans tous les secteurs du développement social et économique. C'est pourquoi elle organise, le 10 décembre, le séminaire en ligne sur « L'avenir des emplois dans le secteur de l'eau : opportunités pour les jeunes dans la région méditerranéenne après la crise de la COVID-19 », en étroite collaboration avec le Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau et l'Association internationale des ressources en eau dans le cadre de l'assistance technique mise en œuvre par Greentech.

Dans la course à l'adaptation au monde d'après la pandémie et en ce qui concerne les questions liées à l'eau, la jeunesse est susceptible de jouer un rôle déterminant dans les efforts visant à relever les défis complexes qui se poseront à l'avenir dans le secteur de l'eau. Il s'agit notamment de faire face à des chocs similaires à ceux de la pandémie de COVID-19, en plus de mettre en œuvre les Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, qui sont étroitement liés les uns aux autres.

Le webinaire abordera les aspects pertinents des défis actuels auxquels les jeunes sont confrontés dans la région méditerranéenne, tels que l'identification des possibilités d'innovation et d'entrepreneuriat dans le secteur de l'eau, ainsi que la présentation des nouveaux métiers sur le marché du travail de l'eau après la crise de la COVID-19 et des compétences nécessaires pour s'y préparer.

Lire le communiqué de presse : <https://ufmsecretariat.org/future-water-jobs-post-covid-19-opportunities/>

Edition spéciale N°13 – WWC Members news

9 décembre 2020



L'EAU SERA LA NOUVELLE CONSCIENCE

De Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau

Chers amis de l'eau,

Une année si particulière s'achève. Le bilan provisoire de la pandémie est sévère. Des morts que l'on ne parvient plus à compter. Des convalescents aux séquelles si nombreuses. Des économies effondrées comme jamais. Pour autant, le futur doit être regardé au prisme de la volonté et de l'optimisme. Si les peuples se sont confinés, les idées, elles, ont continué à circuler. La solidarité a joué, les populations, les communautés, les nations, se sont entraïdées.

Des vaccins s'annoncent, qui peu à peu freineront la propagation du virus. Les marchandises, puis les hommes, traverseront à nouveau les frontières pour redonner un nouvel élan à la croissance et au développement. La satisfaction des besoins essentiels, l'eau, l'air, l'énergie, la nourriture, la santé, l'éducation reviendront au sommet de l'agenda.

Durant cette année écoulée, le monde a compris que l'eau associée au savon, était le premier, le plus simple et le plus accessible des gestes-barrière.

C'est la raison-d'être de notre Conseil Mondial de l'Eau d'assurer la sécurité des ressources en eau en quantité comme en qualité. En 2021 nous reprendrons le chemin qui mène à l'accès à l'eau pour tous. Nous demanderons aux responsables politiques d'assurer la mise en œuvre effective et équitable du droit à l'eau.

Avec le Président du Sénégal qui, comme nous, est convaincu que « l'eau est politique », nous allons ouvrir la route vers Dakar pour y présenter, dans un peu plus d'une année, une « famille » d'engagements et de réponses au plus près des populations démunis.

Accompagnez-nous dans cette voie, durant cette année où « l'eau sera la nouvelle conscience », une nouvelle conscience qui émergera au service de la paix et de la liberté.

C'est en tous les cas, le vœu que je formule pour notre planète, au seuil de cette nouvelle année.

Continuez à prendre soin des vôtres, et de vous-même, et soyez assurés de nos sentiments fidèle et respectueux.

NOUVELLES DE NOS MEMBRES

La Fédération Internationale des Opérateurs Privés de l'Eau (AquaFed), en collaboration avec une coalition d'organisations, a publié le 21 octobre une déclaration intitulée « L'eau c'est la vie, l'assainissement la dignité » sur le projet Right2Sanitation, appelant les institutions européennes à inscrire le droit humain à l'eau et à l'assainissement dans la législation européenne. Les signataires appellent les décideurs politiques à garantir un meilleur accès aux 10 millions de personnes qui n'ont toujours pas accès à des services d'assainissement sûrs dans l'UE. [Pour en savoir plus et télécharger la déclaration.](#)

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié le rapport phare "La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture" (SOFA) 2020. Cette publication est basée sur de nouvelles estimations concernant la pénurie d'eau et les pénuries dans l'agriculture, ainsi que le nombre de personnes touchées. Elle fournit des orientations sur la manière dont les pays peuvent établir des priorités en matière de politiques et d'interventions visant à surmonter les contraintes hydriques dans l'agriculture, tout en garantissant un accès efficace, durable et équitable à l'eau. [Pour en savoir plus](#) et [visionner la présentation interactive du SOFA.](#)

L'Association internationale de l'hydroélectricité (IHA) vient de publier XFLEX HYDRO, un rapport qui explore les nouvelles possibilités pour les centrales hydroélectriques de fournir au réseau européen des services innovants permettant plus de flexibilité à court terme et un appui au système électrique. [Pour en savoir plus et télécharger le rapport.](#)

La Global Water Operators' Partnership Alliance (GWOPA), une initiative d'ONU-Habitat, lance un appel à contributions pour préparer son 4e congrès mondial des WOPS, qui aura lieu l'année prochaine. Le besoin d'avoir des opérateurs performants est essentiel alors que nous sommes confrontés à des inégalités croissantes en matière de ressources et d'accès, à un environnement changeant rapidement et à une pandémie persistante. [Pour en savoir plus et partager vos points de vue.](#)

Le Réseau international des organismes de bassin (RIOB), en partenariat avec le Secrétariat international de l'eau (ISW-SIE), organise un nouveau webinaire intitulé "Participation des parties prenantes, de la société civile et des jeunes dans les bassins des rivières, lacs et aquifères" le jeudi 10 décembre (16h00-17h45 CET). L'événement permettra de présenter la meilleure façon d'organiser la mobilisation de parties prenantes pour une gestion participative des bassins hydrographiques. [Pour lire le programme](#) et vous [inscrire.](#)

L'Agence française de développement (AFD) s'associe à l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) pour lancer l'initiative régionale "Stress hydrique et changement climatique en Afrique du Nord", qui vise à promouvoir le dialogue sur les politiques publiques dans la région (Algérie, Egypte, Libye, Maroc et Tunisie) pour une période de 18 mois. Plus d'informations [ici.](#)

Pour les célébrations de la Journée mondiale des toilettes 2020, qui se sont tenues à travers le monde entier le 19 novembre, la Vice-présidente par intérim de la Banque africaine de développement pour l'agriculture, le développement humain et social a écrit un article intéressant sur la sensibilisation accrue à l'hygiène des toilettes. [Lire l'article.](#)

UN-Water a publié une déclaration commune pour la 31^e session extraordinaire de l'Assemblée générale en réponse à la pandémie COVID-19. La déclaration appelle à une réponse urgente pour renforcer la résilience, arguant que l'eau et l'assainissement restent essentiels pour contenir la pandémie et seront essentiels pour "mieux construire l'avenir". [Pour en savoir plus et télécharger l'appel.](#)

Le Partenariat Français pour l'Eau et Météo et Climat organisent en association avec l'Agence de l'Eau Adour Garonne et Météo-France une Journée scientifique dédiée au décodage des trois derniers rapports spéciaux du GIEC contenant un focus sur les ressources en eau. Intitulée « Quelles transitions pour l'Eau face au changement climatique ? », l'événement sera diffusé le 4 février 2021 en live streaming. [En savoir plus.](#)

Le 29 octobre 2020, le China Institute of Water Resources and Hydropower Research (IWHR) et l'Université Côte d'Azur (UCA) ont lancé conjointement le programme sur les crues subites, afin de proposer des solutions pour réduire les pertes dues à ces crues et apporter un apport théorique et technique à la réponse mondiale aux crues subites. [Voir le séminaire.](#)

L'Association internationale pour l'ingénierie et la recherche hydro-environnementales (IAHR) co-organise son sommet avec l'IWHR pour célébrer son 85^{ème} anniversaire du 14 au 16 décembre à Pékin, en Chine. L'événement combinera une série de conférences en ligne et hors ligne sur la recherche et l'ingénierie hydro-environnementales. [Rejoignez l'événement.](#)

Le Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau du Maroc a annoncé le lancement de la construction à Casablanca de la plus grande usine de dessalement d'eau de mer en Afrique. Le projet, doté d'un budget de 10 milliards de dirhams (1 milliard de dollars), fait suite à la construction de plusieurs usines de dessalement de l'eau à travers le pays pour faire face à la pénurie d'eau douce. [Plus d'informations ici.](#)

A propos du Conseil mondial de l'eau

Le Conseil mondial de l'eau (CME) est une organisation internationale multipartite fondatrice et co-organisatrice du Forum mondial de l'eau, dont la mission est de mobiliser des actions à tous les niveaux, y compris le plus haut niveau décisionnel, en engageant les gens dans le débat et en remettant en question la pensée conventionnelle sur les questions de la sécurité, de l'adaptation et de la durabilité de l'eau. Plus d'information sur [@wwatercouncil](http://www.worldwatercouncil.org)

A propos du Forum mondial de l'eau

Le Forum mondial de l'eau est plus grand événement international portant sur les défis liés à l'eau à travers le monde. Organisé tous les trois ans par le Conseil mondial de l'eau en collaboration avec un pays hôte, le Forum offre une plate-forme unique où la communauté de l'eau et les décideurs clés peuvent collaborer et établir des plans d'action à long terme. Le Forum réunit des participants de tous les niveaux et domaines, y comprenant les décideurs politiques, les organisations multilatérales, les organisations académiques, la société civile et le secteur privé. La 8^{ème} édition du forum, organisée en 2018 au Brésil, a réuni plus de 10 000 participants sous le thème du « Partage de l'eau ». La prochaine édition se tiendra à Dakar (Sénégal) en mars 2022 et aura pour thème « La Sécurité de l'eau pour la paix et le développement ». www.worldwatercouncil.org/world-water-forum

25 ans après : comment les jeunes perçoivent-ils le processus de Barcelone ? (EU Neighbours)

10-12-2020



Copyright: UfM

Dans le cadre du 25e anniversaire du processus de Barcelone, le « Programme régional de dialogue politique en Méditerranée du Sud » de la Fondation Konrad Adenauer (PoDiMed), en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée (UpM), coorganise une réunion en ligne de 90 minutes le 10 décembre pour discuter de la manière dont les jeunes perçoivent le processus de Barcelone.

L'événement a également pour objectif de mettre en lumière certaines initiatives en cours qui sont mises en œuvre sous l'égide de l'UpM. Cette rencontre virtuelle réunira des jeunes intervenants des deux rives de la Méditerranée.

En ce qui concerne les défis auxquels sont confrontés les jeunes de la région, le processus de Barcelone souligne que « les échanges de jeunes devraient constituer le moyen de préparer les générations futures à une coopération plus étroite entre les partenaires euro-méditerranéens. Un programme euro-méditerranéen d'échanges de jeunes devrait donc être mis en place, sur la base de l'expérience acquise en Europe et en tenant compte des besoins des partenaires ». Dans le même temps, avec un taux de chômage moyen de 30 % parmi les jeunes, la région euro-méditerranéenne affiche l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés au monde.

Sénégal – 9ème Forum mondial de l'eau : le Secrétariat exécutif appuyé par l'OMVS (VivAfrik)

12 décembre 2020



Bonne nouvelle pour les organisateurs du 9ème Forum mondial de l'eau prévu du 21 au 26 mars 2022 au Centre international de conférences Abdou Diouf de Diamniadio, situé à une trentaine de kilomètres de Dakar, la capitale Sénégalaise. En effet, l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) a apporté un soutien financier en vue de la préparation de ce Forum mondial de l'eau. C'est dans optique que le Haut – Commissaire de l'organisation sous-régionale, Hamed Diané Séméga, a remis un chèque de 200 millions de francs CFA au Secrétariat exécutif dudit forum en guise d'appui à l'organisation.

La cérémonie officielle de remise de cet appui financier s'est tenue, ce vendredi 11 décembre 2020, dans les locaux de l'OMVS à Dakar. Elle a noté la présence du Secrétaire exécutif du 9ème Forum mondial de l'eau, Abdoulaye Sène, du Directeur général de la Société de gestion et d'exploitation de Manantali (SOGEM), Tamsir Ndiaye, entre autres.

Il s'agit notamment, d'une contribution qui a été mobilisée, à la demande du Haut – Commissaire de l'OMVS, par la Sogem. Laquelle est une société de gestion du système de l'OMVS chargée de l'exploitation de l'énergie hydroélectrique produite par les barrages de Manantali et Félou (au Mali).

Cet appui financier pour l'année 2021 s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre l'OMVS et le Secrétariat exécutif du forum, scellé par un protocole d'accord les engageant à «travailler ensemble pour la réussite du forum à travers les quatre priorités thématiques retenues, et particulièrement la priorité "coopération"», a affirmé Hamed Diané Séméga.

Ainsi, les deux parties portent le plaidoyer sur les questions relatives à la gestion des ressources en eau transfrontalières dans un cadre de «paix et de stabilité, la promotion de l'approche de gestion par bassin et le développement socio-économique des territoires ruraux».

Sous ce rapport, l'OMVS, désignée partenaire « stratégique central » dans cette priorité « coopération », s'est engagée à « jouer le rôle de leader et à appuyer le Sénégal dans la mobilisation des ressources nécessaires à l'animation du groupe de travail et le soutien des projets dans le cadre de l'initiative Dakar 2021 ».

Vers la tenue d'un sommet africain en prélude au 9ème Forum mondial de l'eau (VivAfrik)

14 décembre 2020



Le secrétaire exécutif du 9ème Forum mondial de l'eau, Abdoulaye Sène a indiqué, vendredi 11 décembre 2020 que le Sénégal prévoit l'organisation d'un sommet africain en prélude au 9ème Forum mondial de l'eau prévu du 21 au 26 mars 2022 au Centre international de conférences Abdou Diouf de Diamniadio.

« Il (Ndlr : Macky Sall) veut que le forum apporte des réponses concrètes à l'Afrique et au monde entier. C'est pourquoi il a décidé d'organiser un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, auquel prendront part les grandes institutions internationales », a révélé le secrétaire exécutif du neuvième Forum mondial de l'eau.

Il intervenait à une cérémonie de remise, par l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), d'un chèque de 200 millions de francs CFA au secrétariat exécutif du forum, en guise de contribution à l'organisation de cette rencontre.

Lors du dernier sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine, la décision avait été prise d'organiser un « sommet spécial » sur l'eau, en marge du Forum mondial de l'eau, selon le secrétaire exécutif du 9ème Forum mondial de l'eau.

« Je suis convaincu que les chefs d'Etat de l'OMVS feront également bloc autour du président de la République (Macky Sall), pour la préparation de cet événement », a-t-il ajouté.

Selon Abdoulaye Sène, l'OMVS fait aujourd'hui figure de modèle, de « source d'inspiration » dans tout ce qui se fait en matière de coopération transfrontalière pour la gestion des eaux.

« Vous avez été les premiers à soutenir la candidature du Sénégal, mais également et à signer un protocole d'accord pour le soutien de l'OMVS au Sénégal, pour la bonne organisation du forum », s'est-il réjoui, s'adressant au délégué venu lui remettre la contribution de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal.

Jean-Luc Ivaldi, nouveau Directeur Général de la Société du Canal de Provence (SCP)

14 décembre 2020



Le nouveau directeur général de la **Société du Canal de Provence** et d'aménagement de la région provençale, **M. Jean-Luc Ivaldi**, prendra officiellement ses fonctions le lundi 14 décembre 2020 pour succéder à M. Bruno Vergobbi, ce dernier partant à la retraite. Il sera ainsi le 6ème directeur général de la Société depuis sa création en 1957.

Agé de 53 ans, M. Jean-Luc Ivaldi est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence et titulaire d'un DEA en analyse économique. Il fut assistant parlementaire de 1993 à 1995 puis directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Claude Gaudin à la Mairie de Marseille de 1995 à 2008, avec une période où il assura en parallèle une fonction de chargé de mission au cabinet de Renaud Muselier au Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères, de 2002 à 2005.

M. Jean-Luc Ivaldi fut ensuite directeur général d'Habitat Marseille Provence (office public de l'habitat) de 2008 à 2018, avant d'être nommé, en février 2018, directeur général adjoint des services de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Lire le communiqué de presse :

<https://canaldeprovence.com/app/uploads/2020/12/COMMUNIQUE-DE-PRESSE-JEAN-LUC-IVALDI-NOUVEAU-DIRECTEUR-GENERAL-DE-LA-SCP-101220.pdf>

Forum mondial de l'eau-Dakar 2022 : Réfléchir à des solutions adaptées pour résoudre les problèmes d'eau et d'assainissement (Pressecotedivoire.ci)

15 décembre 2020



Avec le report du 9^{ème} Forum Mondial de l'Eau prévu à Dakar, à la date du 21 au 26 mars 2022, les parties prenantes impliquées dans le processus préparatoire auront une année supplémentaire pour préparer ce grand rendez-vous tant attendu et qui devra aider à assurer la sécurité de l'eau partout et pour tous. Ce report dû à la progression de la pandémie de Covid-19 à travers le monde permettra de renforcer les efforts déjà faits dans le cadre du processus préparatoire pour que la prochaine édition du Forum, placée sous le thème de la « Sécurité de l'eau pour la Paix et le Développement », soit une réussite historique.

Le Forum offrira une plate-forme unique aux professionnels et aux décideurs pour répondre à la priorité d'accélérer et d'amplifier l'accès à l'eau et l'assainissement à travers le monde. Les partenaires et les nombreux acteurs du monde entier qui se sont mobilisés dans le cadre du processus préparatoire, notamment dans l'élaboration du contenu thématique, méritent des félicitations et des remerciements pour la qualité du travail déjà réalisé. Cette mobilisation exceptionnelle sera renforcée jusqu'au Forum par de nombreux événements préparatoires sur tous les continents afin de placer l'eau au centre des décisions politiques.

Rappelons que le Forum de Dakar introduira, par rapport aux précédents, des innovations majeures articulées autour des composantes suivantes :

- **Premièrement**, autour d'un processus inclusif décloisonné multi-acteurs avec l'ensemble des parties prenantes, qui vont intervenir dans les groupes de travail structurés autour des 04 priorités : « Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement », « Coopération », « Eau pour le développement rural » et « Outils et moyens » ;
- **Deuxièmement**, autour d'un Sommet des Chefs d'Etat, de Gouvernement et des grandes institutions internationales, pour lancer un message et une initiative politique historique, en vue de catalyser les actions notamment, pour la réalisation rapide de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement ;
- **Troisièmement**, autour de la mise en œuvre de l'Initiative Dakar 2021 qui vise, durant la phase préparatoire, à sélectionner des projets pertinents, innovants, reproductibles, produisant des résultats à court terme, à impact durable autour des priorités du Forum.

Le Forum sera préparé et organisé dans un contexte particulier car la pandémie de la Covid-19 conforte l'urgence de mobiliser la communauté internationale dans toute sa diversité et à tous les niveaux, pour un Forum efficace (aux plans social, politique, économique), un Forum innovant, catalyseur de l'action pour des engagements continentaux et mondiaux afin que la sécurité de l'eau pour la paix et le développement soit assurée partout et pour tous, aujourd'hui et demain.

Le Forum mondial de l'eau de Dakar offrira ainsi aux acteurs de l'eau et de l'assainissement, en Afrique et dans le monde, une plateforme d'échanges, de partage d'expérience et de plaidoyers pour placer l'eau et l'assainissement au cœur des priorités dans tous les pays. C'est un rendez-vous à ne pas manquer et tous ceux qui ne sont pas encore impliqués dans le processus préparatoire sont invités à se joindre aux efforts en cours, en s'inscrivant notamment dans les groupes consultatifs, pour jouer un rôle de premier plan dans le processus préparatoire et l'organisation du Forum, et contribuer ainsi à sa réussite.

L'AVITEM et l'IME joignent leurs expertises (Econostrum)

17 décembre 2020



Les deux associations s'unissent pour mieux lutter contre le changement climatique et promouvoir un développement intégré et durable (photo : BL)

MEDITERRANEE. L'Agence des Villes et Territoires Méditerranéens (Avitem) et l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) ont signé, jeudi 17 décembre 2020 à Marseille, une convention de partenariat.

Ce texte va permettre aux deux parties de travailler sur des sujets communs - notamment la lutte contre le changement climatique et la promotion d'un développement intégré et durable - et de conduire des actions concrètes en valorisant leurs expertises réciproques. La convention prévoit ainsi un partage des modes d'action bénéfiques dans les processus de développement urbain et territorial à travers l'échange d'expériences, l'organisation d'ateliers, le renforcement de capacités, une valorisation de la coopération entre institutions des pays membres de l'Union pour la Méditerranée développant des expertises liées aux thématiques du développement urbain et territorial et de la gestion de la ressource en eau. Ceci s'accompagnera de partage d'informations et de supports de visibilité.

L'AVITEM et l'IME prévoient de mener plusieurs actions ensemble. Ils veulent "solliciter les membres et partenaires sur tout projet traitant de la construction de la ville méditerranéenne durable, de la problématique de l'eau, de la coopération multilatérale sur le sujet et des actions et programmes concernant, notamment une meilleure connaissance des comportements et expériences dans le domaine de l'eau en Méditerranée, en particulier au regard des perspectives de développement urbain durable, résilient et inclusif". Les deux associations basées dans la cité phocéenne proposeront également aux experts de participer et ou d'intervenir dans le cadre de manifestations, colloques et réunions sur des thématiques liées à leurs centres d'intérêt et de recherche.

Lire le communiqué de presse :

<https://avitem.org/fr/content/linstitut-m%C3%A9diterran%C3%A9en-de-leau-et-lavitem-deviennent-partenaires>

Vers un nouveau plan d'action stratégique de développement urbain de l'UpM pour 2040 (EU Neighbours)

17-12-2020



Copyright: UfM

La deuxième réunion de la plate-forme régionale de l'UpM sur le développement urbain durable a eu lieu le 10 décembre 2020. Au cours de la réunion, les participants ont recommandé par consensus l'adoption du Plan d'action stratégique de développement urbain pour 2040 de l'UpM pour des villes et des communautés durables, résilientes et inclusives dans la région méditerranéenne, ainsi que de son Plan d'action pour des logements durables et abordables.

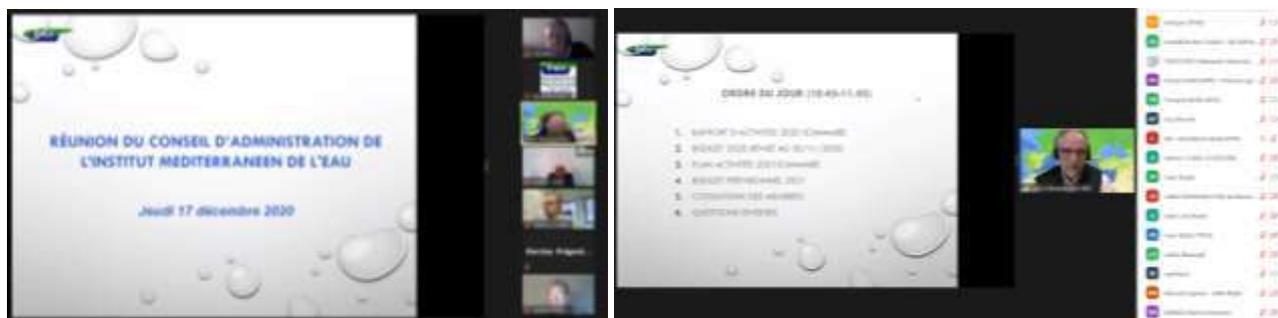
Près de 90 représentants des États membres de l'UpM, d'organisations intergouvernementales, d'universités, d'ONG, d'institutions financières internationales et de bailleurs de fonds ont assisté à cette réunion.

Le Plan d'action stratégique de développement urbain pour 2040 de l'UpM et son Plan d'action pour le logement forment un pont entre les objectifs politiques, économiques, sociaux et écologiques communs, entre les défis et les opportunités actuels et émergents, entre le Nord et le Sud, entre les gouvernements, la société civile et les entreprises, entre la science et la politique, et entre les politiques et les actions, qui favorise les synergies, l'harmonie et la solidarité dans la planification, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intégrées dans le cadre de l'objectif global de renforcement de la paix, de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité partagée dans la région.

Lire le communiqué de presse : <https://ufmsecretariat.org/urban-agenda-meeting/>

Conseil d'Administration et Assemblée Générale Ordinaire de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)

17 décembre 2020



L'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME), association française Loi 1901, créée en 1982 et regroupant une centaine de membres issus de la communauté méditerranéenne de l'eau et de l'environnement (collectivités locales et territoriales, entités publiques et privées, experts hydrauliciens) a tenu son **Conseil d'Administration** et son **Assemblée Générale Ordinaire** en mode virtuel le 17 décembre 2020. Au cours de ces réunions statutaires, le président Alain Meyssonier a présenté les activités réalisées durant l'année 2020 dans un contexte de pandémie.

L'occasion lui a été donnée de souhaiter la bienvenue à **trois nouveaux administrateurs délégués à l'IME** représentant trois collectivités locales, à savoir :

- **Mme Perrine Prigent**, Conseillère Municipale en charge de la valorisation du patrimoine et de l'amélioration des espaces publics, **Ville de Marseille**
- **Mr Didier Réault**, Vice-président en charge du cycle de l'eau, de la GEMAPI et de la Mer, **Aix-Marseille Provence Métropole**
- **Mr Philippe Vitel**, Député Honoraire, Vice-Président délégué à l'Identité Régionale, aux Traditions et aux Relations entre la Défense et la Région, **Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur**



Il est également important de signaler que **Mr Mokhtar Bzioui**, expert international marocain spécialisé en gestion des ressources en eau, ancien trésorier général du Conseil Mondial de l'Eau, ancien directeur de la recherche et de la planification de l'eau au sein du Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau du Royaume du Maroc, a été nommé **Président du Comité Scientifique et Technique de l'IME**.

Retrouvez-nous sur www.ime-eau.org & www.linkedin.com/in/ime-institut-méditerranéen-de-l-eau-7b1b5201

Appel à projets franco-marocain 2019-2021 - Troisième tranche (Diplomatie.gouv.fr)

19 décembre 2020

Le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE, Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales) et le ministère marocain de l'Intérieur (Direction Générale des Collectivités Territoriales) décident d'ouvrir un troisième dispositif conjoint triennal en soutien à la coopération décentralisée entre collectivités françaises et marocaines, du 8 février 2019 au 31 décembre 2021.

La troisième tranche 2019-2021 de l'**appel à projets sera ouverte en France et au Maroc du 14 décembre 2020 au 16 mars 2021 minuit pour toutes les collectivités**. Les projets devront être portés par des collectivités territoriales françaises et marocaines et pourront bénéficier d'un soutien financier de 12 mois.

Douze thèmes prioritaires de coopération dans le cadre de la régionalisation avancée ont été retenus pour cet appel à projets :

1. Gouvernance territoriale et régionalisation ;
2. Services publics locaux – renforcement des capacités et ressources humaines, formation ;
3. Transformation numérique et digitalisation des services publics aux citoyens ;
4. Développement durable : sécurité alimentaire et agriculture durable, diffusion des pratiques de lutte contre les dérèglements climatiques et contre les différentes formes de pollution, localisation des ODD ;
5. Valorisation des espaces publics, du patrimoine historique et des produits du terroir ;
6. Planification et aménagement du territoire ;
7. Tourisme durable ;
8. Développement économique local ;
9. Jeunesse et insertion professionnelle,
10. Gestion de la crise sanitaire : hygiène, santé, organisation du travail, télétravail, communication avec les populations ;
11. Agriculture et l'alimentation : organisation du travail dans des filières agricoles, production et commercialisation ;
12. Appui social : soutien aux personnes en difficulté ou isolées, aux personnes vulnérables (femmes et enfants battus, handicapés), enseignement à distance.

Cet appel à projets vise à consolider les partenariats en cours, à favoriser de nouvelles coopérations entre Maroc et la France et met l'accent sur les formations des agents et élus des collectivités territoriales marocaines. Le MEAE a augmenté la part de valorisation des collectivités françaises à hauteur de 50%. Cette initiative démontre la volonté des deux pays de développer la coopération entre ses autorités locales respectives au bénéfice des populations.

Pour en savoir plus : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/appels-a-projets-et-fonds-en-soutien-a-la-cooperation-decentralisee/appel-a-projets-franco-marocain/>

Un atelier de l'UpM traite du rôle de la diplomatie scientifique dans la région méditerranéenne (EU Neighbours)

22-12-2020



Copyright: UfM

Les 15 et 16 décembre 2020, l'Union pour la Méditerranée (UpM) a organisé un atelier sur la diplomatie de la science et de l'innovation dans la région méditerranéenne, conjointement avec le projet S4D4C (Using Science Diplomacy for Addressing Global Challenges, utiliser la diplomatie scientifique pour relever les défis mondiaux).

Le premier jour, un débat animé sur le renforcement du rôle de la diplomatie scientifique dans la région euro-méditerranéenne a eu lieu. Les participants ont ainsi été amenés à faire le point sur les politiques publiques régionales déjà mises en œuvre dans les domaines de la recherche et de l'innovation et à réfléchir à la manière dont les scientifiques, les responsables politiques et les diplomates peuvent apporter des réponses communes aux problèmes mondiaux et régionaux.

Le deuxième jour, la session du matin a été animée par les promoteurs du projet S4D4C, qui ont présenté les actions menées pour favoriser les échanges entre scientifiques, diplomates, responsables politiques et autres praticiens clés, et pour offrir des possibilités de formation dans le domaine de la diplomatie scientifique. Des interventions de la part de diplomates, de fonctionnaires de ministères, de chercheurs et de scientifiques de la région de l'UpM ont enrichi la discussion.

Dans l'après-midi, les participants ont été répartis dans deux ateliers : l'un sur la coopération engagée en matière de recherche en vue de répondre aux enjeux mondiaux, l'autre sur le renforcement des communautés scientifique et diplomatique. Les échanges d'idées ont abouti à un ensemble de conclusions qui pourraient servir à produire un message à retenir avec des recommandations politiques. L'accent a été mis en particulier sur la nécessité d'un cadre méditerranéen global dédié à la réalisation des ODD dans la région, ainsi que sur le rôle clé de la diplomatie scientifique basée sur de multiples parties prenantes, ce qui implique de soutenir les mécanismes de coopération en matière de recherche et les partenariats institutionnels dans une démarche d'appropriation commune.

Lire le communiqué de presse : <https://ufmsecretariat.org/science-diplomacy-mediterranean/>

La relance du secteur touristique méditerranéen offre l'occasion de s'engager vers un tourisme durable (Econostrum)

23 décembre 2020

Par l'Ambassadeur Bernard Valero, directeur général de l'Agence des villes et territoires méditerranéens durables (AVITEM)



(photo : F.Dubessy)

Comme beaucoup d'autres, le secteur du tourisme est touché de plein fouet et à l'échelle mondiale par la pandémie. Dans la région méditerranéenne, cette crise revêt une dimension plus aigüe encore dès lors qu'elle a littéralement décimé un secteur d'activité qui représente une part plus importante qu'ailleurs des PIB sur toutes les rives de la Mare Nostrum.

Aujourd'hui, en effet, le secteur touristique touche le fond. Dans tous les pays méditerranéens la priorité est sans conteste à la réactivation du secteur et à la réanimation de toutes les activités liées au tourisme, tant sont essentiels les enjeux économiques et sociaux de la reprise des investissements, de la remise en route des flux, du retour à l'emploi de millions de Méditerranéens, de la réactivation en cascade de tous les compartiments du jeu touristique (événementiel, d'affaires, culturel, sportif, nautique, etc...).

Partout en Méditerranée, les États et les territoires les plus violemment impactés se mobilisent pour absorber le choc et se préparer à la relance. Sur les rivages méridionaux de l'UE, ces efforts seront amplifiés par les mesures de soutien adoptées par Bruxelles et les États membres. La perspective du retour à l'emploi de millions de personnes s'impose donc, tandis que tout un chacun aspire, légitimement, à pouvoir le moment venu s'adonner à nouveau au plaisir de préparer son sac de voyage.

Une fois posée la double exigence de la nécessité et de l'urgence de cette reprise, faudra-t-il en rester là, ne se concentrer que sur cet objectif, se contenter de revenir au tourisme d'avant le Covid ? Pas sûr.

Des préconisations pour une nouvelle chaîne de valeurs du tourisme

On se souvient que dans les temps qui avaient précédé la pandémie, des voix s'élevaient et des questions se posaient déjà sur les pratiques touristiques qui s'étaient emparées de la Méditerranée depuis des années : urbanisation débridée et spéculative des littoraux, saccage de l'environnement, sur-fréquentation des sites et destinations touristiques (Venise, Barcelone, Dubrovnik devenant emblématiques de cette amorce de remise en question du tourisme de masse), bilan carbone des escapades aériennes, pressions excessives sur certains territoires vulnérables, dégradation accélérée de la biodiversité terrestre et marine.

Cette mise en cause progressive de la chaîne des valeurs du tourisme sur laquelle celui-ci s'était développé jusqu'ici se nourrissait d'une part de la prise en compte croissante des préoccupations environnementales et, d'autre part, du lien de plus en plus perceptible entre le tourisme et les ODD de l'ONU, ainsi que de la relation entre le tourisme et les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. De nombreux travaux et études menés dans différentes enceintes (ONU, OMT, UE, UpM) venaient accréditer l'idée que le tourisme, comme toute autre activité humaine, devait lui aussi s'inscrire dans la perspective vertueuse d'un développement durable.

De nombreuses pistes s'offrent aujourd'hui à ceux qui, heureusement en nombre croissant, se mobilisent en faveur du tourisme durable :

- Le dépassement du tout mer et soleil, et la diversification de l'offre,
- Le retour à la Nature et le développement du tourisme rural,
- L'effacement des ghettos touristiques,
- La régulation (horaires, jauge, tarification) de la sur-fréquentation de certains sites,
- L'étalement de la fréquentation et la diversification des usages des territoires de destination,
- La redistribution plus juste et équitable des revenus du tourisme au bénéfice des populations d'accueil,
- L'émergence d'une culture touristique du respect : du patrimoine, de la nature, de la culture et des coutumes locales, c'est-à-dire le passage d'un tourisme de consommation, voire parfois de prédation, vers un tourisme de découverte et d'échange.

Loin d'être exhaustif, ce faisceau de préconisations n'en repose pas moins sur une idée somme toute simple, simpliste diront d'aucuns, celle de réconcilier le touriste avec le voyageur.

Correction de trajectoire

L'après Covid offre donc l'occasion non pas d'une improbable rupture avec les habitudes d'avant, mais au moins la possibilité d'une correction de trajectoire, celle-ci nourrie d'une réflexion individuelle et collective sur des valeurs telles que la responsabilité et la solidarité, enrichie de l'innovation, et reposant sur la confiance dans les nouvelles générations qui commencent à comprendre, beaucoup plus vite qu'on ne le croit, que recommencer à faire du

tourisme comme cela se pratique depuis soixante ans conduira tout le monde dans le mur : transporter de la neige par hélicoptère pour enneiger des pistes de ski dans les Pyrénées, laisser se développer un terrain de camping sauvage à 4 000 mètres d'altitude aux abords du refuge du Goûter sur le Mont Blanc, multiplier les terrains de golf dans une Andalousie qui manque d'eau, affronter les embouteillages de piétons sur les trottoirs de Venise, vicier l'air des habitants de l'Estaque à Marseille avec les fumées des bateaux de croisières, les exemples abondent autour de la Méditerranée des aberrations auxquelles peuvent mener les excès d'un tourisme non maîtrisé.

La régulation, voire parfois l'interdiction peuvent être des recours légitimes face aux dérives. Il s'agit là en effet « d'outils » de type classique reposant sur des corpus législatifs et réglementaires propres à chaque État. Sont-ils suffisants ? À l'évidence non.

Un tourisme plus intelligent

Des pistes d'innovation doivent donc être explorées pour parvenir à un tourisme méditerranéen plus durable et, partant, pour une Méditerranée plus résiliente :

- Du littoral à l'arrière-pays :

Le tourisme en Méditerranée gagnera à se développer au-delà de la bande littorale des 10 km affectée par la surpopulation saisonnière, la pression sur les ressources, la mise en péril de l'environnement et de la biodiversité, la dégradation du métabolisme des zones côtières. C'est donc dans la profondeur territoriale et paysagère des franges littorales que se trouvent les relais de croissance d'un nouveau tourisme amené à privilégier l'écotourisme, le tourisme rural, l'agrotourisme, dont l'un des modèles les plus aboutis nous est offert par l'Italie.

- Le Data au service du tourisme durable :

Les conséquences négatives de la progression de la sur-fréquentation de certains sites touristiques (balnéaires, patrimoniaux, paysagers) sont de plus en plus visibles en un nombre croissant de destinations sur le pourtour méditerranéen. Pour y être durable, ce tourisme doit être plus intelligent et recourir désormais au Data mis au service du recueil des données et de la gestion des flux en faveur de l'information du public et d'une régulation maîtrisée de la séquence espace-temps des sites sur fréquentés. Les possibilités offertes dans ce domaine commencent à être explorées tandis qu'on en entrevoit, encore à peine aujourd'hui, le grand potentiel de « faire autrement » qu'elles recèlent.

- Le « Nudge », en lieu et place de la contrainte :

Si les 10 000 pas par jour de nos iPhones incitent certains d'entre nous à faire un peu plus d'exercice physique chaque jour, il peut en aller de même pour une meilleure gestion du tourisme grâce aux nudges et aux sciences comportementales : influencer les prises de décisions sans contraintes et en respectant le libre arbitre de chacun revient ainsi à faire le pari de l'intelligence et de la responsabilité individuelle, au service d'un tourisme plus durable, plus respectueux et plus solidaire.

➤ La coopération en Méditerranée :

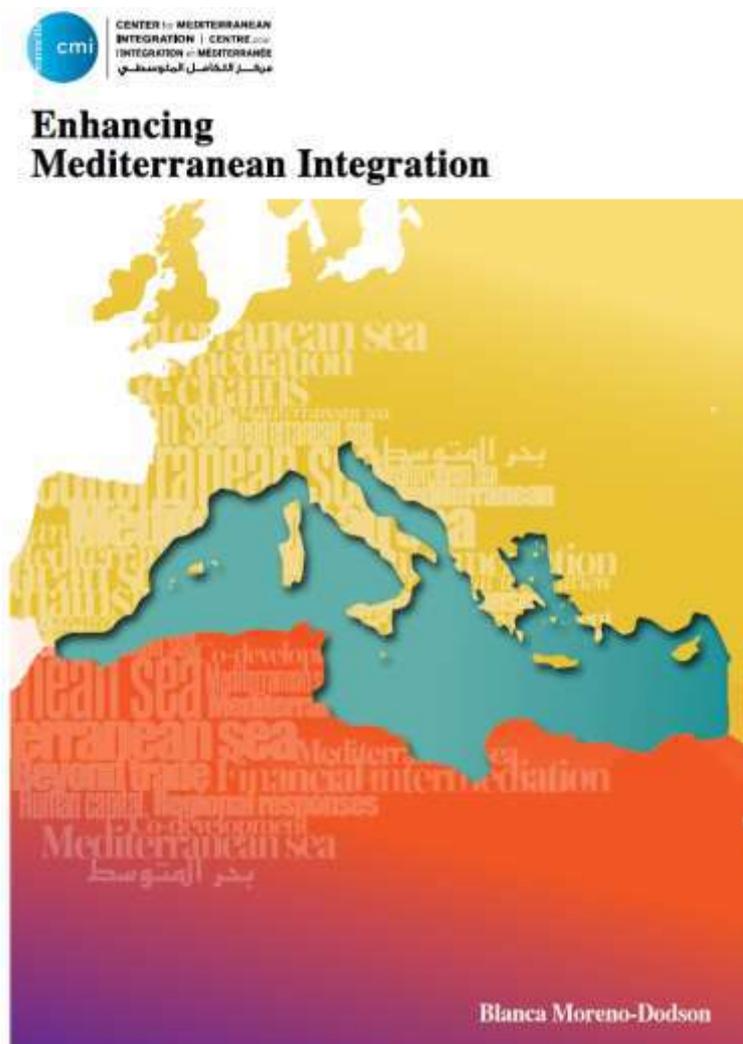
Bien que la concurrence soit certes un moteur essentiel et légitime du développement touristique, il n'en demeure pas moins que les questions soulevées par une inéluctable correction de trajectoire rendent nécessaire un rééquilibrage de cette activité par davantage de coopération entre les États, les acteurs du tourisme et les sociétés civiles concernés :

- ❖ Réflexion collective sur le sens et la finalité du tourisme tel que pratiqué par les uns et les autres depuis le milieu du 20ème Siècle,
- ❖ Échanges de bonnes pratiques, et il y en a beaucoup aux quatre coins de la Méditerranée,
- ❖ Cap défini en commun vers un tourisme durable, favorable aux populations des territoires d'accueil, aux jeunes et à l'environnement,
- ❖ Engagement collectif d'inscrire les ODD dans l'ADN du tourisme méditerranéen,

Au final, ce qui est en jeu en ce moment très particulier est notre capacité, ou pas, à forger un consensus autour de la préservation de ce que les Méditerranéens ont de plus précieux à offrir et à partager : leur histoire, leur géographie, et l'exceptionnelle richesse de la diversité de leurs cultures.

CMI new report 2020: Enhancing Mediterranean Integration

30 décembre 2020



On the occasion of the 25th anniversary of the Barcelona Process, this report examines the various dimensions of Mediterranean integration in today's context and provides policy recommendations for enhancing Mediterranean integration, beyond trade agreements. The report suggests enhancing growth through comprehensive trade reforms, while also fostering the mobility of workers through regularized migration schemes, as well as promoting Foreign Direct Investment (FDI) and cross-country public-private partnerships.

In parallel, the provision of regional public goods that benefit the whole region as well as more targeted initiatives aimed at protecting vulnerable income groups (refugees, unprotected children, unemployed, etc.) and less-favored geographic locations (remote, landlocked) will be necessary to reduce income disparities, in line with the goals of achieving social inclusion and territorial cohesion.

To download and/or read this report:

https://www.cmimarseille.org/sites/default/files/newsite/online_version.pdf

Chambre de Commerce Franco-Arabe, CCFA Paris : Newsletter spécial cinquanteaire (LinkedIn)

30 décembre 2020



A lire ici : https://ccfranco-arabe.fr/wp-content/uploads/2020/12/144_Newsletter-cinquanteaire-decembre-2020-VF.pdf



Alain Meyssonier • 1er

Directeur général adjoint international et partenariats Eaux de Marseille

4 j ...

L'Institut Méditerranéen de l'Eau salut cette performance et souhaite une excellente année 2021 à la CCFA ainsi qu'à tous ses membres et à son staff!

BRL en Bolivie (LinkedIn)

30 décembre 2020



BRL Ingénierie

7 246 abonnés

1 sem. • 🌐

+ Suivre



BRL Ingénierie en Bolivie vo !

Nous poursuivons notre **#engagement** en faveur de la **#REUT** (Réutilisation des Eaux Usées Traitées) avec une étude pour évaluer les conditions de réutilisation en agriculture des eaux usées traitées de la future station d'épuration des eaux usées de La Paz.

🔍📄 L'étude a pour objectif de faire un diagnostic/état des lieux participatif de la situation actuelle puis de proposer un plan d'action visant à mettre en place des conditions propices à la réutilisation des eaux usées.

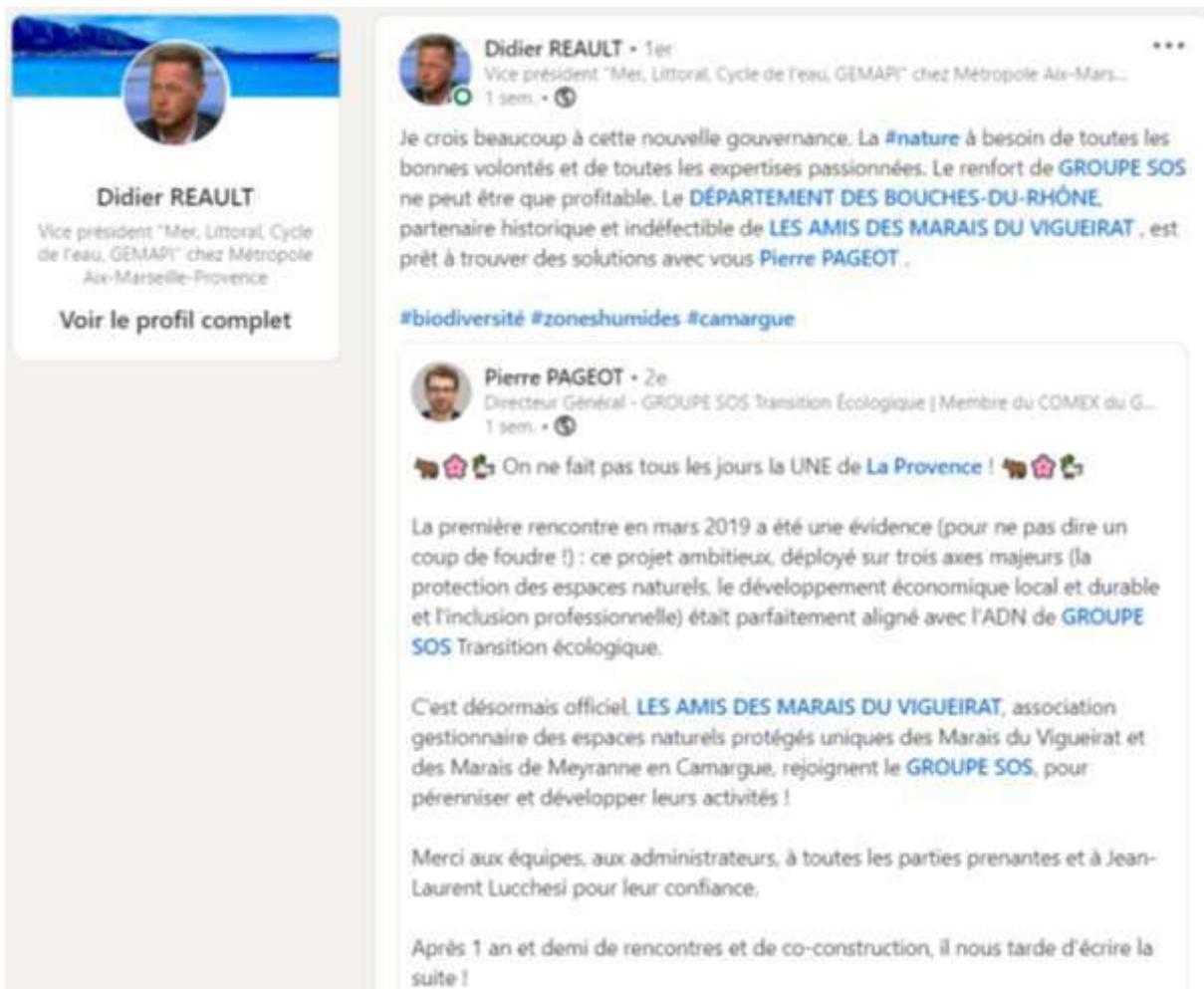
Cette étude est financée par la **#BanqueMondiale**.

#Bolivie #REUSE #agriculture #irrigation #REUT 💧



Post de Didier Réault, Vice-président « Mer, Littoral, Cycle de l'Eau, GEMAPI » à Aix-Marseille Provence Métropole sur l'association Les Amis des Marais du Vigueirat (LinkedIn)

30 décembre 2020



Didier REAULT • 1er
Vice président "Mer, Littoral, Cycle de l'eau, GEMAPI" chez Métropole Aix-Mars...
1 sem. •

Je crois beaucoup à cette nouvelle gouvernance. La **#nature** a besoin de toutes les bonnes volontés et de toutes les expertises passionnées. Le renfort de **GROUPE SOS** ne peut être que profitable. Le **DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE**, partenaire historique et indéfectible de **LES AMIS DES MARAIS DU VIGUEIRAT**, est prêt à trouver des solutions avec vous **Pierre PAGEOT**.

#biodiversité #zoneshumides #camargue

Pierre PAGEOT • 2e
Directeur Général - GROUPE SOS Transition Écologique | Membre du COMEX du G...
1 sem. •

🏠🌿 On ne fait pas tous les jours la UNE de La Provence ! 🏠🌿

La première rencontre en mars 2019 a été une évidence (pour ne pas dire un coup de foudre !) : ce projet ambitieux, déployé sur trois axes majeurs (la protection des espaces naturels, le développement économique local et durable et l'inclusion professionnelle) était parfaitement aligné avec l'ADN de **GROUPE SOS Transition écologique**.

C'est désormais officiel. **LES AMIS DES MARAIS DU VIGUEIRAT**, association gestionnaire des espaces naturels protégés uniques des Marais du Vigueirat et des Marais de Meyranne en Camargue, rejoignent le **GROUPE SOS**, pour pérenniser et développer leurs activités !

Merci aux équipes, aux administrateurs, à toutes les parties prenantes et à Jean-Laurent Lucchesi pour leur confiance.

Après 1 an et demi de rencontres et de co-construction, il nous tarde d'écrire la suite !



Arles 5

L'appel des Marais du Vigueirat n'échappe pas au Groupe SOS

Le groupe est spécialisé dans le secteur des associations. Et réalise ses chiffres d'affaires d'un milliard d'euros. Il en a déjà investis 100 000 pour aider financièrement le site de Jean Tiliat

Quel positionnement pour la Ville ?

À LA DÉCOUVERTE
Un candidat nommé David Grzyb dans la "short list"

Union pour la Méditerranée : Newsletter 2020

31 décembre 2020

Téléchargez la newsletter 2020 de l'UPM ici : <https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2020/08/Newsletter-UfM-Water-2020.pdf>



Despite the challenges in the Mediterranean region, which have been broadened by the COVID-19 pandemic, 2020 showed resilience and opportunities while consolidating the cooperation concept. Even in the most sensitive sectors like water. This newsletter presents some flagships events and illustrates successful cooperation.

UFM MEETINGS

Webinar on Water and Public Health in the Mediterranean: Towards a Water Supply, Sanitation and Hygiene (WASH) Policy in the COVID-19 context

19 November 2020, Online

In the framework of a study launched by the Union for the Mediterranean (UfM), the Mediterranean Water Institute (IME) organised a webinar in the form of a panel with the aim of initiating a discussion on Water Supply, Sanitation and Hygiene (WASH) Policy in the COVID-19 context.

AMWAJ Forum – A Mediterranean Water And Journalism Conference

28-29 October 2020, Beirut - [More information](#)

Beirut, 28 October 2020 –The Union for the Mediterranean (UfM) partnered with AMWAJ Forum, a leading platform focusing on tackling water scarcity and



INSTITUT MÉDITERRANÉEN DE L'EAU

IME
l'ami de l'eau





L'IME vous souhaite
une excellente
année 2021
Santé, Bonheur et
Réussite pour l'accès à
l'eau et à
l'assainissement pour
tous !

4^{ème} Forum Méditerranéen de l'Eau
6-8 décembre 2021
www.medwater2020.mt



INSTITUT MÉDITERRANÉEN DE L'EAU

IME
l'ami de l'eau





IME wishes you an
excellent new year
2021
Health, Happiness and
Success for access to
water and sanitation for
all !

4th Mediterranean Water Forum
6-8 December 2021
www.medwater2020.mt

Pour plus d'informations sur nos activités et/ou partager les articles que vous souhaitez voir apparaître dans la prochaine revue de presse bimestrielle, n'hésitez pas à nous contacter :

Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)
18/20 avenue Robert Schuman, 13002 Marseille – France
Tel : +33 4 91 59 87 77 – Fax : +33 4 91 59 87 78
Email : info@ime-eau.org